

Mons (Bergen) I	45.610
Mons (Bergen) II.....	45.611
Soignies (Zinnik).....	63.626

	419.793

Arr. de Tournai - Arr. Doornik :

Ath-Lessines (Aat-Lessen).....	64.568
Mouscron-Comines-Warneton (Moeskroen-Komen-Waasten)	70.387
Péruwelz-Leuze-en-Hainaut.....	54.871
Tournai (Doornik) I.....	55.841
Tournai (Doornik) II.....	55.841

	301.508

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 11 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 501 (2006 — 5129)

[C — 2007/09083]

13 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. — Erratum

Afin de rectifier les erreurs matérielles de numérotation et de traduction contenues dans l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat publié au *Moniteur belge* du 19 décembre 2006, Ed.2, pages 72928 à 72985, le texte précité doit être remplacé par le texte ci-après.

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les fonctions des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat présentent des caractéristiques spécifiques et requièrent des qualités répondant aux exigences propres de fonctionnement opérationnel et d'expertise d'un service de renseignement et de sécurité, qui distinguent ces agents et en font un corps civil particulier au sein du service public fédéral, ce qui implique de déroger en permanence au statut des agents de l'Etat. Le renvoi aux dispositions de ce statut ne paraît donc plus adéquat; il convient dès lors d'élaborer un statut propre et cohérent, justifié par les différences objectives de fonctionnement que présentent les agents des services extérieurs qu'il entend régir et visant à offrir à ces agents les mêmes garanties statutaires que celles dont bénéficient les agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937. En conséquence l'exécution efficace et efficiente des missions qui leur sont confiées par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité requiert un statut autonome.

Cette spécificité a également été reconnue par les organisations syndicales qui ont été consultées lors de l'élaboration de ce nouveau statut. Ces consultations informelles ont par ailleurs donné lieu à la signature d'un protocole d'accord.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 501 (2006 — 5129)

[C — 2007/09083]

13 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. — Erratum

Met het oog op de verbetering van de materiële fouten op het vlak van nummering en vertaling die aanwezig waren in het koninklijk besluit van 13 december 2006, houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 2006, ed. 2, bladzijden 72928 tot en met 72985, dient de bovenstaande tekst vervangen te worden door de onderstaande tekst.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De functies van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat vertonen specifieke kenmerken en vragen speciale kwaliteiten die beantwoorden aan de vereisten eigen aan de operationele werking en expertise van een inlichtingen- en veiligheidsdienst, die deze ambtenaren onderscheiden en er een bijzonder burgerlijk korps van maken binnen de federale overheidsdienst, wat impliceert dat voortdurend dient te worden afgeweken van het statuut van de Rijksambtenaren. De verwijzing naar de bepalingen van dit statuut lijkt dus niet meer adequaat; het is derhalve raadzaam een eigen en coherent statuut uit te werken, gerechtvaardigd door de objectieve verschillen inzake functionering die deze ambtenaren van de buitendiensten vertonen en die ze wil regelen en waarbij beoogd wordt om aan deze ambtenaren dezelfde statutaire garanties te bieden als deze van de ambtenaren onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Bijgevolg vereist de efficiënte uitvoering van de opdrachten die hun worden toevertrouwd bij wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, een autonoom statuut.

Deze specificiteit werd eveneens erkend door de syndicale organisaties die werden geraadpleegd bij de uitwerking van dit nieuw statuut. Deze informele raadplegingen hebben overigens aanleiding gegeven tot het ondertekenen van protocolakkoord.

Par ailleurs, le statut administratif et pécuniaire de ces agents était aligné sur celui des membres de l'ex-police judiciaire; or, ces derniers ont bénéficié d'une revalorisation de leur statut pécuniaire lors de leur intégration dans la police intégrée à deux niveaux le 1^{er} avril 2001, alors que les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat n'ont bénéficié d'aucune revalorisation administrative et pécuniaire à ce jour.

Enfin, les agents des services extérieurs n'ont pas bénéficié non plus, jusqu'à présent, de la revalorisation de la fonction et du traitement des agents de l'Etat.

Il y avait lieu en conséquence de réformer le statut administratif et pécuniaire des agents des services extérieurs sans tarder, afin de doter la Sûreté de l'Etat du personnel opérationnel performant en nombre suffisant, de le maintenir au sein de l'institution et de permettre l'exécution efficiente de missions sans cesse plus nombreuses et complexes.

Dans un souci de clarté et de simplification, le présent arrêté abroge les textes multiples qui avaient modifié ou complété l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'administration de la Sûreté de l'Etat, qui était encore partiellement en vigueur; de même, au lieu de déroger au statut des agents de l'Etat, en énumérant les dispositions qui n'étaient pas applicables, ce qui présentait de sérieux inconvénients en raison des modifications incessantes et de la rémunération voire de la disparition des dispositions de référence, il choisit, lorsqu'il reste pour l'essentiel fidèle au droit commun de la fonction publique, soit de transposer les dispositions existantes, soit de renvoyer quand cela est possible de manière globale à un corps de règles existant (arrêté royal du 30 novembre 1998 en ce qui concerne les congés et arrêté royal du 29 juin 1973 en ce qui concerne les règles générales de fixation et de paiement des traitements; allocations et indemnités communes à l'ensemble de la fonction publique fédérale); enfin, il réunit dans un texte unique statut administratif et statut pécuniaire.

Parallèlement, l'article 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est, sur la proposition du ministre de la Fonction publique, modifié en vue d'exclure de son champ d'application les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

La première partie du présent arrêté contient les règles du statut administratif.

Dans le titre I^{er} (dispositions générales), l'article 1^{er} définit le champ d'application « ratione personae » du statut et contient des définitions indispensables. Les dispositions rendues applicables à l'ensemble du personnel tant des services administratifs que des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat ont un caractère organique et n'ont pas d'effet sur la position juridique et les obligations des agents: organisation des services de formation et d'encadrement psychologique et social, carte de légitimation.

L'article 2 exclut le recrutement d'agents contractuels et confère la qualité d'agent de l'Etat aux membres du personnel des services extérieurs.

L'article 3 répartit les emplois en trois niveaux. Les articles 4 à 6 déterminent les grades compris dans chaque niveau.

L'article 8, à lire conjointement avec les articles 182 et 188, aménage la barrière traditionnelle entre les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et le département de la Justice lorsque l'agent perd son habilitation de sécurité.

Le titre II relatif aux droits et devoirs contient quelques particularités propres à la fonction: droit de l'agent de refuser l'exécution d'un ordre manifestement illégal – article 9, § 2, qui trouve son équivalent dans l'article III. II. 3 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police: il va de soi, comme l'observe le Conseil d'Etat, que la confirmation de l'ordre ne permet pas de dégager la responsabilité de l'agent qui l'exécuterait –, restriction de la liberté d'expression à l'égard des faits portés à la connaissance des agents dans l'exercice de leurs fonctions, devoir du secret professionnel conformément aux prescriptions de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (article 12 alinéas 1^{er} et 3) et obligation particulière de réserve en matière politique (article 12 alinéa 2), qui a pour corollaires un régime renforcé d'incompatibilités (article 18) et l'exclusion du droit au congé politique ainsi qu'aux congés pour exercer des fonctions au sein d'un cabinet ministériel ou auprès des groupes politiques des assemblées parlementaires (article 185). Ces droits et

Bovendien was het administratief en geldelijk statuut van deze ambtenaren gelijkgeschakeld met deze van de ex – leden van de gerechtelijke politie; welnu, deze laatsten hebben een herwaardering van hun geldelijk statuut bekomen bij hun integratie op 1 april 2001 in de geïntegreerde politie op twee niveaus, terwijl de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat tot op heden van geen enkele administratieve en geldelijke herwaardering hebben genoten.

Tot slot hebben de ambtenaren van de buitendiensten evenmin genoten van de herwaardering van het ambt en de wedde van het Rijkspersoneel.

Er was bijgevolg reden om onverwijld het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat te hervormen, ten einde de Veiligheid van de Staat te bedelen met operationeel renderend personeel, in voldoende aantal, ze in de schoot van de instelling te behouden en de efficiënte uitvoering van de opdrachten, die voortdurend talrijker en complexer zijn, toe te laten.

Gelet op de duidelijkheid en de vereenvoudiging, heft dit besluit de vele bepalingen op; die het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, dat nog steeds gedeeltelijk van kracht was, hadden gewijzigd of aangevuld; evenzo, in plaats van af te wijken van het statuut van de overheidsambtenaren, door opsomming van de bepalingen die niet meer van toepassing waren, wat ernstige nadelen meebracht omwille van de voortdurende wijzigingen en de bezoldiging en zelfs de verdwijning van de referentie bepalingen, verkies het, daar waar het wezenlijk trouw blijft aan het gemeen recht van het openbaar ambt, ofwel de bestaande bepalingen over te brengen, ofwel te verwijzen wanneer het in zijn geheel mogelijk is, naar een geheel van bestaande regels (koninklijk besluit van 30 november 1998 voor wat de verloven betreft en koninklijk besluit van 29 juni 1973 voor wat de algemene regels betreft van vaststelling en uitbetaling van de wedden; toeslagen en vergoedingen gemeenschappelijk aan het geheel van het openbaar ambt); het verenigt tenslotte in een zelfde tekst, het administratief en geldelijk statuut.

Daarnaast wordt artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober houdende het statuut van het Rijkspersoneel, op voorstel van de minister van het Openbaar Ambt, gewijzigd teneinde uit zijn toepassingsveld de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat uit te sluiten.

Het eerste deel van dit besluit bevat de regels van het administratief statuut.

In titel I (algemene bepalingen), bepaalt artikel 1 het toepassingsveld « ratione personae » van het statuut en bevat het noodzakelijke definities. De bepalingen die gemeenschappelijk worden gemaakt voor het geheel van het personeel zowel van de administratieve - als van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat hebben een organiek karakter en hebben geen gevolgen voor de juridische toestand en de verplichtingen van de ambtenaren: organisatie van de vormingsdienst en van de psychologische en sociale begeleiding, legitimatiekaart.

Artikel 2 sluit de aanwerving uit van contractueel personeel en kent de hoedanigheid van Rijksambtenaar toe aan de leden van de buitendiensten.

Het artikel 3 verdeelt de betrekkingen in drie niveaus. De artikelen 4 en 6 bepalen de graden vervat in elk niveau.

Artikel 8 te lezen samen met de artikelen 182 en 188, past de traditionele afgrenzing aan tussen de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en het departement van Justitie wanneer de ambtenaar zijn veiligheidsmachtiging verliest.

Titel II betreffende de rechten en plichten bevat enkele bijzonderheden eigen aan de functie: recht van de ambtenaar te weigeren om een manifest onwettig bevel uit te voeren – artikel 9, § 2, dat zijn equivalent vindt in artikel III. II. 3 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de juridische stand van het personeel van de politiediensten: het is vanzelfsprekend dat, zoals de raad van State opmerkt, de bevestiging van het bevel, de ambtenaar die het zou uitvoeren van zijn verantwoordelijkheid niet ontheft -, de beperking inzake vrijheid van meningsuiting jegens feiten die de ambtenaren ter ore komen uit hoofde van hun functie, plicht van het beroepsgeheim overeenkomstig de voorschriften van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen – en veiligheidsdiensten en de wet van 11 december 1998 betreffende classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsatlassen en veiligheidsadviezen (artikel 12, eerste en derde lid) en de bijzondere verplichting van terughoudendheid op politiek vlak (artikel 12, tweede lid), die als logisch gevolg hebben een strenger stelsel van onverenigbaarheden (artikel 18) en de uitsluiting van het recht op politiek verlof alsook van de verloven om een functie uit te

obligations seront précisés dans un code de déontologie (article 17).

Le titre III règle le recrutement, le stage et la carrière.

L'article 20, alinéa 3 doit permettre au ministre, en ce qui concerne la nomination aux emplois d'inspecteurs et de commissaires, de réaliser à tout moment un équilibre adéquat entre le recrutement et la promotion par accession au niveau supérieur.

La limite d'âge inférieure de 21 et 25 ans lors du recrutement respectivement des inspecteurs et commissaires n'a pas été modifiée par rapport aux dispositions antérieures; la limite inférieure de 21 ans pour le nouveau grade d'assistant de protection se justifie par la maturité que requiert la nature de la mission de protection à accomplir (article 21). Les dispositions relatives à l'organisation des épreuves de recrutement (article 24) et de promotion (article 57) ainsi qu'à la composition des jurys de sélection (articles 34 et 69) s'efforcent de réaliser un équilibre entre le besoin pour la Sûreté de l'Etat de maîtriser les paramètres de sélection et la nécessité de faire garantir l'objectivité des procédures par le bureau de sélection de l'administration fédérale (SELOR).

L'arrêté royal proposé confirme l'orientation prise dans les dispositions statutaires antérieures régissant le personnel des services extérieurs de réglementer le stage de manière spécifique. La responsabilité des fonctions exercées commande un suivi plus constant de l'acquisition des connaissances, des aptitudes et des comportements appropriés dans les missions de terrain que dans la fonction publique classique.

A cette fin, a été instaurée la commission de stage, organe collégial permanent composé de membres expérimentés chargés de suivre en permanence l'évolution du stagiaire, de mesurer sa capacité à intégrer les aptitudes professionnelles adéquates et de remédier aux manquements comportementaux éventuels constatés par un encadrement immédiat. Cette commission peut ainsi se prononcer de manière plus pertinente, à la fin du stage, sur l'aptitude professionnelle à exercer la fonction dans toutes ses composantes. Le fait que le statut disciplinaire ne soit pas applicable aux stagiaires est délibéré et est compensé par une approche ainsi qu'un encadrement attentif des comportements inadéquats qui, souvent à ce niveau d'exercice de la fonction peuvent relever de l'inexpérience et auxquels une aide expérimentée peut apporter une réponse plus appropriée qu'une peine disciplinaire.

La commission des stages, contrairement aux dispositions du statut des agents de l'Etat, ne comprend pas de représentants du personnel, mais le stagiaire dispose, en contrepartie, d'un droit de recours devant la chambre de recours dont la composition est paritaire (article 47). La durée du stage est aménagée en fonction de la technicité de la formation initiale (article 49).

Les chapitres III et IV, relatifs respectivement aux promotions et aux mandats, constituent le cœur de la réforme: la revalorisation barémique s'accompagne d'une volonté de professionnalisation accrue que traduit des trajets de carrières fondés sur le développement de la formation et la vérification des progrès dans l'acquisition des compétences requises pour l'exercice de fonctions d'une complexité croissante.

La notion de mandat se distancie de celle en vigueur dans la réforme de l'administration fédérale. Ainsi le mandat est octroyé aux membres des services extérieurs qui ont fait preuve, après vérification, d'une expérience de gestion opérationnelle complexe et qui sont à même de traduire sur le plan opérationnel les orientations de la politique stratégique de la Sûreté de l'Etat.

Le poids des diverses fonctions a été expertisé par le service public fédéral Personnel et Organisation et a été consigné dans les descriptions de fonction élaborées pour chacun des niveaux de fonctionnement: assistant de protection, inspecteur et commissaire. Ces descriptions ont répertorié la multiplicité des rôles assumés par chaque fonction, et mis en évidence le niveau d'expertise, de complexité de gestion opérationnelle et de responsabilité requis; elles ont également systématisé les caractéristiques génériques de ces fonctions. À titre d'exemple, citons: la disponibilité permanente, l'obligation renforcée de secret, l'exposition aux risques.

Ces descriptions justifient, par ailleurs, la hauteur des échelles barémiques adoptées.

oefenen in een ministerieel kabinet of bij de politieke groepen van de parlementaire vergaderingen (artikel 185). Deze rechten en plichten zullen nader bepaald worden in een deontologische code (artikel 17).

Titel III regelt de aanwerving, stage en loopbaan.

Artikel 20, derde lid moet het de minister mogelijk maken, wat de benoeming betreft voor de betrekkingen van inspecteur en commissaris, op elk ogenblik een juist evenwicht te verwezenlijken tussen de aanwerving en bevordering door toegang tot het hogere niveau.

De onderste leeftijdslimiet van 21 en 25 jaar bij de respectievelijke aanwerving van inspecteurs en commissarissen werd niet gewijzigd in vergelijking met vorige bepalingen; de onderste leeftijdslimiet van 21 jaar voor de nieuwe graad van beschermingsassistent is gerechtvaardigd wegens de maturiteit die wordt vereist door de aard van de te vervullen beschermingsopdrachten (artikel 21). De bepalingen betreffende de organisatie van de aanwervings - (artikel 24) en de bevorderingsproeven (artikel 57) alsook betreffende samenstelling van de selectiejury's (artikelen 34 en 69) proberen een evenwicht tot stand te brengen tussen de noodzaak voor de Veiligheid van de Staat om de selectieparameters te beheersen en de noodzaak om de objectiviteit te doen waarborgen van de procedures door het selectiebureau van de federale administratie (SELOR).

Het voorgesteld koninklijk besluit bevestigt de beleidslijn die gemaakt werd in de vorige statutaire bepalingen die zegt dat, voor wat betreft het personeel van de buitendiensten, de stage op een specifieke manier wordt geregeld. De verantwoordelijkheid van de uitvoerende functies gebiedt een meer bestendige opvolging van de verwerving van de kennis, de bekwaamheden en het gepast gedrag in de opdrachten op het terrein, dan in een klassiek openbaar ambt.

Daarom werd een stagecommissie ingevoerd, een permanent collegiaal orgaan dat bestaat uit ervaren leden die belast zijn met het permanent volgen van de evolutie van de stagiair, met zich een oordeel te vormen over zijn mogelijkheid om de adequate professionele bekwaamheden te integreren en met te remediëren aan eventueel door de naaste omkadering vastgestelde tekortkomingen op vlak van zijn gedrag. Deze commissie kan zich aldus, op het einde van de stage, op een meer oordeelkundige manier uitspreken over de beroepsbekwaamheid voor de uit te oefenen functie in al zijn componenten. Het feit dat de tuchtregeling niet van toepassing is op de stagiairs is gewild en wordt gecompenseerd door nauwlettende aandacht en omkadering van inadequate gedragingen, die op dit niveau van uitoefening van de functie dikwijls de onervarenheid naar voor kunnen doen brengen en voor dewelke een ervaren hulp meer kan bijdragen dan een disciplinaire straf.

De stagecommissie bevat, in tegenstelling met het statuut van de Rijksambtenaren, geen vertegenwoordigers van het personeel, maar de stagiair beschikt daarentegen over een recht van beroep voor de raad van beroep die paritair is samengesteld (artikel 47). De duur van de stage wordt geregeld afhankelijk van de technische aard van de oorspronkelijke vorming (artikel 49).

De hoofdstukken III en IV betreffende respectievelijk de bevorderingen en de mandaten vormen de kern van de hervorming; de baremaopwaardering gaat gepaard met een wil van verhoogd professionalisme die zich vertalen in loopbaantrajecten die steunen op de vorming en de verificatie van de vooruitgang in het verwerven van de vereiste bekwaamheden voor de uitoefening van functies met een toenemende complexiteit.

Het begrip mandaat onderscheidt zich van deze in de hervorming van de federale administratie. Het mandaat wordt zodoende toegekend aan de leden van de buitendiensten die, na verificatie, blijk hebben geven van ervaring in complex operationeel beheer en die in staat zijn om de strategische beleidslijnen van de Veiligheid van de Staat naar het operationele niveau te vertalen.

De weging van de verschillende functies werd aan de expertise van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie onderworpen en opgenomen in de functiebeschrijvingen die werden uitgewerkt voor elk functieniveau: beschermingsassistent, inspecteur, commissaris. Deze beschrijvingen hebben de verschillende rollen voor elke functie geïnventariseerd en hebben het expertiseniveau, de complexiteit van het operationeel beheer en de vereiste verantwoordelijkheid duidelijk zichtbaar gemaakt; zij hebben tevens de algemene karakteristieken van deze functies gesystematiseerd. Bij wijze van voorbeeld: het permanent ter beschikking staan van de dienst, de verplichting tot geheimhouding, de blootstelling aan risico's.

Deze beschrijvingen verantwoorden overigens het niveau van de voorgestelde weddenscalen.

Le présent arrêté introduit une innovation dans la carrière du personnel des services extérieurs en créant la fonction d'assistant de protection relevant du niveau C, nécessaire pour exécuter les missions de protection des personnes confiées à la Sûreté de l'Etat par la loi organique du 30 novembre 1998 – les agents affectés à ces missions ne pouvant être employés à d'autres tâches (art. 22 de la loi) – et toujours plus nombreuses en raison du développement du rôle international et européen de Bruxelles.

Trois niveaux répondent aux besoins de l'organisation :

niveau C, assistant de protection : exécution, sous supervision, des missions de protection et de missions apparentées;

niveau B, inspecteur : pilier de l'expertise du domaine et de la technique;

niveau A, commissaire : pilier de la gestion opérationnelle à complexité croissante.

Chacune de ces trois carrières se concrétise dans un trajet propre.

Dans le trajet de carrière sont systématisés des passages vers des missions plus complexes qui nécessitent des compétences plus approfondies et qui correspondent à des échelles barémiques supérieures ou à des grades supérieurs. Une valorisation financière de ces passages sanctionne l'importance de l'évolution dans les missions clés, et encourage le personnel.

L'évolution dans la carrière se fait de façon horizontale et verticale :

horizontale : passage vers les échelles barémiques supérieures par tests ou par le cumul d'un nombre déterminé (trois ou deux selon les cas) de mesures de valorisation;

verticale : progression classique dans les échelles barémiques par l'ancienneté et par la réussite de formations barémiques;

les trajets sont conçus de manière ouverte de façon à offrir à tout moment une perspective de progression ou de réorientation.

Les moteurs de l'évolution dans les trajets de carrière sont :

la progression dans l'expertise des domaines de compétence et des techniques d'investigation propres au service de renseignement et de sécurité via des formations et des validations périodiques (selon des modalités diverses : contrôles ou mesures de valorisation des formations suivies);

la progression dans la gestion opérationnelle : test d'accès aux échelons significatifs qui sont les promotions aux grades d'inspecteur divisionnaire, commissaire, commissaire divisionnaire.

Concrètement, les passages vers des niveaux plus complexes de missions et de compétences dans les fonctions sont validés de la manière suivante :

mesure de l'acquis : vérification des compétences acquises, des connaissances, des aptitudes techniques et de leur mise en œuvre à la fin d'un trajet d'apprentissage imposé, dans les premières années de la carrière et en particulier à la fin de la période de stage;

test de potentiel : mesure plus approfondie des compétences, connaissances et aptitudes techniques et évaluation de la pratique professionnelle appliquées pour le passage de B2 à B3 et A2 à A3;

mesure de valorisation : mesure, comparable à la mesure de compétences dans la fonction publique administrative, qui permet d'évaluer des compétences qui sont importantes pour l'exercice de la fonction et qui ont été acquises lors d'une formation spécifique en lien avec les objectifs du service. Il s'agit de la formation barémique applicable aux échelles B3 et A3 ainsi qu'aux échelles B4, B5 et A4;

épreuve de capacité : mesure, au niveau concerné, de la capacité d'intégrer l'expertise opérationnelle et la gestion (passage à un carrefour entre expertise et fonction dirigeante);

sélection comparative d'accession aux niveaux B et A;

élaboration et défense d'une lettre de mission pour les A5, avec mandat, responsables d'unités particulières;

sélection ad hoc pour l'accès au grade de commissaire général.

Le titre IV trace les lignes directrices, à mettre en œuvre par un arrêté ministériel (art. 140), en matière de trajet de formation et d'organisation de la formation :

mise sur pied d'un service de formation et de développement;

organisation de la formation en deux grands volets comportant la formation de base et la formation continuée multiforme;

Dit ontwerp brengt een vernieuwing in de loopbaan van het personeel van de buitendiensten door het creëren van de functie van beschermingsassistent, die deel uitmaakt van het niveau C, noodzakelijk voor het uitvoeren van de beschermingsopdrachten die aan de Veiligheid van de Staat worden toegewezen door de organieke wet van 30 november 1998 - de ambtenaren die voor deze opdrachten werden aangewezen mogen niet worden aangewend voor andere taken (art. 22 van de wet) - en die steeds talrijker worden gezien de ontwikkeling van de internationale en Europese rol van Brussel.

Drie niveaus beantwoorden aan de noden van de dienst :

niveau C beschermingsassistent : uitvoeren, onder toezicht van beschermings -en aanverwante opdrachten;

niveau B inspecteur : pijler van de expertise op het vlak van een specifiek domein en van de techniek;

niveau A commissaris : pijler van het operationeel beheer met een stijgende complexiteit.

Elkeen van deze drie loopbanen wordt geconcretiseerd in een eigen traject.

In het loopbaantraject worden de overgangen naar steeds complexere opdrachten gesystematiseerd. Deze opdrachten vereisen diepgaandere bekwaamheden en komen overeen met hogere weddenschalen of met hogere graden. Een financiële valorisatie van deze overgangen bekrachtigt het belang van de evolutie in de sleutelopdrachten en moedigt het personeel aan.

De evolutie in de loopbaan gebeurt horizontaal en verticaal :

horizontaal : overgang naar hogere weddenschalen door middel van tests of door het cumuleren van een aantal welbepaalde (drie of twee, naargelang van het geval) waardemetingen;

verticaal : klassieke vooruitgang in de weddenschalen door anciënniteit en door het slagen in baremieke vormingen;

de trajecten werden zodanig ontworpen zodat op elk moment een perspectief op vooruitgang of heroriëntering wordt gegeven.

De drijfkrachten achter de evolutie binnen de loopbaantrajecten zijn :

de vooruitgang van de expertise op het vlak de competentiedomeinen en de onderzoekstechnieken eigen aan een inlichtingen - en veiligheidsdienst via vorming en periodieke validatie (volgens verschillende modaliteiten : controles of waardemetingen van de gevolgde vormingen);

de vooruitgang op het vlak van operationeel beheer : test tot toegang tot hogere rangen zijnde de bevordering tot de graden afdelingsinspecteur, commissaris, afdelingscommissaris.

Concreet worden de overgangen naar steeds complexere niveaus van opdrachten en competenties in de functies gevalideerd op de volgende wijze :

meting van verworvenheden : nagaan van de verworven competenties, de kennis en de technische geschiktheid, de bekwaamheid om deze toe te passen in de uitoefening van de functie, op het einde van een verplicht leertraject gedurende de eerste jaren van de loopbaan en meer speciaal op het einde van de stageperiode;

potentietest : een grondigere meting van de competenties, kennis en technische bekwaamheden en evaluatie van de beroepspraktijk voor de overgang van B2 naar B3 en van A2 naar A3;

waardemeting : meting, te vergelijken met een competentiemeting in de federale overheidsdiensten, die toelaat een evaluatie te maken van de competenties die belangrijk zijn voor de uitoefening van de functie en die verworven werden tijdens een specifieke vorming die verband houdt met de doelstellingen van de dienst. Het gaat hier om de baremieke vormingen toepasselijk op de weddenschalen B3 en A3 alsook op de weddenschalen B4, B5 en A4;

bekwaamheidsproef : meting, voor het betreffende niveau, van de bekwaamheid om operationele expertise en beheer te integreren (overgang op een kruispunt van expertise naar een leidinggevende functie);

vergelijkende selectie voor de overgang naar niveau B en A;

uitwerking van een opdrachtbrief voor de A5's met mandaat, verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid;

Selectie ad hoc voor de toegang tot de graad van commissaris-generaal.

Titel IV tekent de krachtlijnen uit voor de vormingstrajecten en de organisatie van de vorming, die zullen worden uitgevoerd door een ministerieel besluit (art.140) :

oprichten van een dienst vorming en ontwikkeling

organiseren van de vorming in twee grote luiken zijnde de basisvorming en de veelvormige voortgezette vorming;

instauration d'un conseil scientifique et d'un conseil opérationnel qui fixent les orientations de la formation en accord avec la direction générale, vérifient leur pertinence et certifient les formations barémiques;

instauration d'un mécanisme de dispense pour formation conciliant les besoins spécifiques de formation et les horaires de travail irréguliers.

Tenant compte de l'impact des responsabilités et des contraintes psychologiques et sociales des fonctions assumées, le titre V institue à la Sûreté de l'Etat une équipe d'encadrement psychologique et social composée de psychologues.

Cette équipe offre toutes les garanties de discrétion : accord de l'agent concerné, secret professionnel, intervention en dehors de tout dossier du personnel et dans l'anonymat, pas de communication à la hiérarchie du contenu des entretiens sauf autorisation écrite du membre du personnel concerné.

Le but de cette équipe est d'assurer le bien-être des membres du personnel et de leur permettre de fonctionner d'une manière optimale dans des situations réputées lourdes (par exemple : traitement de sources humaines, missions de protection).

Leur champ d'intervention concerne les incidents critiques pendant ou à la suite de l'exercice d'une mission ou lors de situations de crise, le soutien des agents lors de missions émotionnellement lourdes ou particulièrement stressantes, l'intervention auprès des membres du personnel ayant des problèmes graves dans la vie privée qui ont une répercussion sur la vie professionnelle.

Le titre VI instaure un système d'évaluation spécifique qui s'inspire du système d'évaluation applicable aux fonctionnaires fédéraux tout en le simplifiant (chapitre Ier); un régime particulier est prévu pour les commissaires revêtus d'un mandat (chapitre II) justifié par la nature de la mission confiée et la relation de confiance qu'elle implique avec l'institution.

Le titre VII est consacré aux positions administratives : par rapport au statut antérieur, il comble une lacune en organisant la suspension dans l'intérêt du service et une voie de recours contre cette mesure (chapitre VI, qui reprend les dispositions de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à la suspension dans l'intérêt du service); le chapitre V consacre le principe de l'application, sauf dérogation expresse, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Sans préjudice des dispenses de service accordées traditionnellement, la durée du congé annuel de vacances est fixée à 32 jours auxquels s'ajoutent cinq jours en compensation des services prestés entre Noël et Nouvel An, période au cours de laquelle l'activité des sections opérationnelles d'un service de renseignement ne saurait être interrompue, ni même sensiblement réduite, de sorte qu'il ne sera pas accordé de dispense de service pendant ces jours contrairement aux autres services de la fonction publique fédérale.

Par essence, les services de renseignement doivent analyser tout fait et tout événement susceptibles d'engendrer une menace pour la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat. Les périodes de Noël et de Nouvel An ne sauraient justifier un relâchement de la vigilance car ces périodes sont généralement des périodes critiques en terme de sécurité.

La Sûreté de l'Etat, comme la plupart des services de sécurité, est davantage encore sollicitée pendant ces périodes.

En outre, les jours de congés supplémentaires accordés en fonction de l'âge de l'agent (article 10 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité) ne sont pas d'application dans les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Les autres dérogations consistent en l'exclusion du bénéfice des congés à caractère politique ou d'autres congés qui sont jugés peu compatibles avec les nécessités opérationnelles (art. 185), le remplacement du congé de formation par la dispense pour formation (régulée au titre IV), la modalisation du congé pour mission d'intérêt général (art. 187); d'autres restrictions sont spécifiques aux commissaires divisionnaires et aux commissaires assurant la direction d'une unité territoriale ou fonctionnelle (art. 189), ainsi qu'aux commissaires revêtus d'un mandat (art. 103).

instellen van een wetenschappelijke raad van en operationele raad, die de beleidslijnen inzake de vorming bepalen in overeenstemming met de richtlijnen van de directie-generaal, die de toepasselijkheid nagaan en de baremieke vormingen certificeren;

instellen van een mechanisme van vrijstelling voor vorming die de specifieke noden van de vorming verzoent met de onregelmatige werktijdregeling.

Rekening houdende met de impact van de verantwoordelijkheden, de psychologische en sociale lasten van de functies, wordt er bij titel V in de Veiligheid van de Staat een psychologisch en sociaal begeleidings-team opgericht, samengesteld uit psychologen.

Dit team biedt alle garanties tot discretie : het akkoord van de betrokken ambtenaar, beroepsgeheim, tussenkomst buiten elk personeelsdossier om en in anonimiteit, geen communicatie met de hiërarchie over de inhoud van de gesprekken behalve in geval van schriftelijke toestemming van het betrokken personeelslid.

Het doel van het team is het welzijn van de personeelsleden te verzekeren en hen in staat te stellen om op optimale wijze te functioneren in zogenaamde zware omstandigheden (bijvoorbeeld : behandeling van menselijke bronnen, beschermingsopdrachten).

Hun toepassingsveld ligt in de kritieke incidenten gedurende of volgend op het uitvoeren van een opdracht of bij een crisissituatie; de ondersteuning van de ambtenaar bij een emotioneel zware opdracht of bijzonder stresserende verantwoordelijkheden; de tussenkomst bij de leden van het personeel met zware problemen in hun privé-leven die een weerslag hebben op hun beroepsleven.

Titel VI voert een specifiek evaluatiesysteem in dat zijn inspiratie vindt in het evaluatiesysteem dat van toepassing is op de federale ambtenaren terwijl het ook eenvoudiger wordt (hoofdstuk I); een bijzonder stelsel wordt voorzien voor de commissarissen bekleed met een mandaat (hoofdstuk II) dat gewettigd wordt door de aard van de toegewezen opdracht en de vertrouwensrelatie met de instelling die deze opdracht meebrengt.

Titel VII is gewijd aan de administratieve standen : in vergelijking met het vorig statuut, vult hij een leemte op door het voorzien van de schorsing in het belang van de dienst en een mogelijkheid van hoger beroep tegen deze maatregel (hoofdstuk VI, dat de bepalingen overneemt van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing in het belang van de dienst); hoofdstuk V bevestigt het principe van de toepassing, behalve uitdrukkelijke afwijking, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegekend aan de personeelsleden van de overheidsdiensten.

Ongeacht de dienstvrijstellingen die traditioneel worden toegekend, wordt de duur van het jaarlijks verlof vastgesteld op 32 dagen, waaraan vijf dagen worden toegevoegd als compensatie van de gepresteerde diensten tussen Kerstmis en Nieuwjaar, een periode gedurende dewelke de activiteiten van de operationele secties van een inlichtingendienst niet kunnen worden onderbroken, zelfs niet gevoelig worden verlaagd, zodat er geen dienstvrijstelling zal worden toegekend gedurende de deze dagen, in tegenstelling tot wat het geval is in de andere federale overheidsdiensten.

De inlichtingendiensten dienen per definitie elk feit of elke gebeurtenis die een mogelijke dreiging kunnen vormen voor de binnenlandse of de buitenlandse veiligheid van de Staat, te analyseren. De periodes rond Kerstmis en Nieuwjaar kunnen geen verslapping van de waakzaamheid rechtvaardigen, want deze periodes zijn doorgaans kritiek met betrekking tot de veiligheid.

Zoals op de meeste veiligheidsdiensten wordt op de Veiligheid van de Staat gedurende deze periodes nog meer een beroep gedaan.

Bovendien staat dat de bijkomende verlofdagen die worden toegekend in functie van de leeftijd van de ambtenaar (artikel 10 van het voornoemd koninklijk besluit van 19 november 1998) niet worden toegepast in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

De overige afwijkingen bestaan uit de uitsluiting van het voordeel van de verloven van politieke aard of andere verloven die geacht worden weinig verenigbaar te zijn met de operationele behoeften (art. 185), de vervanging van het vormingsverlof door de vrijstelling wegens vorming (geregeld in titel IV), het bestaan van de regel van het verlof voor opdracht van algemeen nut (art.187); andere beperkingen zijn specifiek aan de afdelingscommissarissen en commissarissen die de leiding hebben van een territoriale of functionele eenheid (art.189), alsook aan de commissarissen bekleed met een mandaat (art. 103).

Le titre VIII contient le nouveau régime disciplinaire, inspiré de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui prévoit notamment une chambre de recours paritaire où siègent les délégués des organisations syndicales représentatives au sens de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre l'autorité et les syndicats du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. Trois particularités sont à relever : le déplacement disciplinaire est omis de l'échelle des peines, l'autorité qui formule la proposition définitive de sanction est le conseil de discipline, émanation du comité de direction de la Sûreté de l'Etat (article 204, à rapprocher de l'article 1^{er}, al. 2, 5^o) et le régime disciplinaire n'est pas applicable aux stagiaires (article 38).

Ce système constitue une amélioration considérable par rapport au système actuel : défense mieux garantie, chambre de recours présidée par un magistrat, effacement des peines.

La chambre de recours connaît également des recours contre les propositions de licenciement pour inaptitude professionnelle ou pour faute grave des stagiaires, contre la suspension dans l'intérêt du service et contre une évaluation « insuffisante » (art. 210).

Il est à noter que la décision qui met fin à un mandat prévue à l'article 108 ne constitue pas une peine disciplinaire mais une mesure propre au régime du mandat qui est révocable par nature. Il s'ensuit que cette décision ne peut faire l'objet d'aucun contrôle autre que le recours ordinaire devant le juge administratif.

La fin du mandat est une conséquence d'une procédure disciplinaire.

Le titre IX est relatif à la cessation définitive des fonctions.

Le titre X crée un titre de légitimation pour l'ensemble du personnel de l'administration de la Sûreté de l'Etat des niveaux A, B et C; il remplace la médaille des agents des services extérieurs. Ce titre de légitimation consistera en une carte de service, comme il en existe déjà pour les officiers de protection (arrêté ministériel du 5 février 1999 établissant le modèle du titre de légitimation justifiant la qualité d'officier de protection des agents de la Sûreté de l'Etat affectés aux missions de protection des personnes) et les agents chargés d'effectuer les enquêtes de sécurité visées à l'article 18 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (arrêté ministériel du 12 mai 2000 établissant le modèle de carte de légitimation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat chargés d'effectuer les enquêtes de sécurité).

La deuxième partie de l'arrêté contient les règles du statut pécuniaire.

Le titre Ier, relatif au traitement, comprend les échelles barémiques spécifiques qui visent une rétribution appropriée de l'expertise, des responsabilités et des caractéristiques des diverses fonctions (chapitre I^{er}), les allocations de valorisation octroyées pour les formations réussies dans le cadre de la formation barémique (chapitre II), les allocations de fonction accordées aux commissaires divisionnaires revêtus du mandat de responsable d'une unité particulière et au commissaire général revêtu du mandat de directeur des opérations (chapitre III), ainsi que les allocations d'attente et pour l'exercice d'une fonction supérieure (chapitres IV et V).

Le titre II maintient le régime actuel d'allocations, d'indemnités et de primes, qui sont soit communes à l'ensemble des agents des services publics fédéraux, soit propres aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat (allocation pour prestations de service effectuées le week-end, un jour férié ou durant la nuit, indemnité téléphonique mensuelle et indemnité journalière forfaitaires), sans en modifier le montant ni les règles de calcul.

En particulier, les allocations de nuit et de week-end restent liées au traitement de novembre 1993 (articles 243 et 246), parce que leur liaison aux nouveaux traitements aurait entraîné un coût budgétaire qui excède les moyens affectés à la réforme. La définition du service nocturne à l'article 245 a pour seul objet les conditions d'octroi de l'allocation y afférente, sans préjudice de la définition donnée par la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public.

Titel VIII bevat de nieuwe tuchtregeling, geïnspireerd door het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, die namelijk een paritaire kamer van beroep voorziet waarin de afgevaardigde van de representatieve vakbonden zetelen in de zin van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. Drie bijzonderheden zijn aan te stippen : de tuchtrechtelijke verplaatsing is weggelaten uit de schaal van de straffen, de overheid die het definitieve voorstel van sanctie formuleert is de tuchtraad, emanatie van het directiecomité van de Veiligheid van de Staat, (artikel 204, in verband gebracht met artikel 1, tweede lid, 5^o), en de tuchtregeling die niet van toepassing is op de stagiairs (artikel 38).

Dit systeem betekent een aanzienlijke verbetering in vergelijking met het huidige systeem : verdediging wordt beter gegarandeerd, raad van beroep wordt voorgezeten door een magistraat, uitwissing van de straffen.

De raad van beroep neemt eveneens kennis van de beroepen tegen de voorstellen tot afdanking voor beroepsonebepaaldheid of zware fout van de stagiairs, tegen de schorsing in het belang van de dienst en tegen een evaluatie onvoldoende' (art.210).

Er dient te worden opgemerkt dat de beslissing die een einde maakt aan het mandaat voorzien in artikel 108 geen tuchtstraf is maar een maatregel eigen aan het stelsel van het mandaat dat van nature herroepbaar is. Daaruit volgt dat deze beslissing aan geen enkele controle kan worden onderworpen dan door het eenvoudig beroep bij de administratieve rechter.

Het einde van het mandaat is een gevolg van een disciplinaire procedure.

Titel IX gaat over de definitieve ambtsneerlegging.

Titel X roept een legitimatiebewijs in 't leven voor alle personeelsleden van het bestuur Veiligheid van de Staat van de niveaus A, B en C; het vervangt de medaille van de ambtenaren van de buitendiensten. Dit legitimatiebewijs zal bestaan uit een kaart, zoals ze reeds bestaat voor de beschermingsofficieren (ministerieel besluit van 5 februari 1999 tot vaststelling van het model van het legitimatiebewijs dat de hoedanigheid aantoonde van beschermingsofficier van de ambtenaren van de Veiligheid van de Staat geaffecteerd aan de opdrachten van persoonsbescherming) en voor de ambtenaren belast met het uitvoeren van de veiligheidsonderzoeken bedoeld in artikel 18 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen (ministerieel besluit van 12 mei 2000 tot vastlegging van het model van legitimatiebewijs van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat belast met het uitvoeren van de veiligheidsonderzoeken).

Het tweede deel van het besluit bevat de regels van het geldelijk statuut.

Titel I, betreffende de bezoldiging, bevat de specifieke weddenschalen die een passende beloning beogen van de expertise, de verantwoordelijkheden en de kenmerken van de verschillende functies (hoofdstuk I), de waarderingstoelagen die toegekend worden voor de geslaagde vormingen in het kader van de baremieke vorming (hoofdstuk II), de functietoelagen toegekend aan de afdelingscommissarissen bekleed met het mandaat van verantwoordelijke van een bijzondere eenheid en aan de commissaris - generaal bekleed met het mandaat van directeur van de operaties (hoofdstuk III), alsook de wachttoelagen en deze voor het uitoefenen van een hoger ambt (hoofdstukken IV en V).

Titel II behoudt de huidige regeling van toelagen, vergoedingen en premies, die ofwel gemeenschappelijk zijn aan het geheel van de ambtenaren van de federale openbare diensten, ofwel eigen aan de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd tijdens het weekend, een feestdag of tijdens de nacht, de forfaitaire maandelijkse telefoonvergoeding en dagvergoeding), zonder het bedrag of de wijze van berekening ervan te wijzigen.

Meerbepaald, blijven de nacht- en weekendtoelagen verbonden aan de wedden van november 1993 (artikelen 243 en 246), omdat de verbinding aan de nieuwe wedden een budgettaire meerkost zou hebben meegebracht die de middelen, die voor deze hervorming werden uitgetrokken, zou overstijgen. De definitie van nachtdienst in artikel 245 heeft als enig doel de voorwaarden tot toekenning van de bijhorende toelage te bepalen, zonder afbreuk te doen aan de definitie die werd gegeven door de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

La troisième partie comprend les mesures transitoires.

Chaque agent est inséré dans une échelle nouvelle du niveau B ou A.

L'insertion a été réalisée sur la base de règles objectives qui tiennent compte des grades et des anciennetés de service des membres du personnel actuellement en fonction, regroupés dans des catégories pertinentes, ainsi que de la valorisation des services et expériences acquises.

Ces règles sont modulées en raison de l'existence d'éléments structurels qui, conjugués et sans correction, porteraient atteinte au bon fonctionnement du service, à savoir la situation particulière de l'encadrement (rupture de la chaîne hiérarchique) et la pyramide des âges (départ massif d'agents dans les cinq ans).

Cette situation a nécessité l'application de règles dérogatoires au nouveau trajet de carrière, notamment en ce qui concerne le passage dans les échelles et l'évolution au sein des échelles :

passage de B2 à B3 et passage d'A1 à A3 sans test de potentiel;

mesures de valorisation : dérogation aux durées prévues dans le régime normal;

pour les inspecteurs stagiaires au moment de l'entrée en vigueur, passage de B1 à B2 sans mesure des acquis;

échelles A5bis et A6bis octroyées aux A5 et A6 pour conserver le pourcentage d'augmentation barémique équivalent par rapport aux autres catégories du personnel;

ouverture de la première épreuve de capacité organisée après la mise en vigueur de l'arrêté royal aux titulaires de l'échelle A3 sans autres conditions (article 259, § 1^{er}).

Quant au directeur des opérations actuel, il est nommé commissaire général (article 260, al. 1^{er}) et conserve son mandat jusqu'à la première sélection organisée au second semestre 2008 (article 261); cette première sélection sera par ailleurs ouverte aux commissaires A4 et A5 sans la condition d'ancienneté de cinq ans dans l'échelle A5 (article 260, al.3).

Enfin, les articles 274 et 275 règlent des problèmes particuliers relatifs à l'application du statut pécuniaire des agents de l'Etat aux services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

L'article 274 concerne les « classes d'âge » : la disposition suivant laquelle les agents ne pouvaient valoriser des services effectifs qui auraient été normalement admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, parce qu'ils avaient été prestés à un âge inférieur à celui requis pour être nommé dans leur fonction actuelle, qui a été supprimée dans le statut pécuniaire du personnel des ministères (article 7 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 modifié par l'article 78 de l'arrêté royal du 14 septembre 1994), avait été maintenue pour des raisons budgétaires dans les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat; elle le reste pour les agents en service, mais disparaît pour ceux qui seront recrutés après le 1^{er} janvier 2007.

L'article 275 concerne le classement des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire en services appartenant au groupe A, qui correspond aux niveaux actuels B, C et D, ou au groupe B, qui correspond au niveau A (article 6 de l'arrêté royal précité) : les titulaires d'une échelle relevant du groupe B bénéficient d'une ancienneté pécuniaire égale à la somme de la totalité des services admissibles dans le groupe B, dits « services équivalents », et des deux tiers des services admissibles acquis antérieurement dans le groupe A, dits « services inférieurs » (art. 25 de l'arrêté royal précité). L'article 275 vise à effacer progressivement les effets de la prise en compte différenciée des services équivalents et inférieurs, des dispositions similaires étant prises en faveur des autres agents de la fonction publique fédérale.

Het derde deel bevat de overgangs-maatregelen.

Elke ambtenaar wordt ingevoegd in een nieuwe weddenschaal B of A.

De invoeging werd gedaan op basis van objectieve regels die rekening houden met de graden en dienstanciënniteit van het personeel dat nu in functie is, gegroepeerd in relevante categorieën, alsook met de valorisatie van de diensten en de verworven ervaring.

Deze regels werden aangepast wegens het bestaan van structurele elementen die gebundeld en zonder correctie, de goede werking van de dienst zouden aantasten, zijnde de bijzondere situatie van het kader (breuk in de hiërarchische keten) en de leeftijdsdynamiek (een vertrek van een enorm aantal ambtenaren binnen de vijf jaar).

Deze situatie maakte afwijkende regels op het loopbaantraject noodzakelijk meerbepaald wat betreft de overgang van weddenschalen en de evolutie binnen de weddenschalen :

overgang van B2 naar B3 en van A1 naar A3 zonder potentieeltest;

waardemetingen : afwijking van de voorziene tijdsduur onder normaal regime;

inspecteur-stagiaires : op het moment van de inwerkingtreding, overgang van B1 naar B2 zonder meting van verworvenheden;

weddenschalen A5bis en A6bis toegekend aan de A5 en A6 ten einde, in vergelijking met de andere personeelscategorieën, de procentuele verhoging in weddenschaal te behouden;

openstellen van de eerste bekwaamheidsproef die georganiseerd wordt na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit aan de titularissen van de weddenschaal A3 zonder andere voorwaarden (art 259 § 1).

Wat de huidige directeur der operaties betreft, hij wordt benoemd tot commissaris – generaal (artikel 260, eerste lid) en behoudt zijn mandaat tot aan de eerste selectie georganiseerd in het tweede semester van 2008 (artikel 261); deze eerste selectie zal daarenboven open staan voor de commissarissen A4 en A5 zonder de voorwaarde van anciënniteit van vijf jaar in de schaal A5 (artikel 260, derde lid).

De artikelen 274 en 275 tenslotte regelen de bijzondere vraagstukken betreffende de toepassing van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Artikel 274 betreft de «leeftijdsklassen» : de bepaling volgens dewelke de ambtenaren de effectieve diensten die normaliter toelaatbaar zouden zijn voor de toekenning van tussentijdse verhogingen niet konden valoriseren, omdat ze gepresteerd werden op een leeftijd die lager lag dan vereist om benoemd te worden in hun huidige functie, die opgeheven werd in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries (artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 gewijzigd door artikel 78 van het koninklijk besluit van 14 september 1994), was gehandhaafd geweest wegens budgettaire redenen in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat; ze blijft bestaan voor de ambtenaren in dienst, maar verdwijnt voor diegenen die aangeworven zullen worden na 1 januari 2007.

Artikel 275 betreft de classificatie van de toelaatbare diensten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit in diensten behorende tot de groep A, die overeenkomt met de huidige niveaus B, C en D, of met de groep B, die overeenkomt met niveau A (artikel 6 van voornoemd koninklijk besluit) : de titularissen van een schaal behorend bij groep B genieten van een geldelijke anciënniteit gelijk aan de som van het geheel der diensten toelaatbaar in de groep B, zogenaamd «gelijkwaardige diensten», en van twee derden van de toelaatbare diensten voorheen verworven in de groep A, zogenaamd « lagere diensten » (art. 25 van voornoemd koninklijk besluit). Artikel 275 beoogt geleidelijk de gevolgen van een verschillend rekening houden met de gelijkwaardige en lagere dienste te doen verdwijnen, gelijkaardige schikkingen worden getroffen ten gunste van de andere ambtenaren van het federale openbaar ambt.

La quatrième partie du présent arrêté contient les dispositions abrogatoires et finales; elle exclut notamment l'application aux services extérieurs de la Sûreté de l'Etat de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, parce que les fonctions exercées par les membres des services extérieurs nécessitent des aptitudes médicales et physiques particulières et des qualifications spéciales qui ne sont pas compatibles avec le système de priorité prévu par cette loi.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre de l'Intérieur,
P.DEWAEL

La Ministre du Budget et de la protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

13 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 2, modifié par les arrêtés royaux des 28 août 1967, 4 février 1971, 4 mars 1993, 26 septembre 1994 et 19 juillet 2001, et 116;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1966 concernant les membres du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1968, 26 avril 1971, 22 décembre 1993, 18 juillet 1997 et 22 août 1998;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 19 février 2003 et du 23 novembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1998 fixant les modalités de promotion par avancement barémique et les échelles de traitement liées aux grades des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1997 octroyant aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat une allocation pour service irrégulier;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 fixant les principes généraux régissant le stage des agents recrutés en qualité de commissaire ou d'inspecteur des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 11 décembre 1998 relatif aux exigences de formation continuée pour des promotions par avancement de grade dans les services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1999 relatif aux épreuves de capacité d'avancement barémique dans les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat;

Considérant que les fonctions exercées par les membres des services extérieurs nécessitent des aptitudes médicales et physiques particulières et requièrent des qualifications spéciales vérifiées lors des épreuves de recrutement et s'opposent dès lors aux modalités d'intégration des

Deel vier van dit besluit bevat de opheffing – en slotbepalingen; ze sluit meer bepaald de toepassing uit voor de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat van de wet van 26 maart 1968 die de aanwerving vergemakkelijkt in de overheidsdiensten van personen die diensten hebben verricht in de samenwerking met de ontwikkelingslanden, omdat de functies uitgeoefend door de leden van de buitendiensten bijzondere medische en fysieke bekwaamheden en bijzondere hoedanigheden vergen die niet verenigbaar zijn met stelsel van voorrang voorzien door die wet.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P.DEWAEL

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,
B. TOBBACK

13 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op artikelen 37 et 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid de artikelen 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 augustus 1967, 4 februari 1971, 4 maart 1993, 26 september 1994 en 19 juli 2001, en 116;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1968, 26 april 1971, 22 december 1993, 18 juli 1997 en 22 augustus 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 19 februari 2003 en van 23 november 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 tot vaststelling van de nadere regels inzake bevordering door verhoging in weddenschaal en van de weddenschalen verbonden aan de graden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 1997 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige dienst aan de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 december 1998 tot vaststelling van de algemene beginselen inzake de stage van de ambtenaren aangeworven in de hoedanigheid van commissaris of inspecteur van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 december 1998 betreffende de vereisten inzake voortgezette opleiding voor de bevordering door verhoging in graad in de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 1999 betreffende de bekwaamheidsexamens voor de verhoging in weddenschaal in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

Overwegende dat de door de leden van de buitendiensten uitgeoefende ambten die bijzondere medische en fysieke eigenschappen noodzakelijk en speciale kwalificaties vereisen, die geverifieerd worden bij de aanwervingsproeven en bijgevolg onverenigbaar zijn met de

personnes visées par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

Considérant la nature des missions qui sont confiées par la loi aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, à savoir la recherche et l'analyse de renseignements relatifs à toute activité relative à la sûreté tant intérieure qu'extérieure de l'Etat, la pérennité de l'ordre démocratique et la sauvegarde du potentiel scientifique et économique du pays;

Considérant qu'il en résulte que l'exercice de ces missions requiert des modalités de travail particulières qui distinguent les agents concernés des autres agents de l'Etat et qui en font un corps civil particulier au sein de la fonction publique fédérale;

Considérant que des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont chargés de missions de protection de personnes et qu'ils sont à cette fin dotés de pouvoirs de police administrative semblables à ceux des services de police afin de leur permettre de recourir à la force lorsque la vie ou l'intégrité physique de la personne est menacée;

Considérant qu'il importe de disposer en conséquence d'un service de renseignement et de sécurité efficace tout en réalisant un juste équilibre entre les besoins de l'Etat en matière de sécurité et les droits et libertés qui caractérisent un pays démocratique;

Considérant que l'internationalisation des problèmes de sécurité est de plus en plus d'actualité;

Considérant par conséquent que les fonctions des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat présentent indubitablement des caractéristiques spécifiques et requièrent des qualités répondant aux exigences propres de fonctionnement opérationnel et d'expertise d'un service de renseignement et de sécurité;

Considérant qu'il convient dès lors de doter les agents de grades particuliers, que l'exercice des fonctions implique des droits, des devoirs et des incompatibilités renforcés par rapport à ceux des autres agents de l'Etat, que la sélection et le suivi des nouveaux agents exigent une procédure et un encadrement particulièrement attentifs;

Considérant que les trajets de promotion doivent répondre à des exigences de professionnalisme et doivent être mis en oeuvre par une vérification périodique et spécifique de l'acquisition de connaissances, aptitudes, techniques et savoir faire opérationnels ainsi que par l'organisation d'une formation adaptée tant dans son contenu que dans ses modalités de suivi;

Considérant que l'impact des contraintes psychiques et sociales nécessite un encadrement psychologique permanent et spécialisé;

Considérant qu'il importe que les fonctions de gestion opérationnelle soient octroyées par le mécanisme du mandat qui repose sur le choix d'agents justifiant d'une expérience en la matière;

Considérant qu'il est indiqué de doter le personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat d'un statut propre, compte tenu des multiples dérogations qu'il s'agirait de prévoir pour ce personnel au statut des agents de l'Etat dans la majeure partie des dispositions qui le constituent et qu'il est plus efficace de disposer, pour la gestion du personnel, d'un outil réglementaire complet et cohérent;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 septembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction Publique, donné le 23 octobre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2006;

Vu l'accord du Comité Ministériel du Renseignement et de la Sécurité donné le 27 octobre 2006;

Vu la délibération en Conseil des Ministres du 27 octobre 2006;

integratiebepalingen van de personen bedoeld in de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

Overwegende de aard van de opdrachten die bij wet worden toegewezen aan de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, zijnde het inwinnen en analyseren van inlichtingen die betrekking hebben op zowel de binnenlandse als buitenlandse veiligheid van de Staat, het voortbestaan van de democratische orde en het vrijwaren van het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land;

Overwegende dat hieruit volgt dat de uitoefening van deze opdrachten bijzondere werkwijzen noodzaakt die deze ambtenaren onderscheiden van de andere Rijksambtenaren en die er een bijzonder burgerlijk korps binnen de federale overheidsdienst van maken;

Overwegende dat de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat belast worden met beschermingsopdrachten van personen en dat hen hiervoor administratieve politiebevoegdheden werden toegekend gelijkaardig aan die van de politiediensten ten einde hen toe te laten over te gaan tot het gebruik van geweld wanneer het leven of de fysieke integriteit van de persoon wordt bedreigd;

Overwegende dat het bijgevolg van belang is over een efficiënte inlichtingen- en veiligheidsdienst te beschikken door een gepast evenwicht te bewerkstelligen tussen de noden van de Staat met betrekking tot de veiligheid en de rechten en vrijheden die een democratisch land kenmerken;

Overwegende dat de internationalisatie van de veiligheidsproblemen hoe langer hoe meer actueel is;

Overwegende dat bijgevolg de functies van ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat onbetwistbaar specifieke kenmerken vertonen en kwaliteiten vereisen die beantwoorden aan de eigen noodwendigheden van de operationele werking en expertise van een inlichtingen- en veiligheidsdienst;

Overwegende dat het derhalve raadzaam is aan deze ambtenaren bijzondere graden toe te kennen, dat de uitoefening van de functies versterkte rechten, plichten en onverenigbaarheden impliceert in vergelijking met deze van de andere Rijksambtenaren, dat de selectie en opvolging van nieuwe ambtenaren een bijzonder nauwlettende omkadering vereisen;

Overwegende dat de loopbaantrajecten dienen te beantwoorden aan de vereisten van professionalisme en dienen te worden uitgewerkt door een geregelde en specifieke verificatie van de verworven kennis, de bekwaamheden, de operationele technieken en vaardigheden, evenals door de organisatie van een aangepaste vorming zowel naar inhoud als naar opvolgingsmodaliteiten;

Overwegende dat de impact van de psychische en sociale druk een permanente en gespecialiseerde psychologische omkadering vereist;

Overwegende dat het van belang is dat de operationele beheersfuncties worden toegekend door het mechanisme van de mandaten dat berust op de keuze van de ambtenaren omwille van hun ervaring terzake;

Overwegende dat het aangewezen is de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat een eigen statuut toe te kennen, rekeninghoudende met de veelvuldige afwijkingen die voor dit personeel zouden moeten worden voorzien van het statuut van de Rijksambtenaren voor wat betreft het grootste gedeelte van haar bepalingen en dat het efficiënter is, om voor het personeelsbeheer, over een volledig en samenhangend regelgevend middel te beschikken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 6 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 oktober 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2006;

Gelet op het akkoord van het Ministerieel Comité voor Inlichting en Veiligheid, gegeven op 27 oktober 2006;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 oktober 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur ainsi que de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

PREMIERE PARTIE. — STATUT ADMINISTRATIF

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, à l'exception des articles 138 à 144 et 226 qui sont applicables aux membres du personnel de la Sûreté de l'Etat.

Le présent arrêté entend par :

1^o « agent » : tout membre du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat nommé à titre définitif;

2^o « membre du personnel de la Sûreté de l'Etat » : tout membre du personnel statutaire ou contractuel exerçant ses fonctions au sein de la Sûreté de l'Etat;

3^o « direction générale » : l'administrateur général et l'administrateur général adjoint ou, en cas d'empêchement, l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint;

4^o « cellule d'appui » : collège des experts institué par l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'Administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat, participant aux processus de décision de la direction générale pour les matières se rapportant à leur domaine d'expertise;

5^o « comité de direction » : collège institué au sein de la Sûreté de l'Etat par l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'Administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat, composé de l'administrateur général, de l'administrateur général adjoint, du directeur de l'analyse et du directeur des opérations.

Art. 2. La qualité d'agent de l'Etat est reconnue à tout agent des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. L'agent des services extérieurs est dans une situation statutaire à laquelle il ne peut être mis fin que dans les cas prévus par le présent arrêté.

Les dispositions réglementaires relatives aux agents des services publics fédéraux ne s'appliquent pas aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, sauf disposition contraire expresse du présent arrêté.

Art. 3. La structure hiérarchique des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat comprend trois niveaux : le niveau A qui est le niveau supérieur, et les niveaux B et C.

Le niveau est déterminé selon la qualification de la formation et des aptitudes qui doivent être attestées pour occuper un emploi.

Chaque niveau est réparti en grades; le grade est le titre qui habilite l'agent à occuper un des emplois correspondant à ce grade.

Art. 4. Le niveau A comprend trois grades qui se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

1^o commissaire général auquel est attachée l'échelle de traitement A6;

2^o commissaire divisionnaire auquel est attachée l'échelle de traitement A5;

3^o commissaire auquel sont attachées les échelles de traitement A1, A2, A3, A4a et A4b.

Les échelles de traitement visées à l'alinéa 1^{er} sont reprises dans l'annexe Ia du présent arrêté.

Art. 5. Le niveau B comprend deux grades qui se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

1^o inspecteur divisionnaire auquel sont attachées les échelles de traitement B5 et B6;

2^o inspecteur auquel sont attachées les échelles de traitement B1, B2, B3, B4a et B4b.

Les échelles de traitement visées à l'alinéa 1^{er} sont reprises dans l'annexe Ib du présent arrêté.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 november 2006 bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten betreffende de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken evenals het advies van Onze Ministers die erover in de Ministerraad hebben beraadslaagd;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

EERSTE DEEL. — ADMINISTRATIEF STATUUT

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat; de artikelen 138 tot 144 en 226, zijn van toepassing op het voltallige personeel van de Veiligheid van de Staat.

In dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « ambtenaar » : ieder vast benoemd lid van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

2^o « lid van het personeel van de Veiligheid van de Staat » : ieder vast benoemd of contractueel personeelslid dat zijn functie uitoefent binnen de Veiligheid van de Staat;

3^o « directie-generaal » : de administrateur-generaal en de adjunct administrateur-generaal of, in geval van belet, de administrateur-generaal of de adjunct administrateur-generaal;

4^o « ondersteuningscel » : een college van deskundigen, ingesteld door het koninklijk besluit betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat van 5 december 2006, die deelnemen aan het beslissingsproces van de directie-generaal voor de materies die verband houden met hun domein van expertise;

5^o « directiecomité » : college opgericht binnen de Veiligheid van de Staat, door het koninklijk besluit betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat van 5 december 2006 bestaande uit de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal, de directeur van de analyse en de directeur van de operaties.

Art. 2. Aan iedere ambtenaar van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat wordt de hoedanigheid van Rijksambtenaar toegekend. De ambtenaar van de buitendiensten bevindt zich in een rechtspositie die enkel in de gevallen voorzien in dit besluit kan beëindigd worden.

De reglementaire bepalingen die betrekking hebben op de ambtenaren van de federale overheidsdiensten zijn niet van toepassing op de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, behoudens uitdrukkelijk anders vermeld in dit besluit.

Art. 3. De hiërarchische structuur van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat bestaat uit drie niveaus : niveau A, dat het hogere niveau is, en de niveaus B en C.

Het niveau wordt bepaald door de vorming en de bekwaamheden waarvan een bewijs moet worden geleverd om een betrekking te kunnen bekleden.

Elk niveau wordt onderverdeeld in graden; de graad is de titel die de ambtenaar machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen welke met die graad overeenstemt.

Art. 4. Niveau A bevat drie graden die als volgt hiërarchisch gerangschikt zijn :

1^o commissaris-generaal aan dewelke de weddenschaal A6 verbonden is;

2^o afdelingscommissaris aan dewelke de weddenschaal A5 verbonden is;

3^o commissaris aan dewelke de weddenschalen A1, A2, A3, A4a en A4b verbonden zijn.

De weddenschalen bedoeld in het eerste lid worden hernomen in de bijlage Ia van dit besluit.

Art. 5. Niveau B bevat twee graden die als volgt hiërarchisch gerangschikt zijn :

1^o afdelingsinspecteur aan dewelke de weddenschalen B5 en B6 verbonden zijn;

2^o inspecteur aan dewelke de weddenschalen B1, B2, B3, B4a en B4b verbonden zijn.

De weddenschalen bedoeld in het eerste lid worden hernomen in de bijlage Ib van dit besluit.

Art. 6. Le niveau C comprend le grade d'assistant de protection auquel sont attachées les échelles de traitement C1 et C2 qui sont reprises dans l'annexe Ic du présent arrêté.

Art. 7. Le Roi nomme aux grades du niveau A.

Le Ministre de la Justice nomme aux grades des niveaux B et C.

Art. 8. Il est établi pour les affectations, les mutations, les promotions, une barrière entre les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et le Service Public Fédéral Justice.

La barrière prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au sein de la Sûreté de l'Etat en matière d'affectation.

La barrière prévue à l'alinéa 1^{er} est levée lorsqu'un agent se voit notifier un retrait d'habilitation de sécurité ou un refus de renouvellement d'habilitation de sécurité.

TITRE II. — Droits et devoirs

Art. 9. § 1^{er}. L'agent remplit sa fonction avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité de ses supérieurs hiérarchiques.

A cet effet, il doit :

1° respecter les lois et règlements en vigueur ainsi que les directives parmi lesquelles les règles de conduite plus précises concernant la déontologie de la Sûreté de l'Etat;

2° formuler ses avis et rédiger ses rapports avec rigueur et exactitude;

3° exécuter les décisions avec diligence et conscience professionnelle.

§ 2. Un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté. L'agent informe immédiatement l'auteur de l'ordre qu'il ne peut l'exécuter.

L'auteur de l'ordre doit, à la demande de l'agent, le confirmer par écrit.

§ 3. L'agent a le droit d'être traité avec dignité et courtoisie tant par ses supérieurs hiérarchiques, ses collègues que ses subordonnés. Il veille à s'abstenir de tout comportement verbal ou non verbal qui pourrait compromettre cette dignité.

Art. 10. § 1^{er}. L'agent traite les usagers de ses services avec compréhension et sans aucune discrimination.

§ 2. L'agent évite, en dehors de l'exercice de ses fonctions, tout comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans son service.

L'agent ne peut solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 11. Tout agent a le droit de consulter son dossier personnel et d'en prendre copie.

Art. 12. L'agent jouit de la liberté d'expression, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives au secret professionnel et à la classification.

L'agent s'abstient en toutes circonstances de manifester publiquement ses opinions politiques et de se livrer publiquement à des activités politiques.

Il lui est en outre interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen et notamment le droit au respect de la vie privée; ceci vaut également pour les éléments qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas encore été prise.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 3 s'appliquent également aux agents qui ont cessé leurs fonctions.

Art. 13. L'agent observe la discrétion sur tout ce qui a trait à son activité professionnelle, même dans sa vie privée.

Art. 6. Niveau C bevat de graad van beschermingsassistent aan dewelke de weddenschalen C1 en C2, zoals hernomen in de bijlage Ic van dit besluit, verbonden zijn.

Art. 7. De Koning benoemt de graden van niveau A.

De Minister van Justitie benoemt de graden van de niveaus B en C.

Art. 8. Voor de affectaties, mutaties, bevorderingen, worden de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat afgegrensd van de Federale Overheidsdienst Justitie.

De afgrenzing voorzien in het eerste lid is niet van toepassing binnen de Veiligheid van de Staat inzake affectatie.

De afgrenzing voorzien in het eerste lid wordt opgeheven wanneer aan de ambtenaar een intrekking van de veiligheidsmachtiging of een weigering tot vernieuwing van een veiligheidsmachtiging wordt genotificeerd.

TITEL II. — Rechten en plichten

Art. 9. § 1. De ambtenaar oefent zijn ambt op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit onder het gezag van zijn hiërarchische meerderen.

Daartoe dient hij :

1° de van kracht zijnde wetten en reglementen alsmede de richtlijnen, waaronder de nadere gedragsregels inzake deontologie van de Veiligheid van de Staat na te leven;

2° nauwgezet en correct zijn adviezen te formuleren en zijn verslagen op te stellen;

3° de beslissingen, zorgvuldig en plichtsbewust uit te voeren.

§ 2. Een manifest onwettig bevel mag echter niet worden uitgevoerd. De ambtenaar brengt de opdrachtgever onmiddellijk op de hoogte dat hij die opdracht niet kan uitvoeren.

Op vraag van de ambtenaar moet de opdrachtgever dergelijk bevel schriftelijk bevestigen.

§ 3. De ambtenaar heeft het recht om met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld, zowel door zijn hiërarchische meerderen en zijn collega's als door zijn ondergeschikten. Hij dient elk verbaal of niet-verbaal gedrag dat deze waardigheid in het gedrang zou kunnen brengen te vermijden.

Art. 10. § 1. De ambtenaar behandelt de gebruikers van zijn dienst welwillend, onpartijdig en zonder enige discriminatie.

§ 2. Buiten de uitoefening van zijn ambt vermijdt de ambtenaar elke handelswijze die het vertrouwen van het publiek in zijn dienst kan aantasten.

Zelfs buiten zijn ambt doch ter oorzaken ervan, mag de ambtenaar rechtstreeks of bij tussenpersoon, geen giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen.

Art. 11. Elke ambtenaar heeft het recht zijn persoonlijk dossier te raadplegen en er een kopie van te nemen.

Art. 12. De ambtenaar heeft het recht op vrijheid van meningsuiting onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het beroepsgeheim en de classificatie.

De ambtenaar onthoudt zich in alle omstandigheden in het openbaar uiting te geven aan zijn politieke overtuiging en zich in het openbaar in te laten met politieke activiteiten.

Het is hem bovendien verboden die feiten bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en het bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en in het bijzonder op het recht op eerbied voor het privé-leven; dit verbod geldt bovendien voor de elementen die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen zolang er nog geen eindbeslissing is genomen.

De bepalingen van het eerste en derde lid gelden eveneens voor de ambtenaren die hun ambt hebben neergelegd.

Art. 13. De ambtenaar is discreet over alles wat met de beroepsactiviteit te maken heeft, ook in zijn privé-leven.

Art. 14. § 1^{er}. L'agent a droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de ses tâches. Chaque supérieur hiérarchique assure la transmission de l'information à ses subordonnés.

§ 2. L'agent s'informe de façon permanente de l'évolution des techniques, des réglementations et des recherches dans les matières dont il est professionnellement chargé.

L'agent a droit à la formation utile à son travail dans son service.

Art. 15. La formation est un droit et une obligation. Chaque agent est responsable de sa formation et doit contribuer au développement des compétences et connaissances de ses collègues.

Il entre dans les attributions de chaque supérieur hiérarchique de contribuer au développement des compétences de ses collaborateurs.

Art. 16. L'agent peut être affecté à un autre emploi de son grade au sein des services extérieurs, selon les modalités suivantes :

1° par candidature volontaire à une vacance d'emploi annoncée;

2° par décision de la direction générale prise dans l'intérêt du service et motivée par des conditions organisationnelles et opérationnelles;

3° par décision de la direction générale lorsque la demande de changement d'affectation est justifiée par des raisons sociales dûment motivées ou par des raisons médicales.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'emploi est attribué à l'agent qui satisfait aux conditions prescrites dans la description de fonction et qui se trouve dans les conditions d'évaluation et de situation administrative requises.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1° les candidats qui satisfont aux conditions prescrites dans la description de fonction et qui se trouvent dans les conditions d'évaluation et de situation administrative requises, sont classés dans l'ordre suivant :

1° le candidat le plus ancien dans le grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le candidat dont l'ancienneté de service au sein des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le candidat le plus âgé.

Art. 17. Le Ministre de la Justice, sur la proposition de la direction générale, fixe le code de déontologie des membres du personnel de la Sûreté de l'Etat.

Chaque agent reçoit une copie du code de déontologie et signe pour réception.

Art. 18. Est incompatible avec la qualité d'agent, quelle que soit sa position administrative :

1° toute activité, occupation ou mandat, même gratuit, exercés par l'agent, ou par personne interposée dans tout établissement, entreprise, société ou association quelconque et susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêt avec les activités de la Sûreté de l'Etat;

2° toute activité qui serait contraire à la dignité de la fonction ou qui pourrait nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;

3° une fonction, une charge ou un mandat publics, ainsi que toute activité politique publique, rémunérés ou non.

TITRE III. — Modes d'attribution des emplois

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 19. Le grade d'assistant de protection est conféré par recrutement.

Les grades d'inspecteur et de commissaire peuvent être conférés par recrutement ou par promotion.

Lorsque la nomination à un grade peut être faite selon plusieurs modes et qu'aucune disposition n'impose un mode déterminé, le Ministre de la Justice choisit le mode de nomination à suivre pour l'attribution de chaque emploi devenu vacant, après avis du comité de direction.

Art. 14. § 1. De ambtenaar heeft recht op informatie wat alle aspecten betreft die nuttig zijn voor zijn taakvervulling. Elke hiërarchische meerdere verzekert de informatiedoorstroming naar zijn ondergeschikten toe.

§ 2. De ambtenaar stelt zich permanent op de hoogte van de ontwikkeling van de technieken, reglementeringen en onderzoekingen in de materies waarmee hij beroepshalve belast is.

De ambtenaar heeft recht op vorming die nuttig is voor zijn functioneren in zijn dienst.

Art. 15. De vorming is een recht en een plicht. Elke ambtenaar is verantwoordelijk voor zijn eigen vorming en dient bij te dragen tot de ontwikkeling van de vaardigheden en kennis van zijn collega's.

Het behoort tot de taken van elke hiërarchische meerdere om bij te dragen tot de ontwikkeling van de vaardigheden van zijn medewerkers.

Art. 16. De ambtenaar kan binnen de buitendiensten aangewezen worden voor een andere betrekking die overeenstemt met zijn graad, volgens deze modaliteiten :

1° door een vrijwillige kandidaatstelling voor een aangekondigde vacante betrekking;

2° bij beslissing van de directie-generaal, genomen in het belang van de dienst en gemotiveerd door organisatorische en operationele redenen.;

3° bij beslissing van de directie-generaal indien de aanvraag tot wijziging van affectatie gerechtvaardigd is door afdoende gemotiveerde sociale redenen of door medische redenen.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt de betrekking toegekend aan de ambtenaar die voldoet aan de voorwaarden voorgeschreven in de functiebeschrijving en die zich bevindt in de vereiste voorwaarden inzake evaluatie en administratieve stand.

In het geval bedoeld in eerste lid, 1° worden de kandidaten, die voldoen aan de voorgeschreven voorwaarden in de functiebeschrijving en die zich bevinden in de vereiste evaluatievoorwaarden en de administratieve stand, als volgt gerangschikt :

1° de kandidaat met de meeste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, de kandidaat met de meeste dienstanciënniteit in de schoot van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste kandidaat.;

Art. 17. De Minister van Justitie bepaalt, op voorstel van de directie-generaal, de deontologische code van het personeel van de Veiligheid van de Staat.

Iedere ambtenaar ontvangt een kopie van de deontologische code en tekent voor ontvangst.

Art. 18. Is onverenigbaar met de hoedanigheid van ambtenaar, welke ook zijn administratieve stand is :

1° iedere activiteit, bezigheid of mandaat, zelfs ten kosteloze titel, uitgeoefend door de ambtenaar zelf of via een tussenpersoon, in eender welke instelling, onderneming, vennootschap of vereniging, die kan aanleiding geven tot een belangenconflict met de activiteiten van de Veiligheid van de Staat;

2° iedere activiteit die in strijd zou kunnen zijn met de waardigheid van de functie of die afbreuk zou kunnen doen aan de uitoefening van de plichten inherent aan de functie;

3° een openbaar ambt, een openbare opdracht of een openbaar mandaat, evenals elke publieke politieke activiteit, betaald of niet.

TITEL III. — Wijze van toekenning van de betrekkingen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 19. De graad van beschermingsassistent wordt toegekend via aanwerving.

De graden van inspecteur en van commissaris worden toegekend via aanwerving of via bevordering.

Wanneer op verschillende wijzen in een graad kan worden benoemd en geen enkel bepaling een welbepaalde wijze verplicht, kiest de Minister van Justitie, na advies van het directiecomité, de wijze van benoeming volgens welke iedere vacant geworden betrekking moet worden verleend.

Art. 20. Le recrutement est subordonné à la réussite d'une sélection comparative de recrutement.

CHAPITRE II. — *Sélection, recrutement et stage*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 21. Le candidat au recrutement à un emploi de commissaire, d'inspecteur ou d'assistant de protection doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être belge et, en cas de nationalité multiple, être libre d'obligations militaires ou assimilées à l'égard des pays tiers;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° au jour où expire le délai d'inscription à la sélection comparative de recrutement, être âgé de 25 ans au moins pour les emplois de commissaire et de 21 ans au moins pour les emplois d'inspecteur et d'assistant de protection;

6° être porteur d'un diplôme, d'un certificat ou d'un titre figurant à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat et donnant accès dans les administrations de l'Etat aux emplois de niveau A pour ce qui concerne les emplois de commissaire, aux emplois du niveau B pour ce qui concerne les emplois d'inspecteur et aux emplois du niveau C pour ce qui concerne les emplois d'assistant de protection.

Section 2. — Des sélections comparatives

Art. 22. Une sélection comparative de recrutement est la sélection qui, sur la base d'une description de fonction et d'un profil de compétences, est organisée par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, à la demande de l'administrateur général et qui conduit à un classement des lauréats.

Toutefois, la Sûreté de l'Etat peut organiser, sous la surveillance de SELOR, tout ou partie des sélections comparatives. En ce cas, les modalités de la délégation sont arrêtées dans un protocole.

Pour le recrutement, le Ministre ou son délégué est lié par le classement.

Art. 23. L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale annonce l'organisation des sélections comparatives de recrutement au moins par un avis au *Moniteur belge*.

L'avis mentionne au moins la date limite de candidature et la constitution éventuelle d'une réserve des lauréats.

Les candidats disposent d'au moins quinze jours calendrier pour se porter candidat.

Art. 24. La direction générale établit en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de la sélection comparative de recrutement et en fixe également le programme sur la base de la description de fonction et du profil de compétences. Le programme prévoit nécessairement des tests psychotechniques.

L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale publie le règlement d'ordre intérieur et le programme de la sélection comparative et en assure la régularité.

Art. 25. La direction générale décide de la constitution de réserves de lauréats et en fixe la durée.

Art. 26. L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives aux diplômes et aux certificats d'études.

Art. 27. L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale vérifie les conditions d'admissibilité visées à l'article 21.

Art. 28. Dès que l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale constate, pendant une sélection comparative de recrutement, qu'un candidat ne remplit pas ou ne pourra pas remplir une des conditions visées à l'article 21, il exclut

Art. 20. Men kan slechts aangeworven worden indien men geslaagd is voor een vergelijkende wervingselectie.

HOOFDSTUK II. — *Selectie, aanwerving en stage*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 21. De kandidaat voor de aanwerving als commissaris, inspecteur of beschermingsassistent, moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn en, in geval van meerdere nationaliteiten, vrijgesteld zijn van militaire of gelijkgestelde verplichtingen ten opzichte van derde landen;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° op de dag dat de inschrijvingstermijn voor de vergelijkende selectie verstrijkt, ten minste 25 jaar zijn voor de betrekkingen van commissaris, en ten minste 21 jaar voor de betrekkingen van inspecteur en beschermingsassistent;

6° houder zijn van een diploma, een studiegetuigschrift of van een titel die voorkomt in de bijlage aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel en dat toegang geeft in de Rijksbesturen tot de betrekkingen van niveau A voor wat betreft de betrekkingen van commissaris, tot de betrekkingen van niveau B voor wat betreft de betrekkingen van inspecteur en tot de betrekkingen van niveau C voor wat betreft de betrekkingen van beschermingsassistent.

Afdeling 2. — De vergelijkende wervingselecties

Art. 22. Een vergelijkende wervingselectie is de selectie die door SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid georganiseerd wordt op vraag van de administrateur-generaal en op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel. Deze selectie leidt tot een rangschikking van geslaagden.

Evenwel kan de Veiligheid van de Staat onder toezicht van SELOR, het geheel of een deel van de vergelijkende selecties organiseren. In dit geval worden de modaliteiten van de delegatie vastgelegd in een protocol.

Voor de aanwerving moet de Minister of zijn gemachtigde de rangschikking respecteren.

Art. 23. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, maakt de organisatie van vergelijkende wervingselecties bekend door ten minste een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Het bericht vermeldt ten minste de uiterste datum waarop men zich kandidaat kan stellen, en of er al dan niet een reserve van de geslaagden wordt aangelegd.

De kandidaten beschikken over ten minste vijftien kalenderdagen om zich kandidaat te stellen.

Art. 24. De directie-generaal stelt in samenspraak met de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, het reglement van inwendige orde aangaande de organisatie van de vergelijkende wervingselectie op en bepaalt eveneens het programma op basis van de functiebeschrijving en van het competentieprofiel. Het programma voorziet noodzakelijkerwijs in psychotechnische testen.

De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, publiceert het reglement van inwendige orde en het programma van de vergelijkende wervingselectie. Hij verzekert ook de regelmatigheid van de selectie.

Art. 25. De directie-generaal beslist of er een reserve van geslaagden wordt aangelegd en bepaalt de geldigheidsduur ervan.

Art. 26. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, stelt de datum vast waarop de kandidaten moeten voldoen aan de vereisten inzake diploma's of studiegetuigschriften.

Art. 27. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, verifieert de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 21.

Art. 28. Zodra de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, in de loop van een vergelijkende wervingselectie, vaststelt dat een gegadigde niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan een van de vereisten zoals bedoeld in artikel 21,

celui-ci de la sélection comparative et lui notifie sa décision ainsi que les motifs de celle-ci.

Art. 29. Lorsque l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale présume que les participants à une sélection comparative seront nombreux, il peut prévoir une épreuve préalable à caractère éliminatoire. Le contenu de cette épreuve ainsi que ses modalités sont décidés par la direction générale en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR.

Art. 30. Après la clôture du procès-verbal de la sélection comparative, chaque participant reçoit communication de son résultat.

Art. 31. L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale établit la liste des lauréats de la sélection comparative de recrutement et la communique à la direction générale, accompagnée de leurs données personnelles. Il transmet en même temps les résultats détaillés obtenus par chaque lauréat.

Art. 32. L'administrateur général appelle les lauréats en service en tenant compte de l'ordre du classement.

Les lauréats qui demandent pour des raisons de convenance personnelle à ajourner leur entrée en fonction, perdent, en cas d'acceptation, le bénéfice de leur rang de classement.

Les lauréats qui, après avoir accepté un emploi, refusent d'entrer en service sont rayés de la réserve des lauréats.

Art. 33. Entre lauréats de deux ou plusieurs sélections comparatives, les lauréats de la sélection dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

Art. 34. Pour chaque sélection comparative de recrutement, il est constitué un jury dont la composition est fixée par l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale en concertation avec la direction générale.

Le jury est présidé par l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ou son délégué et comprend en tout cas, à concurrence des deux tiers de ses membres, des agents des services extérieurs lorsque la nature de certaines épreuves constitutives de la sélection comparative le requiert.

Le secrétariat du jury est assuré par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

Section 3. — Stage

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 35. Pour être admis au stage par l'administrateur général, les lauréats des sélections comparatives doivent :

- 1° avoir réussi la sélection comparative de recrutement prévue;
- 2° être titulaire d'une habilitation de sécurité conformément à la loi du 11 décembre 1998 sur la classification et les habilitations, attestations et avis de sécurité;
- 3° être titulaire d'un permis de conduire belge ou européen de la catégorie B et être titulaire, à la suite d'un examen médical subi devant un médecin de l'Office médico-social de l'Etat, d'un permis du groupe 2 en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

4° répondre aux conditions d'aptitudes médicales et physiques requises pour l'exercice de la fonction telles que fixées par le Ministre de la Justice.

Art. 36. Les lauréats admis au stage sont nommés en qualité de stagiaire par le Ministre de la Justice ou son délégué et appelés en service en cette qualité par l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat; ils sont affectés à un emploi vacant au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel ils ont été nommés stagiaires.

L'arrêté de nomination en qualité de stagiaire mentionne les données d'identité du stagiaire, la date de la sélection comparative de recrutement et le classement du candidat.

Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, le délai fixé à l'alinéa 1^{er} est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis.

Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de dispositions en vigueur dans un Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse ou auprès d'une institution des Communautés européennes ou d'un organisme créé par ou en vertu d'un des traités régissant celles-ci, le délai fixé à l'alinéa 1^{er}

sluit hij deze van de vergelijkende selectie uit en geeft hij hem kennis van zijn beslissing en van de redenen ervan.

Art. 29. Indien de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid een groot aantal deelnemers aan een vergelijkende selectie verwacht, kan hij een voorafgaande schiftingsproef innassen. De directie-generaal beslist in samenspraak met de afgevaardigd bestuurder van SELOR over de inhoud en de modaliteiten van deze proef.

Art. 30. Na het afsluiten van het proces-verbaal van de vergelijkende selectie ontvangt iedere deelnemer bericht van zijn uitslag.

Art. 31. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, stelt de lijst op van de geslaagden van de vergelijkende wervingsselectie en verzendt deze lijst samen met de persoonsgegevens van de geslaagden aan de directie-generaal. Tezelfdertijd maakt hij de gedetailleerde resultaten van iedere geslaagde over.

Art. 32. De administrateur-generaal roept de geslaagden in dienst volgens hun plaats in de rangschikking.

De geslaagden die wegens persoonlijke aangelegenheden uitstel van indiensttreding vragen, verliezen het voordeel van hun plaats in de rangschikking in geval aan hun verzoek wordt voldaan.

De geslaagden die, nadat zij een betrekking hebben aanvaard, weigeren om in dienst te treden, worden geschrapt van de lijst der geslaagden.

Art. 33. Van de geslaagden van twee of meerdere vergelijkende selecties, hebben de geslaagden van de selectie waarvan het proces-verbaal op de vroegste datum werd gesloten, voorrang.

Art. 34. Voor iedere vergelijkende wervingsselectie wordt een jury gevormd. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, bepaalt in overleg met de directie-generaal de samenstelling van de jury.

De jury wordt voorgezeten door de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid, of door zijn gemachtigde. Indien de aard van bepaalde essentiële proeven van de vergelijkende selectie dit vereist, moet in elk geval twee derden van de juryleden ambtenaren van de buitendiensten zijn.

Het secretariaat van de jury wordt verzekerd door SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid.

Afdeling 3. — Stage

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 35. Om door de administrateur-generaal toegelaten te worden tot de stage, moeten de geslaagden van de vergelijkende selecties :

- 1° geslaagd zijn voor de voorziene vergelijkende wervingsselectie;
- 2° houder zijn van een veiligheidsmachtiging overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;
- 3° houder zijn van een Belgisch of Europees rijbewijs geldig voor het besturen van voertuigen van categorie B en houder zijn, na een medisch onderzoek afgelegd voor een geneesheer van de Sociaal -Medische Rijksdienst, van een bewijs voor groep 2 in toepassing van artikel 43, eerste lid, 4^o, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° beantwoorden aan de vereisten van medische en lichamelijke geschiktheid voor de uitoefening van de functie, zoals vastgelegd door de Minister van Justitie.

Art. 36. De geslaagden die zijn toegelaten tot de stage worden benoemd in hun hoedanigheid van stagiair door de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, en worden in die hoedanigheid in dienst geroepen door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat; zij worden aangewezen voor een betrekking, uiterlijk op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze tot stagiair zijn benoemd.

Het besluit tot benoeming in de hoedanigheid van stagiair vermeldt de identiteitsgegevens van de stagiair, de datum van de vergelijkende wervingsselectie en de door de geslaagde behaalde rangschikking.

Wanneer een geslaagde een opzeggingstermijn dient in acht te nemen met toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

Wanneer een geslaagde een opzeggingstermijn dient in acht te nemen met toepassing van de bepalingen die van kracht zijn in een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte of in de Zwitserse Bondstaat of bij een instelling van de Europese Gemeenschappen of een instelling die opgericht werd door of krachtens een van de verdragen

est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis.

Art. 37. Lorsqu'un fait grave nécessite une actualisation de l'enquête de sécurité, le dossier est soumis pour décision à la direction générale. Celle-ci peut décider de suspendre dans l'intérêt du service le stagiaire pendant le temps nécessaire à l'enquête; le stagiaire ainsi suspendu est informé de cette décision.

Art. 38. Le stagiaire n'a pas la qualité d'agent des services extérieurs au sens du présent arrêté.

Néanmoins, lui sont applicables dans la présente partie :

- 1° le titre Ier, à l'exception de l'article 8;
- 2° le titre II, à l'exception de l'article 16;
- 3° le titre III, à l'exception des chapitres III et IV;
- 4° le titre IV, à l'exception du chapitre III;
- 5° le titre V;
- 6° le titre VII, à l'exception des articles 181 à 183 et 187;
- 7° le titre VIII, chapitre III;
- 8° le titre IX;
- 9° le titre X.

Art. 39. Le stage vise à permettre au stagiaire d'acquérir les connaissances, les techniques et les aptitudes nécessaires à l'exercice des fonctions afférentes à l'emploi auquel il est affecté et à mesurer si le stagiaire satisfait aux exigences requises au bon exercice de ces fonctions.

Art. 40. La direction générale organise le stage, en fixe le programme et les méthodes de formation.

Art. 41. § 1^{er}. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si le stagiaire est dans la position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire a déjà été absent trente jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

- 1° les congés annuels de vacances;
- 2° les congés accordés en application de l'article 50 de l'arrêté royal du 2 octobre 2006 portant exécution de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services extérieurs de la Sécurité de l'Etat;
- 3° les congés visés aux articles 14, 15, 15bis et 20 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

§ 2. Sauf dans les cas énumérés au § 1^{er}, alinéa 3, les absences qui se produisent après que le stagiaire a été absent trente jours ouvrables en une ou plusieurs fois entraînent une suspension du stage.

§ 3. En cas de suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa position administrative est fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

§ 4. A l'issue d'une absence qui a entraîné une suspension du stage, la direction générale décide s'il y a lieu pour l'intéressé de compléter sa formation. Pendant la période de prolongation du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire.

Art. 42. La direction générale fixe la résidence administrative du stagiaire et décide ultérieurement, après avis du directeur des opérations, de ses affectations dans l'intérêt du service.

Art. 43. Le stagiaire jugé apte par la direction générale est nommé en qualité d'agent des services extérieurs au grade auquel il s'est porté candidat.

Pour le calcul de son ancienneté pécuniaire et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a commencé son stage.

welke ze regelen, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

Art. 37. Indien een zwaarwichtig feit noopt tot een actualisatie van het veiligheidsonderzoek, wordt het dossier voor beslissing voorgelegd aan de directie-generaal. Die kan beslissen om de stagiair in het belang van de dienst te schorsen gedurende de tijd die nodig is voor het veiligheidsonderzoek; de aldus geschorste stagiair wordt op de hoogte gebracht van deze beslissing.

Art. 38. De stagiair heeft niet de hoedanigheid van ambtenaar van de buitendiensten in de zin van dit besluit.

Niettemin zijn in dit deel op hem van toepassing :

- 1° titel I, met uitzondering van artikel 8;
- 2° titel II, met uitzondering van artikel 16;
- 3° titel III, met uitzondering van de hoofdstukken III en IV;
- 4° titel IV, met uitzondering van hoofdstuk III;
- 5° titel V;
- 6° titel VII, met uitzondering van de artikelen 181 tot 183 en 187;
- 7° titel VIII, hoofdstuk III;
- 8° titel IX;
- 9° titel X.

Art. 39. De stage moet de stagiair in de mogelijkheid stellen om de kennis, technieken en bekwaamheden te verwerven, die vereist zijn voor de uitoefening van de functies verbonden aan de betrekking waaraan hij is toegewezen. De stage moet het ook mogelijk maken om te bepalen of de stagiair voldoet aan de vereisten voor de goede uitoefening van zijn functies.

Art. 40. De directie-generaal organiseert de stage en stelt er het programma en de vormingsmethodes van vast.

Art. 41. § 1. Om de duur van de verrichte stage te berekenen worden alle perioden waarin de stagiair in actieve dienst is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds dertig werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in actieve dienst is.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de verloven toegestaan met toepassing van het artikel 50 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2006 tot uitvoering van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;
- 3° de verloven bedoeld in de artikelen 14, 15, 15bis en 20 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen.

§ 2. Behoudens de in § 1, derde lid, opgesomde gevallen, hebben de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair gedurende dertig werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, schorsing van de stage tot gevolg.

§ 3. In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en zijn administratieve stand wordt vastgesteld overeenkomstig de reglementaire bepalingen die op hem van toepassing zijn.

§ 4. Na het einde van een afwezigheidsperiode die een schorsing van de stage tot gevolg heeft gehad, beslist de directie-generaal of er voor de betrokkene reden bestaat om zijn vorming voort te zetten. Gedurende de periode van verlenging van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair.

Art. 42. De directie-generaal stelt de administratieve standplaats van de stagiair vast. Nadien, na advies van de directeur van de operaties, beslist zij over de affectaties in het belang van de dienst.

Art. 43. De stagiair die door de directie-generaal geschikt wordt bevonden, wordt in de hoedanigheid van ambtenaar van de buitendiensten benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Voor de berekening van zijn geldelijke anciënniteit en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Art. 44. Moyennant un délai de préavis de trois mois, le stagiaire peut être licencié, pendant ou à la fin du stage, par le Ministre de la Justice, sur la proposition de la direction générale, pour inaptitude professionnelle constatée conformément à l'article 47, § 2.

Toute faute grave commise par le stagiaire dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci peut donner lieu à son licenciement sans préavis par le Ministre de la Justice, sur la proposition de la direction générale. L'intéressé doit, au préalable, être entendu par l'administrateur général ou son délégué.

La proposition de licenciement pendant ou à la fin du stage est notifiée au stagiaire qui en fait l'objet. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification, introduire un recours auprès de la chambre de recours, visée au Chapitre III du Titre VIII de la première partie du présent arrêté.

Sous-section 2. — L'organisation du stage

Art. 45. Pendant la durée du stage, le stagiaire est placé sous l'autorité du directeur du service de formation et de développement visé à l'article 138.

Le directeur du service de formation et de développement se fait assister par les responsables de stage en ce qui concerne l'accueil, la formation, le suivi du stagiaire, la mise en oeuvre des programmes établis en conformité avec la politique de formation définie par la direction générale.

Le stage comprend une partie théorique et une partie pratique. La partie pratique comporte une ou plusieurs périodes d'activités au sein des services extérieurs ainsi qu'auprès d'autres instances désignées à cette fin par la direction générale.

Le stage, les rapports de stage, les matières à enseigner au cours de la formation de base, les modalités d'évaluation ainsi que les activités de la formation de base auxquelles les stagiaires sont tenus de participer sont déterminés par notre Ministre de la Justice sur la proposition de la direction générale.

La direction générale désigne les responsables du stage et les agents chargés d'établir les rapports de stage.

Art. 46. La fin du stage se conclut par une épreuve de certification dénommée « mesure des acquis » qui a pour but de contrôler les compétences et les aptitudes acquises par le stagiaire ainsi que les capacités du stagiaire de les mettre en oeuvre dans l'exercice des fonctions afférentes à l'emploi auquel il est affecté.

Le programme et les modalités de cette épreuve de certification sont fixés par le Ministre de la Justice sur la proposition de la direction générale.

Art. 47. § 1^{er}. Il est créé une commission des stages présidée par le directeur des opérations ou son délégué et composée du directeur du service de formation et de développement et de deux membres revêtus au moins du grade de commissaire, désignés par la direction générale, l'un, parmi les chefs d'unité territoriale, l'autre, parmi les responsables des unités particulières.

Le directeur du service de formation et de développement n'a pas voix délibérative.

La commission des stages est assistée d'un secrétariat qui veille à la conservation et à la gestion des dossiers de stage ainsi qu'à leur suivi.

La commission des stages a pour mission de superviser le suivi des stagiaires en collaboration avec le service de formation et de développement.

Elle donne également un avis sur l'aptitude du stagiaire à être nommé à titre définitif ou pas sur la base des rapports de stage et de la mesure des acquis.

Elle peut en outre interpellier le stagiaire au sujet de tout manquement consigné dans les rapports de stage.

La commission des stages se réunit au moins tous les trois mois et chaque fois que la nécessité le justifie.

§ 2. Si la commission des stages constate, sur la base des rapports de stage et après avoir recueilli toutes les informations utiles, que le stagiaire n'est pas apte à poursuivre son stage ou à être nommé au grade auquel il s'est porté candidat, elle soumet une proposition motivée de licenciement pour inaptitude professionnelle à la direction générale.

La commission des stages entend au préalable le stagiaire. Celui-ci comparait en personne et peut se faire assister par la personne de son choix, titulaire d'une habilitation de sécurité si nécessaire.

Art. 44. De stagiair kan door de Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal tijdens of op het einde van de stage afgedankt worden met een opzeggingstermijn van drie maanden, wegens beroepsongeschiktheid vastgesteld overeenkomstig artikel 47, § 2.

Voor elke zware fout die de stagiair heeft begaan gedurende of ter gelegenheid van de stage, kan hij zonder opzegging worden afgedankt door de Minister van Justitie, op voorstel van de directie-generaal. De betrokkene dient op voorhand gehoord te worden door de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde.

Het voorstel tot afdanking tijdens of op het einde van de stage wordt ter kennis gebracht van de betrokken stagiair. Deze kan, binnen de acht dagen na de kennisgeving, tegen dat voorstel beroep indienen bij de raad van beroep zoals bedoeld in Hoofdstuk III van Titel VIII van het eerste deel van dit besluit.

Onderafdeling 2. — De organisatie van de stage

Art. 45. Tijdens de duur van de stage, wordt de stagiair geplaatst onder het gezag van de directeur van de dienst vorming en ontwikkeling zoals bedoeld in het artikel 138.

De directeur van de dienst vorming en ontwikkeling wordt bijgestaan door de stageverantwoordelijken voor wat betreft het onthaal, de vorming, de opvolging van de stagiair en het uitvoeren van de opgestelde programma's in overeenstemming met de vormingspolitiek die wordt gedefinieerd door de directie-generaal.

De stage omvat een theoretisch en een praktisch gedeelte. Het praktische gedeelte bevat een of meerdere periodes van activiteit binnen de buitendiensten, evenals bij andere instanties die hiertoe zijn aangeduid door de directie-generaal.

De stage, de stageverslagen, de tijdens de basisvorming te onderwijzen vakken, de modaliteiten van de evaluatie alsmede de activiteiten van de basisvorming waaraan de stagiairs moeten deelnemen, worden vastgesteld door onze Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal.

De directie-generaal duidt de stageverantwoordelijken en de ambtenaren aan die belast worden met het opmaken van de stageverslagen.

Art. 46. De stage wordt afgesloten met een gecertificeerde test, genoemd de « meting van verworvenheden » die tot doel heeft de door de stagiair verworven competenties en geschiktheid na te gaan evenals de bekwaamheid van de stagiair om deze toe te passen in de uitoefening van de functies die verbonden zijn aan de betrekking waaraan hij is toegewezen.

Het programma en de modaliteiten van deze gecertificeerde test worden vastgelegd door de Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal.

Art. 47. § 1. Er wordt een stagecommissie opgericht die wordt voorgezeten door de directeur van de operaties of zijn gemachtigde en samengesteld is uit de directeur van de dienst vorming en ontwikkeling en uit twee leden bekleed met ten minste de graad van commissaris, aangeduid door de directie-generaal, waarvan één uit de chefs van de territoriale eenheden, de andere uit de verantwoordelijken van een bijzondere eenheid.

De directeur van de dienst vorming en ontwikkeling is niet stemgerechtigd.

De stagecommissie wordt bijgestaan door een secretariaat dat toeziet op de bewaring, het beheer en de opvolging van de stagedossiers.

De stagecommissie heeft als opdracht het toezicht op de opvolging van de stagiairs in samenwerking met de dienst vorming en ontwikkeling.

Zij geeft eveneens, op basis van de stageverslagen en de « meting van verworvenheden », een advies over de geschiktheid van de stagiair om al dan niet vastbenoemd te worden.

Zij kan de stagiair bovendien om opheldering vragen over iedere tekortkoming die in de stagerapporten is genoteerd.

De stagecommissie komt minstens om de drie maanden samen en ook telkens de noodzaak dit rechtvaardigt.

§ 2. Indien de stagecommissie, op basis van de stagerapporten en na de nodige informatie te hebben ingewonnen, vaststelt dat de stagiair niet geschikt is om zijn stage verder te zetten of om benoemd te worden in de graad waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft, wordt een met redenen omkleed afdankingvoorstel wegens beroepsongeschiktheid voorgelegd aan de directie-generaal.

De stagecommissie hoort de stagiair voorafgaandelijk. De stagiair verschijnt in eigen persoon en kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze, titularis van een veiligheidsmachtiging indien nodig.

Lorsque la personne qui assiste l'agent a la qualité d'avocat, il lui est donné connaissance des articles 36 et 37 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité relatifs au respect du secret professionnel.

La personne qui assure la défense du stagiaire ne peut faire partie, à aucun titre, de la commission.

Si le stagiaire ou la personne assurant sa défense s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, alors qu'il a été régulièrement convoqué, la commission se prononce sur la base des pièces du dossier de stage.

Il en va de même dès que le dossier du stagiaire fait l'objet de la deuxième audience même si le stagiaire ou la personne assurant sa défense peut se prévaloir d'une excuse valable.

La proposition de licenciement est notifiée au stagiaire. Celui-ci peut, dans les huit jours qui suivent la notification, introduire un recours contre la proposition auprès de la chambre de recours des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat visée au Chapitre III du Titre VIII de la première partie du présent arrêté.

§ 3. Si sur la base des rapports de stage et après avoir recueilli toutes les informations utiles, la commission des stages conclut à l'aptitude du stagiaire à être nommé au grade auquel il s'est porté candidat, elle formule une proposition motivée de nomination à la direction générale.

Art. 48. Le dossier de stage comporte :

- 1° les rapports de stage;
- 2° les résultats de la mesure des acquis;
- 3° tout fait ou toute constatation utile à l'appréciation des aptitudes du stagiaire;
- 4° les avis de la commission des stages;
- 5° le dossier de recours.

Art. 49. La durée du stage des assistants de protection est d'un an. Un rapport de stage est établi tous les deux mois et à la fin du stage.

La durée du stage des inspecteurs et des commissaires est de deux ans. Un rapport de stage est établi tous les trois mois et à la fin du stage.

Art. 50. Chaque rapport est communiqué au stagiaire qui y joint éventuellement ses observations et est versé à son dossier de stage.

Les modèles de rapport de stage sont fixés par le Ministre de la Justice.

Art. 51. Le stage se conclut par un avis favorable ou défavorable de la commission des stages. En cas d'avis favorable, le stagiaire est admis à la nomination en qualité d'agent définitif des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. En cas d'avis défavorable, le stage peut être prolongé par la direction générale d'un maximum de quatre mois pour les assistants de protection et d'un maximum de huit mois pour les inspecteurs et les commissaires.

Sous-section 3. — Entrée en fonction en qualité d'agent

Art. 52. Nul ne peut être nommé agent des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat s'il n'a accompli avec succès le stage et s'il n'est titulaire d'une habilitation de sécurité du niveau « très secret ».

Art. 53. Les stagiaires prêtent serment lors de leur nomination en qualité d'agent des services extérieurs.

Ils sont censés entrer en fonction en cette qualité dès le moment de la prestation du serment.

Art. 54. Le serment prévu à l'article 53 s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Art. 55. Les assistants de protection et les inspecteurs prêtent serment entre les mains de l'administrateur général. Les commissaires prêtent serment entre les mains du Ministre de la Justice.

Art. 56. S'ils refusent de prêter serment, leur nomination en qualité d'agent définitif est annulée avec effet rétroactif.

Indien de persoon die de ambtenaar bijstaat de kwaliteit van advocaat heeft, wordt hij in kennis gesteld van de artikelen 36 en 37 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, met betrekking tot het respect voor het beroepsgeheim.

De persoon die de verdediging van de stagiair waarneemt mag in geen geval deel uitmaken van de commissie.

Indien de stagiair of de persoon die zijn verdediging waarneemt zonder geldige reden niet verschijnt, ofschoon hij regelmatig werd opgeroepen, dan spreekt de commissie zich uit op basis van de stukken van het stagedossier.

Hetzelfde geldt van zodra het dossier van de stagiair het voorwerp uitmaakt van een tweede zitting, zelfs indien de stagiair of de persoon die zijn verdediging waarneemt een geldige reden kan aanvoeren.

Het afdankingvoorstel wordt ter kennis gebracht aan de stagiair. Deze kan, binnen de acht dagen die volgen op de kennisgeving, een beroep indienen bij de raad van beroep van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zoals bedoeld in Hoofdstuk III van Titel VIII van het eerste deel van dit besluit.

§ 3. - Indien de stagecommissie op basis van de stageverslagen en na alle nuttige informatie te hebben ingewonnen, besluit dat de stagiair geschikt is voor de benoeming tot de graad waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft, formuleert ze een gemotiveerd voorstel van benoeming aan de directie-generaal.

Art. 48. Het stagedossier bevat :

- 1° de stageverslagen;
- 2° de resultaten van de meting van verworvenheden;
- 3° ieder feit of iedere vaststelling nuttig voor de beoordeling van de geschiktheden van de stagiair;
- 4° het advies van de stagecommissie;
- 5° het beroepsdossier.

Art. 49. De duur van de stage van de beschermingsassistenten bedraagt een jaar. Om de twee maanden en op het einde van de stage wordt een stageverslag opgemaakt.

De duur van de stage van de inspecteurs en de commissarissen bedraagt twee jaar. Om de drie maanden en op het einde van de stage wordt een stageverslag opgemaakt.

Art. 50. Elk verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt, en wordt in zijn persoonlijk dossier opgenomen.

De modellen van het stageverslag worden bepaald door de Minister van Justitie.

Art. 51. De stage wordt afgesloten met een gunstig of een ongunstig advies van de stagecommissie. In geval van een gunstig advies wordt de stagiair toegelaten tot de benoeming als vastbenoemd ambtenaar van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. In geval van een ongunstig advies, kan de stage door de directie-generaal verlengd worden met maximum vier maanden voor de beschermingsassistenten, en met maximum acht maanden voor de inspecteurs en de commissarissen.

Onderafdeling 3. — Indiensttreding als ambtenaar

Art. 52. Kan slechts als ambtenaar van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat benoemd worden, hij die zijn stage met succes heeft afgerond en houder is van een veiligheidsmachtiging van het niveau «zeer geheim».

Art. 53. De stagiairs leggen de eed af wanneer zij benoemd worden als ambtenaar van de buitendiensten.

Zij worden geacht in deze hoedanigheid in dienst te zijn getreden zodra zij de eed hebben afgelegd.

Art. 54. De in artikel 53 bedoelde eed wordt afgelegd in de termen die zijn bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Art. 55. De beschermingsassistenten en de inspecteurs leggen de eed af in handen van de administrateur-generaal. De commissarissen leggen de eed af in handen van de Minister van Justitie.

Art. 56. Indien zij weigeren de eed af te leggen, wordt hun benoeming als vastbenoemde ambtenaar met terugwerkende kracht vernietigd.

CHAPITRE III. — Promotion

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 57. § 1^{er}. La promotion est soit la nomination d'un agent à un grade d'un niveau supérieur ou à un grade supérieur au sein du même niveau soit l'attribution à l'agent dans son grade de l'échelle de traitement supérieure à celle dont il bénéficiait.

§ 2. La nomination à un grade d'un niveau supérieur est dénommée « promotion par accession au niveau supérieur »; elle est attribuée par voie d'une sélection comparative qui est organisée en collaboration avec SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

§ 3. La nomination à un grade supérieur au sein du même niveau est dénommée « promotion par avancement de grade »; elle est subordonnée à une épreuve de capacité sauf dans le cas prévu à l'article 99.

§ 4. L'attribution de l'échelle de traitement supérieure à celle dont l'agent bénéficie dans son grade est dénommée « promotion par avancement barémique »; elle est subordonnée, dans les niveaux A et B, à un test de potentiel ou à des mesures de valorisation.

Art. 58. Le titre II de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat est applicable aux membres des jurys constitués en application des articles 22, 69, 78, 112 et 118 du présent arrêté.

Art. 59. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° test de potentiel : la mesure des compétences, des connaissances et aptitudes techniques;

2° épreuve de capacité : la mesure, au niveau concerné, de la capacité d'intégrer l'expertise opérationnelle et la gestion;

3° mesure de valorisation : la mesure qui permet d'évaluer les compétences importantes à l'exercice de la fonction et qui ont été acquises lors d'une formation spécifique en lien avec les objectifs du service.

Art. 60. § 1^{er}. La promotion à un grade d'un niveau supérieur et à un grade supérieur au sein du même niveau ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi.

La vacance d'emploi est communiquée aux agents susceptibles d'être nommés au moyen d'un avis de vacance d'emploi.

L'avis de vacance d'emploi est soit porté à la connaissance de chacun des agents intéressés contre récépissé portant leur signature et la date à laquelle il est délivré, soit envoyé par lettre recommandée à la poste à la dernière adresse indiquée par l'intéressé.

Si l'agent est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit, l'avis de vacance d'emploi lui est envoyé par lettre recommandée à la poste à la dernière adresse qu'il a indiquée.

§ 2. Sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans un délai de quinze jours calendriers qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste de l'avis de vacance d'emploi. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Les agents sont autorisés à solliciter, par anticipation, tout emploi qui deviendrait vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à un mois.

Art. 61. § 1^{er}. Pour participer à une épreuve de capacité, à un test de potentiel, à une mesure de valorisation ou à une sélection comparative d'accession au niveau supérieur, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion.

L'agent qui, pendant les épreuves, cesse de remplir la condition fixée à l'alinéa 1^{er}, perd le bénéfice de la réussite éventuelle de l'épreuve de capacité, du test de potentiel ou de la mesure de valorisation ainsi que de la sélection comparative d'accession au niveau supérieur.

§ 2. Pour obtenir une promotion, l'agent doit être dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion. En outre, il ne peut avoir obtenu la mention « insuffisant » au terme de son évaluation.

HOOFDSTUK III. — Bevordering

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 57. § 1. De bevordering is ofwel de benoeming van een ambtenaar tot een graad van een hoger niveau of tot een hogere graad binnen hetzelfde niveau, ofwel de toekenning aan de ambtenaar in zijn graad, van de weddenschaal die hoger is dan die welke hij genoot.

§ 2. De benoeming tot een graad van een hoger niveau wordt een « bevordering door overgang naar het hogere niveau » genoemd; deze bevordering wordt verleend via een vergelijkende selectie georganiseerd in samenwerking met SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid.

§ 3. De benoeming tot een hogere graad binnen hetzelfde niveau wordt « bevordering door verhoging in graad » genoemd; deze is afhankelijk van een bekwaamheidsproef, behalve in het geval voorzien in artikel 99.

§ 4. De toekenning van de weddenschaal die hoger is dan die welke de ambtenaar genoot in zijn graad wordt « bevordering door verhoging in weddenschaal » genoemd; deze is, voor de niveaus A en B, afhankelijk van een potentieeltest of van waardemetingen.

Art. 58. Titel II van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het Rijkspersoneel is van toepassing op de leden van de jury's die zijn samengesteld overeenkomstig de artikelen 22, 69, 78, 112 en 118 van dit besluit.

Art. 59. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° potentieeltest : de meting van de competenties, kennis en technische vaardigheden;

2° bekwaamheidsproef : de meting, voor het betreffende niveau, van de bekwaamheid om operationele expertise en beheer te integreren;

3° waardemeting : de meting die toelaat een evaluatie te maken van de competenties die belangrijk zijn voor de uitoefening van de functie en die verworven zijn tijdens een specifieke vorming die verband houdt met de doelstellingen van de dienst.

Art. 60. § 1. De bevordering tot een graad van een hoger niveau en tot een hogere graad binnen hetzelfde niveau is alleen mogelijk wanneer een betrekking vacant is.

De vacature wordt medegedeeld aan de benoembare ambtenaren door een bekendmaking van vacante betrekking.

De bekendmaking van de vacante betrekking wordt ofwel ter kennis gebracht aan elk van de betrokken ambtenaren in ruil voor een door hen ondertekend ontvangstbewijs dat de datum van ontvangst der bekendmaking vermeldt, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven gezonden aan het door de betrokkene laatst opgegeven adres.

Wanneer de ambtenaar, om welke reden ook, tijdelijk uit de dienst verwijderd is, wordt hem de bekendmaking van vacante betrekking bij een ter post aangetekend schrijven gezonden aan het door hem laatst opgegeven adres.

§ 2. Er wordt alleen rekening gehouden met de titels van de ambtenaren die gesolliciteerd hebben binnen een termijn van vijftien kalenderdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die waarop de bekendmaking van de vacante betrekking aan de betrokkene werd overhandigd of door de post is aangeboden. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de volgende werkdag.

Het is aan de ambtenaren toegelaten bij voorbaat naar elke betrekking te dingen die tijdens hun afwezigheid zou worden open verklaard. De geldigheid van die sollicitatie is vastgesteld op één maand.

Art. 61. § 1. Om deel te nemen aan een bekwaamheidsproef, een potentieeltest, een waardemeting of een vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau, moet de ambtenaar zich bevinden in een administratieve stand waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan laten gelden.

De ambtenaar die tijdens de selectiegedeelten niet langer de in het eerste lid bepaalde voorwaarden vervult, verliest het voordeel van zijn eventueel slagen voor de bekwaamheidsproef, potentieeltest, waardemeting of een vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau.

§ 2. Om een bevordering te verkrijgen, moet de ambtenaar zich in een administratieve stand bevinden waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden. Bovendien mag hij geen vermelding « onvoldoende » hebben verkregen op het einde van zijn evaluatie.

*Section 2. — De la promotion
par avancement de grade ou par avancement barémique*

Art. 62. Toute promotion par avancement de grade ou par avancement barémique fait l'objet de l'avis motivé de la direction générale.

L'avis motivé rendu par la direction générale s'appuie sur le dossier d'évaluation et le dossier disciplinaire de l'agent ainsi que sur l'avis motivé préalablement donné par le directeur des opérations.

Art. 63. L'avis motivé de la direction générale se clôture par la mention « favorable » ou « défavorable ».

Art. 64. L'avis motivé de la direction générale est notifié à l'agent qui peut y joindre ses observations dans un délai de dix jours ouvrables. Ce délai prend cours le premier jour ouvrable qui suit celui de la notification.

La direction générale fait part à l'agent s'il estime devoir faire droit aux observations formulées.

L'avis motivé et la note d'observations éventuelle sont transmis par l'administrateur général au Ministre de la Justice.

Art. 65. Les candidats qui satisfont aux conditions de promotion par avancement de grade sont classés dans l'ordre suivant :

1° les lauréats de l'épreuve de capacité dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne;

2° entre lauréats de la même épreuve de capacité :

a) le lauréat le mieux classé;

b) à égalité de classement, le candidat le plus ancien en grade;

c) à égalité d'ancienneté de grade, le candidat dont l'ancienneté de service au sein des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat est la plus grande;

d) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

Art. 66. Pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau, sont seuls admissibles les services effectifs que l'agent a prestés en qualité de stagiaire et en qualité d'agent définitif au sein des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et sans interruption volontaire.

L'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement dans son échelle de traitement.

Art. 67. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé aux grades pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à ces grades.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé au grade du niveau considéré ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à un tel grade.

§ 3. Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles au sens de l'article 66, alinéa 2, les services effectifs que l'agent a prestés, à quelque titre que ce soit, sans interruption volontaire en qualité de membre des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

§ 4. L'ancienneté de grade, de niveau et de service correspond à la somme des mois entiers du calendrier compris dans les services admissibles pour leur calcul.

Section 3. — De la promotion par accession au niveau supérieur

Art. 68. La sélection comparative d'accession au niveau supérieur est organisée sur la base d'une description de la fonction et d'un profil de compétence établis par la direction générale qui en détermine les matières et la méthodologie des épreuves.

Elle mesure les compétences et le potentiel nécessaires à l'exercice des fonctions afférentes au niveau supérieur à celui auquel appartient l'agent.

Art. 69. § 1^{er}. Lors de chaque sélection comparative d'accession au niveau supérieur, il est constitué un jury dont la composition est fixée par la direction générale en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

*Afdeling 2. — Bevordering door verhoging
in graad en door verhoging in weddenschaal*

Art. 62. Over elke bevordering door verhoging in graad of door verhoging in weddenschaal, wordt door de directie-generaal een gemotiveerd advies uitgebracht.

Het door de directie-generaal uitgebrachte advies is gebaseerd op het evaluatiedossier en het tuchtdossier van de ambtenaar, evenals op het voorafgaand gemotiveerd advies van de directeur van de operaties.

Art. 63. Het gemotiveerd advies van directie-generaal wordt afgesloten met de vermelding « gunstig » of « ongunstig ».

Art. 64. Het gemotiveerd advies van de directie-generaal wordt ter kennis gebracht aan de ambtenaar die er binnen de tien werkdagen zijn opmerkingen aan kan toevoegen. Deze termijn gaat in op de eerste werkdag na de dag van de kennisgeving.

De directie-generaal deelt aan de ambtenaar mee of hij het nodig acht om in te gaan op de geformuleerde opmerkingen.

Het gemotiveerd advies en de eventuele opmerkingen worden door de administrateur-generaal overgemaakt aan de Minister van Justitie.

Art. 65. De kandidaten die aan de voorwaarden voor bevordering in graad voldoen worden geklasseerd in de onderstaande volgorde :

1° de geslaagden van de bekwaamheidsproef waarvan het proces-verbaal op de vroegste datum is afgesloten;

2° tussen geslaagden van dezelfde bekwaamheidsproef :

a) de best gerangschikte kandidaat;

b) bij gelijkheid in rangschikking, de kandidaat met de meeste graadanciënniteit;

c) bij gelijke graadanciënniteit, de kandidaat met de meeste dienstanciënniteit in de schoot van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

d) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Art. 66. Voor het berekenen van de graad - en niveauanciënniteit komen alleen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar als stagiair en als vastbenoemde ambtenaar verricht heeft binnen de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en zonder vrijwillige onderbreking.

De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering in zijn weddenschaal behoudt.

Art. 67. § 1. Voor het berekenen van de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in de graden die door de toe te passen bepalingen in aanmerking worden genomen, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor bevordering is gerangschikt ten gevolge van de uitdrukkelijke terugwerking van zijn benoeming in die graden.

§ 2. Voor het berekenen van de niveauanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in een graad van het betreffende niveau of vanaf de datum waarop hij voor latere bevordering is gerangschikt tengevolge van de uitdrukkelijke terugwerking van zijn benoeming in zulke graad.

§ 3. Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen in aanmerking, in de zin van artikel 66, tweede lid, de diensten die effectief door de ambtenaar werden gepresteerd, in welke hoedanigheid ook, zonder vrijwillige onderbreking, als lid van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

§ 4. De graad -, niveau - en de dienstanciënniteit zijn gelijk aan de som van de volle kalendermaanden tijdens de welke diensten zijn verricht die in aanmerking komen voor de berekening.

Afdeling 3. — Bevordering door overgang naar het hogere niveau

Art. 68. De vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau wordt georganiseerd op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel, opgesteld door de directie-generaal die de materies en de methodologie van de proeven bepaalt.

De selectie meet de competenties en het potentieel dat noodzakelijk is voor de uitoefening van de functies die in verband staan met het hogere niveau dan dat waartoe de ambtenaar behoort.

Art. 69. § 1- Bij iedere vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau, wordt een jury gevormd waarvan de samenstelling wordt bepaald door de directie-generaal in overleg met de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid.

Le jury comprend trois membres permanents et des experts.

La présidence du jury est assurée par l'administrateur délégué de SELOR.

§ 2. Les membres permanents du jury sont :

1° l'administrateur général ou son délégué;

2° le directeur des opérations ou un autre agent titulaire au moins du grade de commissaire divisionnaire et désigné par l'administrateur général;

3° un représentant de l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

§ 3. Les experts du jury sont désignés par les membres permanents du jury pour les épreuves qui nécessitent le recours à des personnes particulièrement qualifiées en raison de leurs compétences ou de leur spécialisation. Les experts sont désignés à la majorité des voix des membres permanents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 4. La directions générale désigne un agent pour assurer le secrétariat.

§ 5. Le membre du jury qui se connaîtrait une cause objective de récusation s'abstient de prendre part au vote.

Art. 70. Les sélections comparatives d'accession au niveau supérieur sont annoncées conformément à la procédure fixée à l'article 60 par un avis de vacance d'emploi qui indique notamment :

1° la description de fonctions et le profil de compétences;

2° la langue de la sélection;

3° les conditions de participation et la date à laquelle elles doivent être remplies;

4° la procédure de sélection en ce compris la nature des épreuves de sélection;

5° la date limite d'inscription.

Art. 71. La demande de participation à une sélection comparative est adressée au directeur des opérations qui vérifie si le candidat remplit les conditions de participation.

Art. 72. Les candidats sont convoqués au moins huit jours calendrier avant la date de chaque épreuve de la sélection comparative.

Art. 73. Si la sélection comparative d'accession au niveau supérieur consiste en plusieurs épreuves, les agents qui ont réussi une ou plusieurs épreuves sont, à leur demande, dispensés de cette ou ces épreuve(s) si par la suite, ils participent à nouveau à une ou plusieurs sélections comparatives au même niveau.

Ils ne peuvent invoquer le bénéfice de la dispense pour la ou les épreuves concernées que deux fois.

Art. 74. Les candidats qui ont obtenu au moins 60 % des points pour l'ensemble de la sélection comparative sont déclarés lauréats. Ils conservent le bénéfice de leur réussite sans limite de temps.

Art. 75. Les lauréats d'une sélection comparative sont classés selon les points obtenus. Lorsque la sélection comporte plusieurs épreuves, les lauréats sont classés selon les points obtenus à l'épreuve ou aux épreuves particulières, conformément au règlement de la sélection établi en application de l'article 68.

Art. 76. Les lauréats sont promus, dans l'ordre de leur classement, au grade pour lequel ils ont concouru et sont affectés à un emploi vacant dans ce grade.

Si les lauréats de sélections comparatives différentes sont en compétition pour la même promotion, ils sont classés suivant l'ordre chronologique des procès-verbaux de clôture, à commencer par la date la plus ancienne et, pour chaque sélection comparative, dans l'ordre de leur classement.

Section 4. — De la carrière des assistants de protection

Art. 77. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'agent rémunéré pendant au moins cinq ans dans l'échelle de traitement C1 obtient l'échelle de traitement C2.

Art. 78. L'agent titulaire du grade d'assistant de protection qui compte une ancienneté de grade de douze ans au moins peut participer à une sélection comparative d'accession au niveau supérieur pour la promotion au grade d'inspecteur.

De jury bestaat uit drie vaste leden en deskundigen.

Het voorzitterschap van de jury wordt verzekerd door de afgevaardigd bestuurder van SELOR.

§ 2- De vaste leden van de jury zijn :

1° de administrateur-generaal of zijn gemachtigde;

2° de directeur van de operaties of een andere ambtenaar die houder is van ten minste de graad van afdelingscommissaris en die aangeduid is door de administrateur-generaal;

3° een vertegenwoordiger van de afgevaardigd bestuurder van SELOR - het Selectiebureau van de Federale Overheid.

§ 3 - De deskundigen worden aangeduid door de vaste juryleden voor de proeven die het beroep noodzakelijk maken op personen die bijzonder gekwalificeerd zijn omwille van hun deskundigheid of specialisatie. De deskundigen worden aangeduid bij meerderheid van stemmen van de vaste leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 4 - De directie-generaal duidt een ambtenaar aan die belast wordt met het secretariaat.

§ 5. - Een lid van de commissie die in zijn persoon een objectieve reden tot wraking ziet, onthoudt er zich van om deel te nemen aan de stemming.

Art. 70. De vergelijkende selecties voor de overgang naar het hogere niveau worden meegedeeld volgens de procedure vastgesteld in artikel 60, via een bekendmaking van vacante betrekking die met name bepaalt :

1° de functieomschrijving en het competentieprofiel;

2° de taal van de selectie;

3° de voorwaarde voor deelname en de datum waarop deze vervuld moeten zijn;

4° de selectieprocedure met hierin de aard van de selectieproeven;

5° de uiterste inschrijvingsdatum.

Art. 71. De aanvraag voor deelname aan een vergelijkende selectie wordt gericht aan de directeur van de operaties. Hij gaat na of de kandidaat voldoet aan de voorwaarden voor deelname.

Art. 72. De kandidaten worden opgeroepen ten minste acht kalenderdagen voor de datum van elke proef van de vergelijkende selectie.

Art. 73. Indien de vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau uit verschillende proeven bestaat, worden de ambtenaren die voor één of meerdere proeven geslaagd zijn, op hun verzoek, vrijgesteld van deze proef of deze proeven als zij nadien opnieuw deelnemen aan één of meerdere vergelijkende selecties van hetzelfde niveau.

Zij kunnen het voordeel van de vrijstelling voor één of meerdere betrokken proeven slechts tweemaal invoeren.

Art. 74. De kandidaten die ten minste 60 % van de punten behaald hebben voor de volledige vergelijkende selectie, worden verklaard geslaagd te zijn. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag.

Art. 75. De geslaagden voor een vergelijkende selectie worden gerangschikt volgens de behaalde punten. Ingeval de vergelijkende selectie is opgesplitst in verschillende proeven, worden zij gerangschikt volgens de voor de bijzondere proef of proeven behaalde punten, overeenkomstig het selectiereglement dat opgesteld wordt bij toepassing van artikel 68.

Art. 76. De geslaagden worden in de volgorde van hun rangschikking bevorderd tot de graad waarnaar ze hebben medegedongen en worden voor een vacante betrekking van die graad aangewezen.

Wanneer de geslaagden van verschillende vergelijkende selecties naar dezelfde bevordering dingen, worden zij gerangschikt volgens de datum van de processen-verbaal van afsluiting, te beginnen met de verst afgelegde datum, en, voor elke vergelijkende selectie, in de volgorde van hun rangschikking.

Afdeling 4. — De loopbaan van de beschermingsassistenten

Art. 77. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de ambtenaar die gedurende ten minste vijf jaar bezoldigd is in de weddenschaal C1, de weddenschaal C2.

Art. 78. De ambtenaar met de graad van beschermingsassistent die een graadanciënniteit van ten minste twaalf jaar heeft, kan voor de bevordering tot de graad van inspecteur deelnemen aan een vergelijkende selectie voor de overgang tot het hogere niveau.

Art. 79. La promotion par accession au niveau supérieur au grade d'inspecteur a lieu dans l'échelle de traitement B2 de ce grade.

Section 5. — De la carrière des inspecteurs

Sous-section 1^{re}. — Mesures de valorisation

Art. 80. § 1^{er}. La carrière d'inspecteur comprend sept mesures de valorisation numérotées de 1 à 7 qui sanctionnent les formations barémiques qui s'y rapportent. La mesure de valorisation a une durée de validité de quatre ans.

§ 2. La durée de validité d'une mesure de valorisation prend cours le premier jour du mois qui suit l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente.

§ 3. L'inspecteur qui échoue ne peut se réinscrire à une nouvelle mesure de valorisation au plus tôt qu'à l'expiration du douzième mois qui suit le jour de l'inscription à la mesure de valorisation initiale ayant donné lieu à l'échec.

Art. 81. L'inspecteur qui réussit une mesure de valorisation reçoit, pendant quatre ans, l'allocation visée à l'article 231.

Art. 82. L'inspecteur qui bénéficie d'une allocation de valorisation et qui reste titulaire de son grade peut s'inscrire à une nouvelle mesure de valorisation au plus tôt douze mois avant la fin de la durée de validité de la mesure précédente.

Art. 83. L'inspecteur qui bénéficie d'une allocation de valorisation et qui est promu au grade d'inspecteur divisionnaire peut immédiatement s'inscrire à la mesure de valorisation n° 6.

Il cesse de percevoir l'allocation dont il bénéficiait avant sa promotion au grade d'inspecteur divisionnaire, à partir du premier jour du mois suivant la promotion à ce grade.

Sous-section 2. — Promotion par avancement barémique

Art. 84. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur rémunéré pendant au moins trois ans dans l'échelle de traitement B2 et qui a suivi avec fruit la formation requise et réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement B3.

L'inspecteur qui ne réussit pas le test de potentiel peut le représenter au plus tôt six mois après la date à laquelle son échec a été constaté. Le test de potentiel doit être réussi dans un délai de cinq ans à dater du premier test.

Art. 85. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur rémunéré dans l'échelle de traitement B3 et qui a bénéficié de l'allocation pour la mesure de valorisation n° 3 pendant quatre ans obtient l'échelle de traitement B4a.

Art. 86. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur rémunéré dans l'échelle de traitement B4a et qui a bénéficié de l'allocation pour la mesure de valorisation n° 5 pendant quatre ans obtient l'échelle de traitement B4b.

Art. 87. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur rémunéré dans l'échelle de traitement B5 et qui a bénéficié de l'allocation pour la mesure de valorisation n° 7 pendant quatre ans obtient l'échelle de traitement B6.

Sous-section 3. — Promotion par avancement de grade

Art. 88. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, sont promus, dans la limite des emplois vacants, au grade d'inspecteur divisionnaire, les inspecteurs rémunérés dans l'échelle de traitement B4a ou B4b qui ont réussi l'épreuve de capacité ainsi que les inspecteurs rémunérés pendant huit ans au moins dans l'échelle de traitement B3 qui ont réussi les mesures de valorisation n° 1 et n° 2 et l'épreuve de capacité. La promotion a lieu dans l'échelle de traitement B5.

Les inspecteurs reçoivent une allocation d'attente lorsqu'ils satisfont aux conditions de la promotion visées à l'alinéa 1^{er} et qu'aucun emploi n'est vacant.

L'inspecteur qui a réussi l'épreuve de capacité peut, en attendant sa nomination, s'inscrire à la mesure de valorisation n° 6.

Sous-section 4. — Accession au niveau supérieur

Art. 89. Les agents qui sont rémunérés au moins dans l'échelle de traitement B3 peuvent participer à une sélection comparative d'accession au niveau supérieur pour la promotion au grade de commissaire.

Art. 79. De bevordering door overgang naar het hogere niveau tot de graad van inspecteur, gebeurt in de weddenschaal B2 van deze graad.

Afdeling 5. — De loopbaan van de inspecteurs

Onderafdeling 1. — Waardemetingen

Art. 80. § 1. De loopbaan van de inspecteur bestaat uit zeven waardemetingen die genummerd zijn van 1 tot 7 die de baremieke vormingen valideren die ermee overeenstemmen. De waardemeting is vier jaar geldig.

§ 2. De geldigheidsduur van een waardemeting vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op de inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande waardemeting.

§ 3. De inspecteur die mislukt, kan zich pas opnieuw inschrijven voor een nieuwe waardemeting, ten vroegste na het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op de inschrijving voor de initiële waardemeting waarvoor hij mislukte.

Art. 81. De inspecteur die slaagt voor een waardemeting, ontvangt gedurende vier jaar de toelage bedoeld in artikel 231.

Art. 82. De inspecteur die een waarderingstoelage ontvangt en die dezelfde graad behoudt, kan zich ten vroegste twaalf maanden vóór het einde van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting inschrijven om deel te nemen aan een nieuwe waardemeting.

Art. 83. De inspecteur die een waarderingstoelage ontvangt en die bevorderd wordt tot de graad van afdelingsinspecteur, kan zich onmiddellijk inschrijven voor de waardemeting nr. 6.

Hij ontvangt niet langer de toelage, waarvan hij genoot voor zijn bevordering tot afdelingsinspecteur, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op zijn benoeming tot die graad.

Onderafdeling 2. — Bevordering door verhoging in weddenschaal

Art. 84. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekommt de inspecteur, die gedurende ten minste drie jaar bezoldigd is in de weddenschaal B2 en die met vrucht de vereiste vorming heeft gevolgd en geslaagd is voor de potentieeltest, de weddenschaal B3.

De inspecteur die niet slaagt in de potentieeltest kan zich opnieuw aanmelden ten vroegste zes maanden nadat is vastgesteld dat hij niet geslaagd is. Hij moet slagen voor de potentieeltest binnen de vijf jaren te rekenen vanaf de eerste test.

Art. 85. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62 bekommt de inspecteur die bezoldigd is in de weddenschaal B3 en die gedurende vier jaar de toelage voor de waardemeting nr. 3 heeft ontvangen, de weddenschaal B4a.

Art. 86. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62 bekommt de inspecteur die bezoldigd is in de weddenschaal B4a en die gedurende vier jaar de toelage voor de waardemeting nr. 5 heeft ontvangen, de weddenschaal B4b.

Art. 87. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekommt de inspecteur die bezoldigd is in de weddenschaal B5 en die gedurende vier jaar de toelage voor de waardemeting nr. 7 heeft ontvangen, de weddenschaal B6.

Onderafdeling 3. — Bevordering door verhoging in graad

Art. 88. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, worden de inspecteurs, die bezoldigd worden in de weddenschaal B4a of B4b en die geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef, evenals de inspecteurs die ten minste acht jaar bezoldigd zijn in de weddenschaal B3 en voor zover ze geslaagd zijn voor de waardemetingen nr. 1 en nr. 2 en voor de bekwaamheidsproef, binnen de perken van de vacante betrekkingen, bevorderd tot de graad van afdelingsinspecteur. De bevordering gebeurt in de weddenschaal B5.

De inspecteurs ontvangen een wachttoelage indien ze aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid voldoen en er geen enkele betrekking vacant is.

De inspecteur die geslaagd is voor de bekwaamheidsproef kan zich, in afwachting van zijn benoeming, inschrijven voor de waardemeting nr. 6.

Onderafdeling 4. — Overgang naar het hogere niveau

Art. 89. De ambtenaren die ten minste bezoldigd worden in de weddenschaal B3 kunnen, voor de bevordering tot de graad van commissaris, deelnemen aan een vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau.

La promotion par accession au niveau supérieur au grade de commissaire a lieu dans l'échelle de traitement A2 de ce grade.

Section 6. — De la carrière des commissaires

Sous-section 1^{re}. — Mesures de valorisation

Art. 90. § 1^{er}. La carrière de commissaire comprend cinq mesures de valorisation numérotées de 1 à 5 qui sanctionnent les formations barémiques qui s'y rapportent. La mesure de valorisation a une durée de validité de quatre ans.

§ 2. La durée de validité d'une mesure de valorisation prend cours le premier jour du mois qui suit l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente.

§ 3. Le commissaire qui échoue ne peut se réinscrire à une nouvelle mesure de valorisation au plus tôt qu'à l'expiration du douzième mois qui suit le jour de l'inscription à la mesure de valorisation initiale ayant donné lieu à l'échec.

Art. 91. Le commissaire qui réussit la mesure de valorisation reçoit l'allocation visée à l'article 232 pendant quatre ans.

Art. 92. Le commissaire qui bénéficie d'une allocation de valorisation et qui reste titulaire de son grade peut s'inscrire à une nouvelle mesure de valorisation au plus tôt douze mois avant la fin de la durée de validité de la mesure précédente.

Le commissaire qui bénéficie d'une allocation de valorisation et qui est promu au grade de commissaire divisionnaire cesse de percevoir l'allocation dont il bénéficiait, à partir du premier jour du mois suivant sa promotion.

Sous-section 2. — Promotion par avancement barémique

Art. 93. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'agent recruté au grade de commissaire, rémunéré pendant au moins trois ans dans l'échelle de traitement A2 et qui a suivi avec fruit la formation requise et réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement A3.

Art. 94. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'agent promu au grade de commissaire, rémunéré pendant au moins un an dans l'échelle de traitement A2 et qui a suivi avec fruit la formation requise et réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement A3.

Art. 95. Si le commissaire ne réussit pas le test de potentiel, il conserve son échelle de traitement A2. Il peut représenter le test de potentiel au plus tôt six mois après la date à laquelle son échec a été constaté. Le test de potentiel doit être réussi dans un délai de cinq ans à dater du premier test.

Art. 96. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire rémunéré dans l'échelle de traitement A3 et qui a bénéficié de l'allocation pour la mesure de valorisation n° 3 pendant quatre ans, obtient, dans la limite des emplois vacants, l'échelle de traitement A4a.

Les commissaires reçoivent une allocation d'attente s'ils satisfont aux conditions d'attribution de l'échelle barémique A4a visées à l'alinéa 1^{er} et qu'aucun emploi n'est vacant.

Les commissaires visés à l'alinéa 1^{er} peuvent, en attendant d'être titulaires de l'échelle barémique A4a, s'inscrire à la mesure de valorisation n° 4.

Art. 97. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire rémunéré dans l'échelle de traitement A4a et qui a bénéficié de l'allocation pour la mesure de valorisation n° 5 pendant quatre ans, obtient l'échelle de traitement A4b.

Sous-section 3. — Promotion par avancement de grade

Art. 98. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, sont promus, dans la limite des emplois vacants, au grade de commissaire divisionnaire, les commissaires rémunérés dans l'échelle de traitement A4a ou A4b qui ont réussi l'épreuve de capacité ainsi que les commissaires rémunérés pendant huit ans au moins dans l'échelle de traitement A3 qui ont réussi les mesures de valorisation n° 1 et n° 2 et l'épreuve de capacité. La promotion a lieu dans l'échelle de traitement A5.

Les commissaires reçoivent une allocation d'attente s'ils satisfont aux conditions de promotion au grade de commissaire divisionnaire visées à l'alinéa 1^{er} et qu'aucun emploi n'est vacant.

Art. 99. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, est promu au grade de commissaire général, le commissaire divisionnaire rémunéré pendant cinq ans au moins dans l'échelle de traitement A5 qui a réussi la sélection. La promotion a lieu dans l'échelle de traitement A6.

De bevordering tot commissaris door overgang naar het hogere niveau gebeurt in de weddenschaal A2 van deze graad.

Afdeling 6. — De loopbaan van de commissarissen

Onderafdeling 1. — Waardemetingen

Art. 90. § 1. De loopbaan van commissaris bestaat uit vijf waardemetingen die genummerd zijn van 1 tot 5 die de baremieke vormingen valideren die ermee overeenstemmen. De waardemeting is vier jaar geldig.

§ 2. De geldigheidsduur van een waardemeting vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op de inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande waardemeting.

§ 3. De commissaris die mislukt, kan zich pas opnieuw inschrijven voor een nieuwe waardemeting, ten vroegste na het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op de inschrijving voor de initiële waardemeting waarvoor hij mislukte.

Art. 91. De commissaris die slaagt voor de waardemeting, ontvangt gedurende vier jaar de toelage bedoeld in artikel 232.

Art. 92. De commissaris die een waarderingstoelage ontvangt en die dezelfde graad behoudt, kan zich ten vroegste twaalf maanden vóór het einde van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting inschrijven om deel te nemen aan een nieuwe waardemeting.

De commissaris die geniet van een waardemeting en die bevorderd werd tot de graad van afdelingscommissaris, bekomt niet langer de toelage waarvan hij genoot, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op zijn bevordering.

Onderafdeling 2. — Bevordering door verhoging in weddenschaal

Art. 93. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de ambtenaar die gerekruteerd is in de graad van commissaris, die gedurende ten minste drie jaar bezoldigd is in de weddenschaal A2 en die met vrucht de vereiste vorming heeft gevolgd en geslaagd is voor de potentieeltest, de weddenschaal A3.

Art. 94. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de ambtenaar die bevorderd is tot de graad van commissaris, die gedurende ten minste één jaar bezoldigd is in de weddenschaal A2 en die met vrucht de vereiste vorming heeft gevolgd en geslaagd is voor de potentieeltest, de weddenschaal A3.

Art. 95. Indien de commissaris niet slaagt voor de potentieeltest, behoudt hij zijn weddenschaal A2. Hij kan opnieuw deelnemen aan de potentieeltest ten vroegste zes maanden nadat is vastgesteld dat hij niet geslaagd is. Hij moet slagen voor de potentieeltest binnen de vijf jaar te rekenen vanaf de eerste test.

Art. 96. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de commissaris die bezoldigd is in de weddenschaal A3 en die gedurende vier jaar de toelage voor de waardemeting nr. 3 heeft ontvangen, binnen de perken van de vacante betrekkingen, de weddenschaal A4a.

De commissarissen ontvangen een wachttoelage indien zij voldoen aan de voorwaarden tot het bekomen van de weddenschaal A4a bedoeld in het eerste lid lid 1, en er geen enkele betrekking vacant is.

De commissarissen bedoeld in het eerste lid kunnen zich, in afwachting dat ze titularis van de weddenschaal A4a worden, inschrijven voor de waardemeting n° 4.

Art. 97. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de commissaris die bezoldigd is in de weddenschaal A4a en die gedurende vier jaar de toelage voor de waardemeting nr. 5 heeft ontvangen, de weddenschaal A4b.

Onderafdeling 3. — Bevordering door verhoging in graad

Art. 98. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, worden de commissarissen die bezoldigd zijn in de weddenschaal A4a of A4b en geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef, evenals de commissarissen die ten minste acht jaar bezoldigd zijn in de weddenschaal A3 en voorzover ze geslaagd zijn voor de waardemetingen nr. 1 en nr. 2 en voor de bekwaamheidsproef, binnen de perken van de vacante betrekkingen, bevorderd tot de graad van afdelingscommissaris. De bevordering gebeurt in de weddenschaal A5.

De commissarissen ontvangen een wachttoelage, indien zij aan de voorwaarden tot bevordering in de graad van afdelingscommissaris bedoeld in het eerste lid voldoen en er geen enkele betrekking vacant is.

Art. 99. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, wordt de afdelingscommissaris, die ten minste vijf jaar bezoldigd is in de weddenschaal A5 en die geslaagd is voor de selectie, bevorderd tot de graad van commissaris-generaal. De bevordering gebeurt in de weddenschaal A6.

Section 7. — De la désignation à une fonction supérieure

Art. 100. § 1. Pour l'application du présent article, on entend par fonction supérieure toute fonction au niveau A prévue au plan du personnel et désignée par le Ministre de la Justice.

§ 2. Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire. L'urgence à le pourvoir doit être établie.

§ 3. Seul un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade ou à la fonction supérieure ou être désigné par mandat à la fonction supérieure, peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

A défaut d'agent remplissant les conditions statutaires requises, un autre agent peut être désigné par acte spécialement motivé.

L'agent suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa peine ait été effacée.

§ 4. Une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

§ 5. La désignation est faite par le Ministre de la Justice sur la proposition du comité de direction de la Sûreté de l'Etat.

§ 6. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément inoccupé par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, une prorogation ou une nouvelle désignation ne peut être décidée que conformément au § 5. Sa durée est déterminée suivant les nécessités du service.

Si l'emploi est définitivement vacant, une prorogation ou une nouvelle désignation ne peut être décidée que conformément au § 5 après que le Ministre de la Justice a constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement. La durée de la prorogation ou de la désignation ne peut excéder six mois.

CHAPITRE IV. — Des mandats

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 101. Le mandat est une désignation temporaire de cinq ans à l'une des fonctions visées à l'article 102, renouvelable une fois, pour autant que l'évaluation de l'agent n'ait pas donné lieu à une mention « insuffisant » et qu'il y ait un avis motivé favorable de la direction générale.

Art. 102. Dans les services extérieurs, les fonctions suivantes sont pourvues par mandat :

- 1° directeur des opérations;
- 2° commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière.

Art. 103. Pendant la durée du mandat, les agents exercent leurs tâches à temps plein. Ils ne peuvent obtenir :

- 1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle sauf si celle-ci vise le congé parental, les soins palliatifs et les soins en cas de maladie grave;
- 2° un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;
- 3° une dispense pour formation;
- 4° un congé pour accompagner et assister des handicapés et des malades;
- 5° un congé pour mission d'intérêt général;
- 6° l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle;
- 7° une absence de longue durée pour raisons personnelles;
- 8° le bénéfice de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Art. 104. § 1^{er}. Pour chaque désignation à un mandat, il est établi une lettre de mission.

§ 2. Dans le mois qui suit leur désignation, un projet de lettre de mission est transmis par les agents sous mandat à la direction générale.

Afdeling 7. — De aanstelling tot een hoger ambt

Art. 100. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder hoger ambt verstaan elk ambt van niveau A voorzien in het personeelsplan en aangewezen door de Minister van Justitie.

§ 2. Het feit alleen dat een betrekking open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen. De hoogdringendheid om erin te voorzien moet worden vastgesteld.

§ 3. Alleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de hogere graad of tot het hoger ambt te worden benoemd of om per mandaat te worden aangesteld in het hoger ambt, kan aangesteld worden voor de uitoefening van deze functie.

Bij gebrek aan een ambtenaar die de statutaire voorwaarden vervult, kan een ander ambtenaar bij een met redenen omklede aanstellingsakte worden aangewezen.

De ambtenaar die geschorst of in graad teruggezet is, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf uitgewist is.

§ 4. Een aanwijzing voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitieve openstaande betrekking kan slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.

§ 5. De aanstelling geschiedt door de Minister van Justitie op voorstel van het directiecomité van de Veiligheid van de Staat.

§ 6. Er kan in een openstaande of in een tijdelijke niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Indien de betrekking niet definitief open staat, kan pas tot een verlenging of een nieuwe aanstelling worden beslist overeenkomstig § 5. De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

Indien de betrekking definitief open staat, kan pas tot een verlenging of een nieuwe aanstelling worden beslist overeenkomstig § 5, nadat de Minister van Justitie vastgesteld heeft dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt. De duur van de verlenging of van de aanstelling mag zes maanden niet overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — De mandaten

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 101. Het mandaat is een tijdelijke aanwijzing voor vijf jaar in één van de in artikel 102 bedoelde ambten. Het mandaat kan éénmaal worden hernieuwd, voor zover de evaluatie van de ambtenaar niet geleid heeft tot een vermelding «onvoldoende» en voor zover er een gunstig gemotiveerd advies van de directie-generaal is.

Art. 102. Binnen de buitendiensten worden volgende ambten bij mandaat toegewezen :

- 1° directeur van de operaties;
- 2° afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid.

Art. 103. Tijdens het mandaat oefenen de ambtenaren hun taken voltijds uit. Zij kunnen geen aanspraak maken op :

- 1° verlof voor loopbaanonderbreking, behalve indien dit een ouderschapsverlof betreft, de palliatieve verzorging en de zorgen in geval van ernstige ziekte;
- 2° verlof voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst;
- 3° vrijstelling voor vorming;
- 4° verlof om mindervaliden en zieken te vergezellen en bij te staan;
- 5° verlof voor opdracht van algemeen belang;
- 6° de toelating om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid;
- 7° afwezigheid van lange duur voor persoonlijke aangelegenheden;
- 8° het voordeel van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Art. 104. § 1. Voor iedere aanwijzing voor een mandaat wordt een opdrachtbrief opgesteld.

§ 2. Binnen de maand volgend op hun aanwijzing, maken de gemandateerde ambtenaren een ontwerp van opdrachtbrief over aan de directie-generaal.

Le projet de lettre de mission définit les objectifs à atteindre compte tenu des moyens mis à disposition et des actions à mettre en œuvre.

Dans le mois qui suit la réception dûment établie du projet de lettre de mission, la direction générale approuve la lettre de mission après concertation avec l'agent sous mandat.

§ 3. La lettre de mission est, si nécessaire, adaptée d'un commun accord, sur la base d'un projet d'adaptation établi par l'agent sous mandat dans le mois qui suit un entretien de fonctionnement tel que fixé par l'article 170. Le projet d'adaptation est soumis à la direction générale qui l'approuve dans le mois qui suit la réception dûment établie du projet d'adaptation.

§ 4. L'agent sous mandat qui n'a établi aucun projet de lettre de mission dans le délai prescrit ou qui n'a pas établi un projet d'adaptation dans le délai prescrit, est réputé renoncer au mandat.

Art. 105. Le mandat prend fin de plein droit au terme des périodes visées à l'article 101 ou lorsque l'agent atteint l'âge de 65 ans.

Le mandat peut être prolongé de six mois au maximum jusqu'à ce que le mandat du successeur débute.

Art. 106. Si l'agent mandaté demande qu'il y soit mis fin, un préavis de six mois est requis. Ce délai peut être réduit de commun accord avec le Ministre de la Justice après avis de la direction générale.

Art. 107. Si l'évaluation de l'agent mandaté conduit à une mention « insuffisant », le mandat prend fin le premier jour du mois qui suit celui de l'attribution de la mention.

Art. 108. Le mandat prend fin en cas de manquement aux droits et devoirs visés au titre II de la partie I du présent arrêté et en cas de fait ou d'acte, même commis en dehors de l'exercice de la fonction, qui est de nature à porter atteinte à la dignité de celle-ci.

Section 2. — Attribution du mandat

de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière

Art. 109. La vacance d'un emploi de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière est annoncée par la direction générale au moyen d'un avis qui est communiqué aux agents.

La description de la fonction, le profil de compétences et les objectifs à atteindre pendant le mandat, en conformité avec le plan stratégique de la Sûreté de l'Etat, sont déterminés par la direction générale.

L'avis fixe le délai de dépôt des candidatures qui sont introduites auprès de l'administrateur général, qui les transmet à la commission de sélection.

Art. 110. Pour pouvoir être candidat, les agents doivent être titulaires du grade de commissaire divisionnaire.

Art. 111. Dans leur acte de candidature, les candidats doivent faire valoir leurs titres et mérites, ainsi que décrire la manière dont ils envisagent d'atteindre les objectifs du mandat, en conformité avec le plan stratégique de la Sûreté de l'Etat.

Art. 112. § 1^{er}. Le dossier des candidats est soumis à une commission de sélection et d'évaluation.

Les membres de la commission sont désignés par le Ministre de la Justice, sur la proposition de la direction générale, à raison de :

1° de l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint, ou leur délégué, président;

2° du directeur des opérations mandaté ou, à défaut, d'un commissaire général ayant exercé le mandat de directeur des opérations;

3° deux membres externes à la Sûreté de l'Etat choisis parmi les membres du conseil scientifique du service de formation et de développement, visé à l'article 139, § 3, en raison de leur expertise en matière de renseignement;

4° d'un suppléant pour chacun des membres effectifs; ils sont désignés en même temps que les membres effectifs.

La parité linguistique est assurée au sein de la catégorie des membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 3°. Leur appartenance linguistique est déterminée par la langue du certificat ou du diplôme

De opdrachtbrief bepaalt de te bereiken doelstellingen, rekening houdend met de ter beschikking gestelde middelen, en de te ondernemen acties.

Binnen de maand volgend op de behoorlijk vastgestelde ontvangst van het ontwerp van opdrachtbrief, keurt de directie-generaal deze brief goed na overleg met de gemandateerde ambtenaar.

§ 3. Indien nodig wordt de opdrachtbrief in onderlinge overeenstemming aangepast. Dit gebeurt op basis van een ontwerp tot aanpassing dat de gemandateerde ambtenaar opstelt binnen de maand die volgt op een functioneringsgesprek zoals bepaald bij artikel 170. Het ontwerp tot aanpassing wordt voorgelegd aan de directie-generaal die het goedkeurt binnen de maand die volgt op de behoorlijk vastgestelde ontvangst van het ontwerp tot aanpassing.

§ 4. De gemandateerde ambtenaar die geen opdrachtbrief heeft opgesteld binnen de voorgeschreven termijn of die geen ontwerp tot aanpassing heeft opgesteld binnen de voorgeschreven termijn, wordt verondersteld te verzaken aan zijn mandaat.

Art. 105. Het mandaat wordt van rechtswege beëindigd na afloop van de termijnen zoals bedoeld in artikel 101 of wanneer de ambtenaar de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft.

Het mandaat kan verlengd worden met maximaal zes maanden tot de aanvang van het mandaat van zijn opvolger.

Art. 106. Indien de gemandateerde ambtenaar vraagt om zijn mandaat te beëindigen, is een opzegging van zes maanden vereist. Deze opzegtermijn kan verkort worden in onderling akkoord met de Minister van Justitie en na advies van de directie-generaal.

Art. 107. Indien de evaluatie van de gemandateerde ambtenaar leidt tot de vermelding «onvoldoende», wordt het mandaat beëindigd op de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de vermelding werd toegekend.

Art. 108. Het mandaat wordt beëindigd indien niet voldaan wordt aan de rechten en plichten bedoeld in titel II van het eerste deel van dit besluit, en bij feiten of handelingen die afbreuk doen aan de waardigheid van de functie, zelfs indien ze buiten de uitoefening van de functie gesteld worden.

Afdeling 2. — Toewijzing van het mandaat van afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid

Art. 109. De directie-generaal maakt de vacante betrekking van afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid bekend via een bericht aan de ambtenaren.

De directie-generaal bepaalt de functiebeschrijving, het competentieprofiel en de doelstellingen die tijdens het mandaat moeten worden verwezenlijkt conform het strategisch plan van de Veiligheid van de Staat.

Het bericht bepaalt de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen bij de administrateur-generaal. Hij maakt de kandidaturen over aan de selectiecommissie.

Art. 110. Om zich kandidaat te kunnen stellen, moeten de ambtenaren titularis zijn van de graad van afdelingscommissaris.

Art. 111. In hun kandidaatstelling moeten de kandidaten hun titels en verdiensten voorleggen. Ook moeten zij een beschrijving geven van hun zienswijze op de doelstellingen van het mandaat die ze overeenkomstig het strategisch plan van de Veiligheid van de Staat moeten verwezenlijken.

Art. 112. § 1. Het dossier van de kandidaten wordt voorgelegd aan een selectie- en evaluatiecommissie.

De leden van de commissie worden aangeduid door de Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal, zijnde :

1° de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal of hun gemachtigde, voorzitter;

2° de gemandateerde directeur van de operaties of, bij afwezigheid, een commissaris-generaal die het mandaat van directeur van de operaties heeft uitgeoefend;

3° twee leden die niet behoren tot de Veiligheid van de Staat en die omwille van hun deskundigheid op het vlak van de inlichtingen gekozen zijn uit de leden van de wetenschappelijke raad van de dienst vorming en ontwikkeling, bedoeld in artikel 139, § 3;

4° een plaatsvervanger voor elk van de effectieve leden; ze worden tezelfdertijd als de effectieve leden aangeduid.

Binnen de categorie van de effectieve en de plaatsvervangende leden bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt het taalevenwicht verzekerd. Tot welke taalgroep de leden behoren wordt bepaald door de taal van het certificaat of het diploma op het einde van de studies die in aanmerking

sanctionnant la réussite des études prises en compte pour l'appréciation de la compétence nécessaire à la mission d'expertise. Les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, sont de l'autre appartenance linguistique que celle des membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o; leur appartenance linguistique est déterminée par leur rôle linguistique.

§ 2. Lorsqu'un emploi de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière est ouvert à des candidats des deux rôles linguistiques, le président de la commission doit soit avoir prouvé la connaissance de la seconde langue conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 soit être assisté d'un membre du personnel qui a prouvé cette connaissance.

§ 3. La commission examine les dossiers des candidats admis, et, sur la base d'une appréciation des titres et mérites par rapport aux objectifs du mandat et au terme d'un entretien, inscrit les candidats dans le groupe A reprenant les candidats ayant satisfait, et dans le groupe B reprenant les candidats n'ayant pas satisfait.

Dans le groupe A, les candidats sont classés.

L'inscription dans le groupe A et B ainsi que le classement dans le groupe A sont motivés.

Le classement dans le groupe A reste valable pendant six ans.

§ 4. La commission ne peut procéder à la délibération que pour autant que la majorité des membres soit présente et que chaque groupe linguistique soit représenté.

Seuls les membres de la commission qui ont assisté à l'entretien des candidats peuvent prendre part à la délibération en vue de l'inscription desdits candidats dans le groupe A ou B ou en vue de leur classement dans le groupe A. Aucun membre ne peut s'abstenir.

Toutefois, le membre de la commission qui se connaîtrait une cause objective de récusation s'abstient de prendre part au vote.

S'il y a partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 113. Les candidats sont informés de leur inscription dans le groupe A ou B et de leur classement dans le groupe A.

Art. 114. Le Ministre de la Justice procède à la désignation au mandat de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière dans l'ordre du classement du groupe A.

Section 3 — Attribution du mandat de directeur des opérations

Art. 115. Le directeur des opérations est désigné par le Roi, sur la proposition du Ministre de la Justice et après avis motivé de la direction générale.

Art. 116. Pour pouvoir être désigné au mandat de directeur des opérations, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1^o être titulaire du grade de commissaire général;
- 2^o avoir réussi la sélection ad hoc ayant pour but d'évaluer les aptitudes à diriger l'ensemble des services extérieurs.

Les lauréats de la sélection visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o conservent le bénéfice de leur réussite pendant six ans.

Art. 117. La vacance de la fonction de directeur des opérations est annoncée par le Ministre de la Justice au moyen d'un avis qui est communiqué aux agents.

La description de la fonction, le profil de compétences et les objectifs à atteindre pendant le mandat, en conformité avec le plan stratégique, sont déterminés par la direction générale.

L'avis fixe le délai de dépôt des candidatures qui sont introduites auprès de l'administrateur général qui les transmet à la commission de sélection.

Art. 118. § 1^{er}. Les membres de la commission de sélection sont désignés par le Ministre de la Justice, sur la proposition motivée la direction générale, à raison :

- 1^o de l'administrateur délégué de SELOR ou son délégué, qui préside;
- 2^o de l'administrateur général adjoint ou, à défaut, d'un administrateur général ou d'un administrateur général adjoint honoraires;

worden genomen voor de beoordeling van de competenties die nodig zijn voor de taak van deskundige. De effectieve en plaatsvervangende leden bedoeld in het eerste lid, 2^o behoren tot de andere taalgroep dan de effectieve en de plaatsvervangende leden bedoeld in het eerste lid, 1^o; hun taalrol bepaalt tot welke taalgroep zij behoren.

§ 2. Wanneer een betrekking van afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid vacant verklaard wordt voor kandidaten van beide taalrollen, dient de voorzitter van de commissie hetzij de kennis van de tweede taal bewezen te hebben overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, hetzij te worden bijgestaan door een personeelslid die deze kennis heeft bewezen.

§ 3. De commissie bestudeert de dossiers van de kandidaten die zijn toegelaten. Na een beoordeling van de titels en de verdiensten die betrekking hebben op de doelstellingen van het mandaat en na een onderhoud, worden de kandidaten ingedeeld ofwel in groep A, voor zij die geschikt zijn, ofwel in groep B, voor zij die niet geschikt zijn.

In de groep A worden de kandidaten gerangschikt.

De indeling in de groep A en B evenals de rangschikking in de groep A worden gemotiveerd.

De indeling in groep A blijft zes jaar geldig.

§ 4. De commissie kan slechts tot de deliberatie overgaan voor zover de meerderheid van de leden aanwezig is en elke taalgroep vertegenwoordigd is.

Enkel de leden van de commissie die hebben deelgenomen aan het onderhoud met de kandidaten mogen deelnemen aan de deliberatie met het oog op het indelen van de kandidaten in de groepen A of B, of met het oog op hun rangschikking in de groep A. Geen enkel lid mag zich onthouden.

Een lid van de commissie die in zijn persoon een objectieve reden tot wraking ziet, onthoudt er zich evenwel van om deel te nemen aan de stemming.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 113. De kandidaten worden ingelicht over hun indeling in groep A of B en hun rangschikking in groep A.

Art. 114. De Minister van Justitie gaat over tot de aanwijzing voor het mandaat van afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid, volgens de rangschikking in groep A.

Afdeling 3 — Toewijzing van het mandaat van directeur van de operaties

Art. 115. De directeur van de operaties wordt door de Koning aangewezen op voorstel van de Minister van Justitie en na een gemotiveerd advies van de directie-generaal.

Art. 116. Om te worden aangewezen voor het mandaat van directeur van de operaties, moet de kandidaat voldoen aan volgende voorwaarden :

- 1^o titularis zijn van de graad van commissaris-generaal;
- 2^o geslaagd zijn voor de selectie ad hoc dat gericht is op de evaluatie van de geschiktheid om het geheel van de buitendiensten te leiden.

De geslaagden voor de selectie bedoeld in het eerste lid, 2^o behouden het voordeel van hun uitslag gedurende zes jaar.

Art. 117. De Minister van Justitie maakt de vacante betrekking van directeur van de operaties bekend via een bericht aan de ambtenaren.

De directie-generaal bepaalt de functiebeschrijving, het competentieprofiel en de doelstellingen die tijdens het mandaat moeten worden verwezenlijkt conform het strategisch plan.

Het bericht bepaalt de uiterste datum voor het indienen van de candidaturen bij de administrateur-generaal. Hij maakt de candidaturen over aan de selectiecommissie.

Art. 118. § 1. De leden van de selectiecommissie worden aangewezen door de Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal, zijnde :

- 1^o de afgevaardigd beheerder van SELOR of zijn afgevaardigde, voorzitter;
- 2^o de adjunct-administrateur-generaal of, bij afwezigheid, de administrateur-generaal of een oud -adjunct-administrateur-generaal;

3° du directeur des opérations qui n'a pas demandé le renouvellement de son mandat ou qui arrive au terme de son second mandat, ou, à défaut, d'un commissaire général ayant exercé la fonction de directeur des opérations ou d'un commissaire général honoraire;

4° de deux experts de la cellule d'appui, en particulier dans le domaine du management et de la stratégie opérationnelle;

5° d'un membre du conseil scientifique du service de formation et de développement désigné en raison de son expertise en matière de renseignement;

6° d'un agent de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, désigné par son administrateur délégué;

7° Pour chaque catégorie de membres effectifs, un suppléant est désigné en même temps et aux mêmes conditions par le Ministre de la Justice.

§ 2. La commission de sélection visée au § 1^{er} est composée dans le respect de la parité linguistique.

À défaut de rôle linguistique, l'appartenance linguistique est déterminée par la langue du certificat ou du diplôme sanctionnant la réussite des études prises en compte pour l'appréciation de la compétence nécessaire à la mission d'expertise.

§ 3. La commission de sélection ne peut procéder à l'épreuve visée à l'article 116, alinéa 1^{er}, 2°, et à la délibération que pour autant que la majorité des membres soit présente et que la parité linguistique soit respectée.

Art. 119. Au terme de la sélection, les candidats sont inscrits dans le groupe A reprenant les candidats ayant satisfait, et le groupe B reprenant les candidats n'ayant pas satisfait. Cette répartition est motivée.

La commission de sélection établit un classement motivé des candidats du groupe A.

Art. 120. Seuls les membres de la commission de sélection qui ont procédé à la sélection des candidats peuvent prendre part à la délibération en vue de l'inscription desdits candidats dans le groupe A ou B en vue de leur classement dans le groupe A. Aucun membre ne peut s'abstenir.

Toutefois, le membre de la commission qui se connaîtrait une cause objective de récusation s'abstient de prendre part au vote.

S'il y a partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 121. Les candidats sont informés de leur inscription dans le groupe A ou B et de leur classement dans le groupe A.

Art. 122. Le dossier de chaque candidat classé dans le groupe A est soumis à l'avis motivé de la direction générale; cet avis se clôture par la mention « favorable » ou la mention « défavorable » et est notifié à chaque candidat.

Le candidat peut, dans les dix jours ouvrables de la notification, joindre à l'avis une note accompagnée de ses observations.

Les candidatures, l'avis motivé et les notes éventuellement d'observations sont transmis au Ministre de la Justice par l'administrateur général.

Parmi les candidats proposés, la direction générale peut formuler un choix motivé. Ce choix ne lie pas le Ministre de la Justice.

Si le Ministre de la Justice estime ne pas pouvoir se rallier au choix motivé de la direction générale, sa proposition doit être motivée sur ce point.

Art. 123. § 1^{er}. Il peut être mis fin au mandat de directeur des opérations avant l'expiration du terme en cours dans l'intérêt du service. En ce cas, la direction générale établit au préalable un rapport motivé qui est notifié à l'intéressé.

Dans le mois de la notification du rapport, l'intéressé est entendu par la direction générale. En cas d'urgence, ce délai est réduit à dix jours ouvrables. L'intéressé peut se faire assister de la personne de son choix. Il est dressé procès-verbal de l'audition.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables qui suivent l'audition, la direction générale, si elle estime que le mandat doit prendre fin prématurément dans l'intérêt du service, notifie à l'intéressé une proposition motivée de fin de désignation.

3° de gemandateerde directeur van de operaties die de hernieuwing van zijn mandaat niet heeft gevraagd of wiens tweede mandaat ten einde loopt, of, bij afwezigheid, de commissaris-generaal die de functies van directeur van de operaties heeft uitgeoefend of een ere-commissaris -generaal;

4° twee deskundigen van de ondersteuningscel, in het bijzonder op het gebied van management en operationele strategie;

5° een lid van de wetenschappelijke raad van de dienst vorming en ontwikkeling omwille van zijn deskundigheid op het vlak van de inlichtingen;

6° een ambtenaar van SELOR- Selectiebureau van de Federale Overheid, aangewezen door zijn afgevaardigd bestuurder;

7° De Minister van Justitie stelt tegelijkertijd en onder dezelfde voorwaarden voor elke categorie van effectieve leden een plaatsvervanger aan.

§ 2. De selectiecommissie bedoeld in § 1 is samengesteld met eerbied voor de taalpariteit.

Bij gebrek aan een taalrol, bepaalt de taal van het certificaat of het diploma op het einde van de studies die in aanmerking worden genomen voor de beoordeling van de competenties die nodig zijn voor de taak van deskundige, tot welke taalgroep men behoort.

§ 3. De selectiecommissie kan slechts de proef bedoeld in artikel 116, eerste lid, 2° afnemen en delibereren voor zover de meerderheid van de leden aanwezig is en de taalpariteit gerespecteerd is.

Art. 119. Aan het einde van de selectie worden de geschikte kandidaten ingedeeld in groep A en de ongeschikte kandidaten in groep B. Deze indeling wordt gemotiveerd.

De selectiecommissie stelt een gemotiveerde rangschikking op van de kandidaten van groep A.

Art. 120. Enkel de leden van de selectiecommissie die de selectie van de kandidaten hebben uitgevoerd, mogen deelnemen aan de deliberatie voor de indeling van de kandidaten in groep A of B met het oog op hun rangschikking in groep A. Geen enkel lid mag zich onthouden.

Een lid van de commissie die in zijn persoon een objectieve reden tot wraking ziet, onthoudt er zich evenwel van om deel te nemen aan de stemming.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 121. De kandidaten worden op de hoogte gebracht van hun inschrijving in groep A of B en van hun rangschikking in groep A.

Art. 122. Het dossier van iedere kandidaat van groep A wordt onderworpen aan het gemotiveerd advies van de directie-generaal; dit advies eindigt met de vermelding « gunstig » of « ongunstig » en wordt ter kennis gebracht van iedere kandidaat.

Binnen de tien werkdagen na deze kennisgeving kan de kandidaat aan dit advies een nota met zijn opmerkingen toevoegen.

De candidaturen, het gemotiveerd advies en eventueel de opmerkingen worden door de administrateur-generaal overgemaakt aan de Minister van Justitie.

Tussen de kandidaten die werden voorgesteld, kan de directie-generaal een gemotiveerde keuze maken. Deze keuze is niet bindend voor de Minister van Justitie.

Indien de Minister van Justitie zich niet kan vinden in de gemotiveerde keuze van de directie-generaal, moet hij zijn voorstel motiveren aangaande dit punt.

Art. 123. § 1. In het belang van de dienst kan het mandaat van de directeur van de operaties voortijdig beëindigd worden. In dat geval stelt de directie-generaal voorafgaandelijk een gemotiveerd verslag op dat ter kennis gebracht wordt van de betrokkene.

Binnen de maand na de kennisgeving van het rapport wordt de betrokkene gehoord door de directie-generaal. Bij hoogdringendheid wordt deze termijn verkort tot tien werkdagen. De betrokkene kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. Er wordt een proces-verbaal opgesteld van het verhoor.

§ 2. Indien de directie-generaal van oordeel is dat het mandaat in het belang van de dienst vroegtijdig moet worden beëindigd, deelt hij binnen de tien werkdagen na het verhoor een gemotiveerd voorstel van einde van de aanwijzing mee aan de betrokkene.

Le directeur des opérations vise la proposition et peut faire valoir ses remarques dans les dix jours ouvrables de sa notification.

La proposition de la direction générale, les remarques y apportées par le directeur des opérations concerné, ainsi que le rapport motivé et le procès-verbal d'audition visés au § 1^{er} sont transmis par l'administrateur général au Ministre de la Justice.

Art. 124. A la fin du mandat et à condition d'avoir exercé au moins un mandat jusqu'à son terme, le directeur des opérations conserve son grade de commissaire général ainsi que l'échelle de traitement A6.

TITRE IV. — La formation

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 125. La formation a pour finalité de permettre à la Sûreté de l'Etat de remplir de manière permanente, efficace, et appropriée les missions qui lui sont confiées.

La formation vise également à ce que la Sûreté de l'Etat, en développant des synergies avec des partenaires, atteigne un niveau d'expertise spécifique au renseignement, soit un pôle de référence national et constitue un partenaire dans la communauté nationale et internationale du renseignement et de la sécurité.

Art. 126. La formation doit répondre de manière intégrée aux besoins de l'organisation ainsi qu'aux besoins de développement professionnel et de carrière des agents.

La formation doit permettre d'acquérir, d'entretenir, d'approfondir et de transférer de manière continue les connaissances, les aptitudes, les techniques et les compétences requises de manière à ce que les agents puissent exercer pleinement leurs rôles et leurs responsabilités au sein de la Sûreté de l'Etat.

La formation doit permettre de s'adapter à temps aux besoins changeants de l'organisation dictés par les impératifs de la recherche du renseignement en anticipant et en répondant aux nouveaux besoins.

La formation doit permettre à chaque agent de développer son trajet de carrière professionnel et faciliter la mobilité au sein de la Sûreté de l'Etat.

Art. 127. La formation repose sur :

- 1° une vision globale de développement des compétences;
- 2° une réflexion sur l'évolution du travail de renseignement;
- 3° une prospection des nouvelles connaissances, aptitudes et techniques;
- 4° une évaluation constante de la pertinence des formations et de leur plus-value;
- 5° une valorisation des formations suivies par les agents.

CHAPITRE II. — Types de formation

Art. 128. La formation porte au moins sur :

- 1° des éléments légaux et réglementaires;
- 2° des connaissances théoriques;
- 3° l'utilisation de techniques et d'apprentissages tactiques;
- 4° des éléments comportementaux et relationnels.

Art. 129. § 1^{er}. Les types de formation se répartissent comme suit :

1° la formation de base obligatoire dans le cadre du stage, de l'affectation ou de la réaffectation; elle a pour objet de faire acquérir les compétences théoriques, les savoir-faire pratiques et les valeurs spécifiques et d'intégrer les nouveaux agents dans la culture d'un service de renseignement;

2° la formation continuée qui comprend :

a) la formation continuée obligatoire qui vise à approfondir la formation de base en réponse aux nécessités collectives et individuelles;

b) la formation barémique liée à la progression dans la carrière et qui vise à permettre à chaque agent de développer son trajet de carrière et d'atteindre dans les conditions fixées par le présent arrêté une échelle de traitement supérieure; dans ce cadre, les formations agréées et réussies sont valorisées par les allocations de valorisation;

c) la formation fonctionnelle liée au développement de l'organisation et rendue nécessaire par des modifications techniques ou structurelles; celle-ci comprend l'expertise pointue et la gestion, l'appui à l'exercice

De directeur van de operaties tekent het voorstel voor gezien en kan zijn opmerkingen meedelen binnen de tien werkdagen na de kennisgeving.

Het voorstel van de directie-generaal, de opmerkingen hierover van de betrokken directeur van de operaties, het gemotiveerd rapport en het proces-verbaal van het verhoor bedoeld in § 1, worden door de administrateur-generaal overgemaakt aan de Minister van Justitie.

Art. 124. Bij de beëindiging van zijn mandaat behoudt de directeur van de operaties zijn graad van commissaris-generaal en de weddenschaal A6.

TITEL IV. — De vorming

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 125. De vorming is erop gericht de Veiligheid van de Staat in de mogelijkheid te stellen om op permanente, efficiënte, en aangepaste wijze de haar toevertrouwde opdrachten te vervullen.

De vorming beoogt eveneens dat de Veiligheid van de Staat, door nauwe samenwerking met andere partners tot stand te brengen, een niveau van specifieke deskundigheid met betrekking tot het inlichtingenwerk bereikt, een nationaal referentiepunt wordt en een partner in de nationale en internationale inlichtingen - en veiligheidsgemeenschap is.

Art. 126. De vorming moet op geïntegreerde wijze tegemoetkomen aan de behoeften van de organisatie en aan deze van een professionele ontwikkeling en loopbaan van de ambtenaren.

De vorming moet de ambtenaren in staat stellen om voortdurend de vereiste kennis, vaardigheden, technieken en competenties te verwerven, te onderhouden, te verdiepen en aan anderen over te dragen zodat zij hun functies en verantwoordelijkheden binnen de Veiligheid van de Staat ten volle kunnen uitoefenen.

De vorming moet toelaten zich tijdig en in functie van de noodwendigheden van het inlichtingenwerk, aan te passen aan de wijzigende behoeften van de organisatie, door te anticiperen en tegemoet te komen aan nieuwe noden.

Door vorming moet elke ambtenaar zijn professionele loopbaantraject kunnen ontwikkelen en moet de mobiliteit binnen de Veiligheid van de Staat vergemakkelijkt worden.

Art. 127. De vorming is gebaseerd op :

- 1° een globale visie over de ontwikkeling van de competenties;
- 2° een reflectie over de evolutie van het inlichtingenwerk;
- 3° een zoektocht naar nieuwe kennis, vaardigheden en technieken;
- 4° een constante evaluatie van de relevantie van de vormen en hun meerwaarde;
- 5° een valorisatie van de door de ambtenaren gevolgde vormen.

HOOFDSTUK II. — Soorten vormen

Art. 128. De vorming moet minstens volgende onderwerpen behandelen :

- 1° de wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 2° de theoretische kennis;
- 3° het gebruik van technieken en tactische scholing;
- 4° gedragsmatige en relationele elementen.

Art. 129. § 1 De vorming bestaat uit volgende delen :

1° de verplichte basisvorming in het kader van de stage, de affectatie of de re-affectatie; deze vorming is erop gericht theoretische competenties, praktische know-how en specifieke waarden bij te brengen en nieuwe ambtenaren te integreren in de cultuur van een inlichtingen-dienst;

2° de voortgezette vorming bestaat uit :

a) de verplichte voortgezette vorming die, in functie van de collectieve en individuele behoeften, de basisvorming verder verdiept;

b) de baremieke vorming die verbonden is aan het verloop van de loopbaan en die iedere ambtenaar in de mogelijkheid moet stellen om zijn loopbaantraject te ontwikkelen en om, in de door dit besluit bepaalde voorwaarden, een hogere weddenschaal te bereiken; in dat verband worden de erkende vormen waarvoor men geslaagd is, gevaloriseerd met een waarderingstoelage;

c) de functionele vorming die kadert in de ontwikkeling van de organisatie en noodzakelijk wordt gemaakt door technische en structurele wijzigingen; deze bevat de specifieke deskundigheid en het

de la fonction ainsi que la préparation des épreuves de carrière;

d) la formation à l'initiative de l'agent et présentant un intérêt reconnu pour le service;

e) le transfert des connaissances qui vise à communiquer les savoirs acquis dans la pratique quotidienne.

§ 2 L'intérêt du service tel que défini à l'article 16, alinéa 1^{er}, 2^o peut être invoqué pour différer les formations visées au § 1^{er}, 2^o c) et d).

CHAPITRE III. — Organisation de la formation

Section 1^{re}. — Formation continuée agréée

Art. 130. Pour être autorisée, toute formation visée à l'article 129, § 1^{er}, 2^o, b), c), et d), non organisée par le service de formation doit présenter un lien avec les domaines d'activité et les méthodes de travail de la Sûreté de l'Etat.

La réalité du lien est établie par l'introduction d'un dossier soumis à l'agrément et la motivation de la demande.

Les périodes de participation aux activités de formation autorisées sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Art. 131. Tout agent ayant suivi une formation autorisée en fait un rapport à l'organisation en vue d'un transfert des connaissances.

L'absence de rapport ou l'abandon volontaire non justifié de la formation entraîne le remboursement des frais de formation ou, s'il n'y a pas de frais de formation, le refus d'une demande ultérieure de formation pendant un délai de deux ans.

Le non-remboursement des frais de formation entraîne le refus de toute demande de formation ultérieure pendant un délai de cinq ans.

Section 2. — Dispense pour formation

Art. 132. 132. L'agent engagé dans une formation continuée barémique ou fonctionnelle autorisée obtient d'office une dispense pour formation.

L'agent engagé à son initiative dans une formation continuée peut obtenir une dispense pour formation. L'octroi de la dispense pour formation est décidé par la direction générale sur la base du dossier introduit au service de formation et de développement.

Le volume horaire de la dispense pour formation est fixé par le Ministre de la Justice.

Art. 133. La dispense pour formation couvre les heures de formation suivies pendant et en dehors des heures de service, le temps de déplacement, les travaux pratiques, les jours d'examen et de défense de mémoire.

Art. 134. Le volume horaire de la dispense pour formation à l'initiative de l'agent est modulé selon un coefficient déterminé en fonction du régime de temps de travail de l'agent qui introduit la demande de formation.

Art. 135. Toute formation fait l'objet d'un contrôle d'inscription sur la base d'une attestation d'inscription et d'un contrôle d'assiduité sur la base d'une attestation d'assiduité déterminée par le Ministre de la Justice.

Si l'attestation d'assiduité fait apparaître que l'agent ne suit pas, régulièrement, sans raison légitime, la formation pour laquelle il a obtenu une dispense pour formation, le droit à cette dispense peut être suspendu et le remboursement des frais liés à la formation exigé.

Art. 136. Les heures effectives consacrées à la formation en dehors des heures de service, pendant les jours non ouvrables en Belgique comme à l'étranger, sont considérées comme temps de travail.

Elles ne sont pas rétribuées en prestations exceptionnelles ou allocations pour prestations irrégulières selon le régime pécuniaire défini par le présent arrêté.

Section 3. — Frais de formation.

Art. 137. Les frais d'inscription et les frais didactiques sont pris en charge par la Sûreté de l'Etat sur la base d'un dossier et dans les limites d'un montant fixé par le Ministre de la Justice.

Les frais de séjour et de parcours sont remboursés aux conditions établies par la réglementation en vigueur pour le personnel des services publics fédéraux.

beheer, de ondersteuning van de uitoefening van het ambt alsook de voorbereiding van de loopbaanproeven;

d) de vorming op initiatief van de ambtenaar waarvan het belang voor de dienst erkend is;

e) de overdracht van de in de dagdagelijkse praktijk verworven kennis.

§ 2 Het belang van de dienst zoals gedefinieerd in artikel 16, eerste lid, 2^o, kan worden ingeroepen om de vormingen bedoeld in § 1, 2^o c) en d) uit te stellen.

HOOFDSTUK III. — Organisatie van de vorming

Afdeling 1. — Erkende voortgezette vorming

Art. 130. Een vorming zoals bedoeld in artikel 129 § 1, 2^o b), c), en d), die niet georganiseerd is door de dienst vorming en ontwikkeling, kan slechts goedgekeurd worden, indien ze verband houdt met het werkgebied en de werkwijzen van de Veiligheid van de Staat.

Of er daadwerkelijk een dergelijk verband bestaat, wordt bepaald op basis van een dossier dat ter goedkeuring wordt ingediend en op basis van de motivering van de vraag.

De periodes waarin deelgenomen wordt aan de activiteiten van de toegestane vorming, worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Art. 131. Iedere ambtenaar die een toegestane vorming heeft gevolgd, maakt hiervan een verslag op met het oog op een overdracht van de kennis.

Indien de ambtenaar geen verslag voorlegt of zijn vorming vrijwillig en zonder rechtvaardiging stopzet, moet hij de kosten voor vorming terugbetalen. Indien er geen vormingskosten gemaakt zijn, wordt zijn latere aanvraag voor een vorming gedurende twee jaar geweigerd.

Indien de vormingskosten niet worden terugbetaald, wordt iedere latere aanvraag voor een vorming geweigerd gedurende vijf jaar.

Afdeling 2. — Vrijstelling voor vorming

Art. 132. De ambtenaar die een goedgekeurde voortgezette baremieke of functionele vorming volgt, krijgt ambtshalve een vrijstelling voor vorming.

De ambtenaar die op eigen initiatief een voortgezette vorming volgt, kan vrijstelling voor vorming krijgen. De toekenning van de vrijstelling voor vorming wordt beslist door de directie-generaal op basis van het bij de dienst vorming en ontwikkeling ingediende dossier.

Het aantal uren vrijstelling voor vorming wordt bepaald door de Minister van Justitie.

Art. 133. De vrijstelling voor vorming dekt de uren vorming die tijdens en buiten de diensturen worden gevolgd, evenals de tijd nodig voor verplaatsingen, practica, de dagen voor het afleggen van examens en voor het verdedigen van de verhandeling.

Art. 134. Het aantal uren vrijstelling voor vorming op initiatief van de ambtenaar wordt berekend aan de hand van een coëfficiënt dat wordt vastgesteld in functie van de arbeidstijdregeling van de ambtenaar die de aanvraag voor vorming indient.

Art. 135. Voor elke vorming wordt de inschrijving gecontroleerd aan de hand van een inschrijvingsattest en wordt de aanwezigheid gecontroleerd aan de hand van een aanwezigheidsattest zoals vastgelegd door de Minister van Justitie.

Indien uit het aanwezigheidsattest blijkt dat de ambtenaar de vorming waarvoor hij een vrijstelling voor vorming heeft gekregen, niet regelmatig volgt en dit zonder wettige reden, kan het recht op deze vrijstelling opgeschort worden. Ook kan de terugbetaling van de vormingskosten worden geëist.

Art. 136. De uren vorming die effectief - in België of in het buitenland - hebben plaatsgevonden buiten de diensturen en buiten de werkdagen worden beschouwd als werktijd.

Zij worden niet vergoed met een toelage voor uitzonderlijke prestaties of met een toelage voor onregelmatige prestaties zoals bepaald door het geldelijk statuut van dit besluit.

Afdeling 3. — Vormingskosten

Art. 137. De inschrijvingskosten en de kosten voor didactisch materiaal vallen ten laste van de Veiligheid van de Staat op basis van een dossier en binnen de grenzen van een bedrag dat door de Minister van Justitie wordt bepaald.

De verblijfs- en vervoerskosten worden terugbetaald volgens de voorwaarden van de reglementering die van toepassing is op het personeel van de federale overheidsdiensten.

Pour les formations suivies à l'initiative de l'agent et présentant un intérêt reconnu pour le service, l'intervention du service dans les frais d'inscription et didactiques se limite à deux tiers.

CHAPITRE IV. — Service de formation et de développement

Art. 138. § 1^{er}. La formation est gérée par le Service de formation et de développement de la Sûreté de l'Etat.

Le Service de formation et de développement est placé sous l'autorité de la direction générale.

Son responsable est un membre des services extérieurs, assisté d'un membre des services administratifs, tous deux de niveau A et désignés par le Ministre de la Justice, sur la proposition motivée de la direction générale.

§ 2. Le Service de formation et de développement a pour tâche de :

1° accueillir les nouveaux membres du personnel et veiller à leur intégration;

2° définir et aligner la politique de formation sur les objectifs stratégiques et opérationnels de la Sûreté de l'Etat;

3° développer un cadastre des besoins de formation tant actuels et prévisionnels qu'organisationnels et individuels;

4° définir des trajets de formation pour tous les agents, organiser des actions de formation et évaluer les formations, tant en interne qu'avec des partenaires;

5° assurer le suivi, l'évaluation et la réflexion critique sur le processus global et intégré de la formation;

6° développer une politique de partenariat avec d'autres instances pour mobiliser les ressources extérieures existantes;

7° anticiper par un système de veille les besoins et les technologies en matière de formation;

8° valider les formations suivies et délivrer les certifications;

9° gérer les dossiers individuels de formation du personnel.

Art. 139. § 1^{er}. Il est institué au sein du service de formation et de développement un conseil scientifique permanent et un conseil opérationnel permanent qui ont une compétence d'avis sur les programmes ainsi que de certification des formations.

§ 2. Le conseil opérationnel, dont les membres sont désignés par la direction générale, détermine, en concertation avec les parties prenantes à la formation, les orientations de la formation opérationnelle liées intrinsèquement aux méthodes du renseignement.

Il rend compte directement à la direction générale qui prend les options stratégiques.

Il est composé :

1° du directeur des opérations, qui préside;

2° de responsables du service de formation et de développement;

3° d'un expert de la cellule d'appui;

4° de membre(s) des sections renseignement (collecte et analyse), sécurité, protection, enquêtes de sécurité et des sections d'appui.

§ 3. Le conseil scientifique dont les membres sont désignés par le Ministre de la Justice, sur la proposition de la direction générale, détermine, en concertation avec les parties prenantes à la formation, les autres orientations de la formation.

Il est composé :

1° de l'administrateur général adjoint, qui préside;

2° d'un représentant du Ministre de la Justice;

3° d'un des responsables de la formation du Service Public Fédéral Justice;

4° du directeur des opérations;

5° du fonctionnaire dirigeant de l'Institut de Formation de l'Administration fédérale (IFA) ou son délégué;

6° de quatre professeurs d'université;

7° d'un expert de la cellule d'appui;

8° de responsables du service de formation et de développement.

Voor de vormingen die de ambtenaar op eigen initiatief gevolgd heeft en waarvan het belang voor de dienst erkend werd, is de tussenkomst van de dienst in de inschrijvingskosten en de kosten voor didactisch materiaal beperkt tot twee derden.

HOOFDSTUK IV. — Dienst vorming en ontwikkeling

Art. 138. § 1. De vorming wordt beheerd door de dienst vorming en ontwikkeling van de Veiligheid van de Staat.

De dienst vorming en ontwikkeling valt onder de bevoegdheid van de directie-generaal.

De verantwoordelijke van deze dienst is een lid van de buitendiensten, dat door een lid van de administratieve diensten wordt bijgestaan. Beiden zijn van niveau A en zijn aangewezen door de Minister van Justitie, op gemotiveerd voorstel van de directie-generaal.

§ 2. De dienst vorming en ontwikkeling heeft volgende taken :

1° de nieuwe personeelsleden ontvangen en toezien op hun integratie;

2° het beleid inzake vorming bepalen en in overeenstemming brengen met de strategische en operationele doelstellingen van de Veiligheid van de Staat;

3° een inventaris opstellen van de actuele en de voorziene noden inzake vorming, zowel op organisatorisch als op individueel vlak.

4° vormingstrajecten bepalen voor alle ambtenaren, vormingen organiseren en evaluaties opmaken van zowel de interne vormingen als de vormingen georganiseerd met partners;

5° instaan voor de opvolging, de evaluatie en de kritische reflectie over het globale en geïntegreerde verloop van de vorming;

6° een beleid van partnerships met andere instanties uitbouwen om de bestaande externe mogelijkheden te benutten;

7° via een opvolgsysteem anticiperen op de behoeften en de technologieën inzake vorming;

8° de gevolgde vormingen valideren en de getuigschriften uitreiken;

9° de individuele vormingsdossiers van het personeel beheren.

Art. 139. § 1. Binnen de dienst vorming en ontwikkeling wordt een permanente wetenschappelijke raad en een permanente operationele raad opgericht. Deze raden hebben een adviserende bevoegdheid ten aanzien van de programma's en ten aanzien van de erkenning van de vormingen.

§ 2. De directie-generaal duidt de leden van de operationele raad aan. In overleg met de aan de vorming deelnemende partijen, bepaalt deze raad de beleidslijnen inzake de operationele vorming die intrinsiek verbonden is met de inlichtingenmethodes.

De raad brengt rechtstreeks verslag uit aan de directie-generaal die vervolgens de strategische opties neemt.

Deze raad is samengesteld uit :

1° de directeur van de operaties, voorzitter;

2° verantwoordelijken van de dienst vorming en ontwikkeling;

3° een deskundige van de ondersteuningscel;

4° een lid (leden) van de inlichtingensecties (garing en analyse), veiligheid, protectie, veiligheidsonderzoeken en de ondersteunende secties.

§ 3. De Minister van Justitie duidt, op voorstel van de directie-generaal, de leden van de wetenschappelijke raad aan. In overleg met de aan de vorming deelnemende partijen, bepaalt deze raad de overige beleidslijnen inzake de vorming.

Deze raad is samengesteld uit :

1° de adjunct administrateur-generaal, voorzitter;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van Justitie;

3° een verantwoordelijke voor de vorming van de Federale Overheidsdienst Justitie;

4° de directeur van de operaties;

5° een verantwoordelijke ambtenaar van het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO) of zijn gemachtigde;

6° vier universiteitsprofessoren;

7° een deskundige van de ondersteuningscel;

8° verantwoordelijken van de dienst vorming en ontwikkeling.

§ 4. La direction générale décide, après avis de la cellule d'appui, des orientations de la politique de formation et en réfère aux autorités compétentes compte tenu notamment des dispositions réglementaires et des options stratégiques prises par le Comité ministériel du Renseignement et de la Sécurité.

Art. 140. Sans préjudice des dispositions du présent titre, l'organisation de la formation, les mesures d'encadrement, de mise en œuvre et de contrôle des actions de formation sont fixées par le Ministre de la Justice.

TITRE V. — Encadrement psychologique et social

Art. 141. Il est institué à la Sûreté de l'Etat une équipe d'encadrement psychologique et social, relevant du cadre administratif, placée sous l'autorité directe de la direction générale.

Elle est composée d'au moins un psychologue francophone et un psychologue néerlandophone.

Elle a pour but d'assurer le bien-être des membres du personnel et de leur permettre de fonctionner d'une manière optimale au sein de la Sûreté de l'Etat.

Art. 142. L'équipe d'encadrement psychologique a entre autres pour tâches :

1° d'intervenir lors d'incidents critiques pendant ou à la suite de l'exercice d'une mission ainsi que lors de situations de crise;

2° d'intervenir auprès des membres du personnel ayant des problèmes graves dans la vie privée qui ont une répercussion sur la vie professionnelle;

3° d'intervenir en soutien aux membres du personnel ayant une mission à caractère émotionnellement lourde ou des responsabilités particulièrement stressantes.

Art. 143. L'équipe d'encadrement intervient soit à la demande du membre du personnel lui-même, soit à la demande du chef hiérarchique ou d'un collègue et, dans ce cas, en accord avec le membre du personnel concerné.

Les membres de l'équipe d'encadrement psychologique sont tenus au secret professionnel.

Ils travaillent en dehors de tout dossier du personnel et en garantissant l'anonymat.

Ils ne communiquent en aucun cas à la hiérarchie le contenu des entretiens sauf autorisation écrite du membre du personnel concerné.

Art. 144. Le ministre peut établir des conventions avec des organismes spécialisés pour la mise en œuvre concrète et le suivi de l'encadrement psychologique et social.

TITRE VI. — Evaluation

CHAPITRE I^{er}. — Evaluation des agents non mandatés

Section 1^{re}. — Champ d'application et définitions

Art. 145. Les agents qui ne sont pas désignés pour exercer un mandat et qui sont effectivement en service sont soumis au système d'évaluation selon les modalités décrites dans le présent chapitre.

Art. 146. Pour l'application des dispositions du présent chapitre, l'on entend par :

1° cycle d'évaluation : un processus qui aide l'évaluateur dans ses responsabilités de dirigeant et qui vise à stimuler la communication entre l'évalué et l'évaluateur, à promouvoir les aptitudes professionnelles indispensables à exercer les diverses fonctions des services extérieurs à différents niveaux, à garantir le bon fonctionnement du service et à atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels de la Sûreté de l'Etat;

2° description de fonction : la description, entre autres, de l'objectif de la fonction, les résultats qui y sont liés, les exigences de la fonction et les rôles dans lesquels fonctionne l'agent des services extérieurs;

3° description de fonction générique : la description de fonction applicable à un ensemble d'agents des services extérieurs exerçant la fonction d'assistant de protection, d'inspecteur et de commissaire;

4° description de fonction spécifique : la description de fonction applicable à un agent des services extérieurs;

§ 4. De directie-generaal beslist, na advies van de ondersteuningscel, de beleidslijnen inzake de vorming. Hij brengt verslag uit aan de bevoegde instanties rekening houdende met de reglementaire bepalingen en de strategische keuzes die genomen zijn door het Ministerieel Comité voor Inlichtingen en Veiligheid.

Art. 140. Onverminderd de bepalingen van deze titel, worden de organisatie van de vorming, de omkadering, de uitvoering van en de controle op de vorming bepaald door de Minister van Justitie.

TITEL V. — Psychologische en sociale begeleiding

Art. 141. Binnen de Veiligheid van de Staat wordt een team voor de psychologische en sociale begeleiding opgericht dat deel uitmaakt van het administratief kader en rechtstreeks onder de bevoegdheid van de directie-generaal geplaatst wordt.

Dit team bestaat uit ten minste één Franstalige en één Nederlandstalige psycholoog.

Dit team staat in voor het welzijn van de personeelsleden en moet hen toelaten om op optimale wijze te functioneren binnen de Veiligheid van de Staat.

Art. 142. Het team voor de psychologische begeleiding heeft onder andere als taak :

1° tussen te komen bij kritieke incidenten tijdens of naar aanleiding van de uitvoering van een opdracht en in crisissituaties;

2° tussen te komen bij personeelsleden met ernstige privé-problemen die een weerslag hebben op het professionele leven;

3° hulp te verlenen aan personeelsleden die een emotioneel zware opdracht of bijzonder stresserende verantwoordelijkheden hebben.

Art. 143. Het begeleidingsteam komt tussen ofwel op vraag van het personeelslid zelf, ofwel op vraag van de hiërarchische chef of een collega en in dat geval, met akkoord van het betrokken personeelslid .

De leden van het begeleidingsteam zijn gebonden door het beroepsgeheim.

Zij werken buiten elk personeelsdossier om en garanderen de anonimiteit.

Behalve mits schriftelijke toestemming van het betrokken personeelslid, delen zij in geen geval de inhoud van hun gesprekken mee aan de hiërarchie.

Art. 144. Voor de concrete uitwerking en de opvolging van de psychologische en sociale begeleiding, kan de minister overeenkomsten sluiten met gespecialiseerde instellingen.

TITEL VI. — Evaluatie

HOOFDSTUK I. — Evaluatie van de ambtenaren zonder mandaat

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities

Art. 145. De ambtenaren die niet aangewezen zijn voor de uitoefening van een mandaat en die effectief in dienst zijn, vallen onder het evaluatiesysteem beschreven in dit hoofdstuk.

Art. 146. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk verstaat men onder :

1° evaluatiecyclus : een proces dat de evaluator ondersteunt bij de leidinggevende verantwoordelijkheden en dat gericht is op het stimuleren van de communicatie tussen evaluator en geëvalueerde, op het bevorderen van de beroepsbekwaamheden noodzakelijk voor het uitoefenen van de diverse functies van verschillende niveaus binnen de buitendiensten en op het bereiken van de strategische en operationele doelstellingen van de Veiligheid van de Staat;

2° functiebeschrijving : de beschrijving van, onder meer, het doel van de functie, de resultaatgebieden, de functievereisten en de rollen waarin de ambtenaar van de buitendiensten functioneert;

3° generieke functiebeschrijving : de functiebeschrijving die van toepassing is op het geheel van de ambtenaren van de buitendiensten die de functie uitoefenen van beschermingsassistent, inspecteur en commissaris;

4° specifieke functiebeschrijving : de functiebeschrijving die van toepassing is op een ambtenaar van de buitendiensten;

5° évaluateur : le titulaire d'une fonction dirigeante, à savoir l'administrateur général, l'administrateur général adjoint, le directeur des opérations, le commissaire divisionnaire ou le commissaire, qui a la direction et/ou le contrôle journalier du fonctionnement de l'évalué;

6° évaluation : l'appréciation descriptive du fonctionnement, des compétences et des aptitudes professionnelles de l'agent des services extérieurs;

7° objectifs de l'organisation : les objectifs et plans formulés aux différents niveaux de direction de la Sûreté de l'Etat.

Section 2. — Le cycle d'évaluation

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 147. La période d'évaluation est de deux ans, sauf pour les inspecteurs B2 et les commissaires A2 pour lesquels la période d'évaluation est d'un an.

Les assistants de protection font l'objet d'une évaluation annuelle pendant les trois années qui suivent leur nomination.

Art. 148. La direction générale fixe les modalités pratiques de l'organisation du cycle d'évaluation pour les agents des services extérieurs.

Sous-section 2. — Les rôles de l'évaluateur et de l'évalué

Art. 149. Le cycle d'évaluation est géré par un évaluateur.

L'évaluateur du titulaire d'une fonction dirigeante est le titulaire de la fonction dirigeante directement supérieure.

L'évaluateur des agents qui ne sont pas titulaires d'une fonction dirigeante, est soit le commissaire divisionnaire, soit le commissaire titulaire de la fonction dirigeante la plus proche dans la structure hiérarchique des évalués.

Chaque évaluateur doit suivre une formation liée au processus d'évaluation.

Section 3. — Le déroulement du cycle d'évaluation

Sous-section 1^{re}. — Description de fonction et objectifs

Art. 150. Lors de la nomination à titre définitif et lors de la prise d'une nouvelle fonction, l'évaluateur invite l'évalué à un entretien de fonction au cours duquel est fixée la description de fonction afférente à la fonction à exercer.

Art. 151. L'évaluateur détermine au moment de l'entretien de planning, sur la base du contenu de la fonction de l'évalué, s'il est opportun de formuler des objectifs de prestation.

Ces objectifs cadrent avec les objectifs d'organisation des services extérieurs.

Le cas échéant, l'évalué et l'évaluateur discutent, au début de chaque période d'évaluation, des objectifs de prestation et/ou des objectifs de développement personnel pour la période d'évaluation à venir et déterminent ces objectifs.

Sous-section 2. — Accompagnement et communication

Art. 152. Pendant la période d'évaluation, l'entretien de fonctionnement a lieu entre l'évalué et l'évaluateur, à la demande de l'agent ou de son supérieur hiérarchique.

Durant l'entretien de fonctionnement peuvent être exposés :

1° les problèmes relatifs au fonctionnement de l'évalué et les solutions à y apporter;

2° les problèmes qui entravent la réalisation des objectifs convenus et qui concernent aussi bien l'organisation et le fonctionnement du service, l'accompagnement par le chef hiérarchique ainsi que tout facteur externe;

3° le développement de l'agent au sein de sa fonction actuelle;

4° les perspectives et aspirations de carrière de l'agent et le développement de compétences qui sont souhaitables à cette fin.

A l'occasion de cet entretien, des objectifs axés sur le développement peuvent être formulés et des adaptations peuvent être apportées aux objectifs de prestation convenus.

5° evaluator : de titularis van een leidinggevende functie, te weten de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal, de directeur van de operaties, de afdelingscommissaris of de commissaris die de dagelijkse leiding en/of controle heeft over het functioneren van de geëvalueerde;

6° evaluatie : het beschrijvend beoordelen van het functioneren, van de competenties en de beroepsbekwaamheden van de ambtenaar van de buitendiensten;

7° organisatiedoelstellingen : de doelstellingen en plannen die op de verschillende niveaus van de directie van de Veiligheid van de Staat geformuleerd worden.

Afdeling 2. — Evaluatiecyclus

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 147. De evaluatieperiode bedraagt twee jaar, behalve voor de inspecteurs B2 en de commissarissen A2 voor wie de evaluatieperiode een jaar bedraagt.

De beschermingsassistenten worden jaarlijks geëvalueerd gedurende de drie jaren die volgen op hun benoeming.

Art. 148. De directie-generaal bepaalt de praktische regels betreffende de organisatie van de evaluatiecyclus voor de ambtenaren van de buitendiensten.

Onderafdeling 2. — De rollen van de evaluator en van de geëvalueerde

Art. 149. De evaluatiecyclus wordt beheerd door een evaluator.

De titularis van een leidinggevende functie wordt geëvalueerd door de titularis van de leidinggevende functie die onmiddellijk hoger staat.

De ambtenaren die geen titularis zijn van een leidinggevende functie, worden geëvalueerd ofwel door de afdelingscommissaris, ofwel door de commissaris die titularis is van de leidinggevende functie en die in de hiërarchische structuur het dichtst aanleunt bij de geëvalueerde.

Iedere evaluator moet de nodige vorming inzake het verloop van de evaluatie volgen.

Afdeling 3. — Het verloop van de evaluatiecyclus

Onderafdeling 1. — Functiebeschrijving en doelstellingen

Art. 150. Bij de benoeming in vast verband of bij het opnemen van een nieuwe functie nodigt de evaluator de geëvalueerde uit voor een functiegesprek waarbij de functiebeschrijving, horende bij de uit te oefenen functie, wordt vastgesteld.

Art. 151. Ter gelegenheid van het planningsgesprek bepaalt de evaluator op basis van de functie-inhoud van de geëvalueerde of het opportuun is om prestatiedoelstellingen te formuleren.

Deze doelstellingen kaderen in de organisatiedoelstellingen van de buitendiensten.

Desgevallend bespreken de geëvalueerde en de evaluator bij het begin van elke evaluatieperiode de prestatiedoelstellingen en/of persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen voor de komende evaluatieperiode en worden deze doelstellingen vastgesteld.

Onderafdeling 2. — Begeleiding en communicatie

Art. 152. In de loop van de evaluatieperiode vindt een functioneringsgesprek plaats tussen de geëvalueerde en de evaluator op vraag van de ambtenaar of van zijn hiërarchische meerdere.

In een functioneringsgesprek kunnen aan bod komen :

1° knelpunten in verband met het functioneren van de geëvalueerde en de oplossingen hiervoor;

2° knelpunten die het bereiken van de afgesproken doelstellingen bemoeilijken en die betrekking hebben zowel op de organisatie en het functioneren van de dienst, de begeleiding van de hiërarchische chef, als op externe factoren;

3° de ontwikkeling van de ambtenaar binnen de huidige functie;

4° de loopbaanperspectieven en de carrièrevorwachtingen van de ambtenaar en de ontwikkeling van de competenties die hiervoor wenselijk zijn.

Ter gelegenheid van dit gesprek kunnen ontwikkelingsgerichte doelstellingen worden geformuleerd en bijsturingen worden aangebracht aan de afgesproken prestatiedoelstellingen.

Sous-section 3. — Evaluation

Art. 153. L'évaluation se réalise sur base des critères suivants :

- 1° la description de fonction;
- 2° les éléments complémentaires issus de l'entretien de planning;
- 3° le cas échéant, les objectifs de prestation et de développement personnel.

Art. 154. En préparation à l'entretien d'évaluation, l'évalué fait un rapport d'activités.

Art. 155. A la fin de la période d'évaluation, l'évaluateur invite l'évalué à un entretien d'évaluation au cours duquel est établi un bilan du fonctionnement de l'évalué et de la mesure dans laquelle les objectifs fixés ont été atteints.

Ce bilan fait l'objet d'un rapport d'évaluation descriptive.

Le rapport d'évaluation descriptive est transmis par l'évaluateur à l'évalué dans les quinze jours de l'entretien d'évaluation.

Si l'évaluation arrive à la conclusion qu'une mention « insuffisant » s'impose, un nouvel entretien est organisé entre l'évaluateur, l'évalué et le chef hiérarchique de l'évaluateur.

Dans les quinze jours à dater de la réception du rapport d'évaluation, l'évalué y ajoute ses remarques éventuelles et remet le rapport à l'évaluateur.

Chaque évaluateur apprécie, lors de son rapport d'activités, ses capacités de gestion parmi lesquelles figurent sa manière d'évaluer et la qualité des évaluations qu'il a réalisées.

Section 4. — Le dossier d'évaluation

Art. 156. Le dossier d'évaluation individuel comporte :

- 1° une fiche d'identification avec données d'identité, grade et désignation;
- 2° la description de fonction générique ou, le cas échéant, spécifique, et les éléments de l'entretien de planning;
- 3° le cas échéant, les objectifs de prestation convenus;
- 4° les rapports des entretiens de fonctionnement et les rapports d'activités;
- 5° les documents dont l'évalué a demandé l'insertion;
- 6° les rapports d'évaluation descriptive;
- 7° le cas échéant, les avis remis par les autorités auprès desquelles l'agent est détaché ou en mission.

Art. 157. Le dossier d'évaluation de l'évalué est, à tout moment, à la disposition de l'agent, de l'évaluateur et de l'agent qui a la direction ou le contrôle journalier sur le fonctionnement de l'évaluateur.

Section 5. — Rapport d'évaluation avec mention « insuffisant »

Sous-section 1^{re}. — Attribution de la mention « insuffisant »

Art. 158. Le rapport d'évaluation ne comporte pas de mention, sauf dans le cas où l'évaluateur estime que l'évalué mérite la mention « insuffisant ».

Art. 159. Un rapport d'évaluation ne peut contenir une mention « insuffisant » qu'en raison d'un fonctionnement de l'évalué manifestement inférieur au niveau attendu.

La mention « insuffisant » est motivée dans le rapport d'évaluation relatif à la période d'évaluation écoulée.

Un rapport d'évaluation qui se conclut par une mention « insuffisant » est signé par l'évaluateur et le chef hiérarchique de ce dernier.

Sous-section 2. — Conséquences pour la carrière.

Art. 160. La première mention « insuffisant » consiste pour l'agent des services extérieurs en un avertissement et une invitation à mieux fonctionner.

L'évaluateur et son chef hiérarchique peuvent proposer à la direction générale de réaffecter l'évalué au sein des services extérieurs; l'évalué en est avisé.

La direction générale détermine la durée de la période d'évaluation qui suit l'attribution de la mention « insuffisant »; cette durée est de six mois au moins.

Onderafdeling 3. — Evaluatie

Art. 153. De evaluatie vindt plaats op grond van volgende criteria :

- 1° de functiebeschrijving;
- 2° de bijkomende elementen uit het planningsgesprek;
- 3° desgevallend, de prestatiedoelstellingen en de persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen.

Art. 154. Als voorbereiding op het evaluatiegesprek maakt de geëvalueerde een activiteitenrapport.

Art. 155. Na afloop van de evaluatieperiode nodigt de evaluator de geëvalueerde uit voor een evaluatiegesprek, waarbij een balans wordt opgemaakt van het functioneren van de geëvalueerde en van de mate waarin de doelstellingen werden bereikt.

Deze balans maakt het voorwerp uit van een beschrijvend evaluatieverslag.

Dit beschrijvende evaluatieverslag wordt door de evaluator binnen vijftien kalenderdagen na het evaluatiegesprek aan de geëvalueerde bezorgd.

Indien de evaluatie een vermelding « onvoldoende » vereist, wordt een nieuw onderhoud georganiseerd tussen de evaluator, de geëvalueerde en de hiërarchische chef van de evaluator.

Binnen vijftien kalenderdagen na ontvangst van het evaluatieverslag voegt de geëvalueerde zijn eventuele opmerkingen toe en bezorgt hij het terug aan de evaluator.

Elke evaluator beoordeelt in zijn activiteitenrapport, zijn leidinggevende vaardigheden waarvan zijn wijze van evalueren en de kwaliteit van de door hem opgemaakte evaluaties een onderdeel zijn.

Afdeling 4. — Het evaluatiedossier

Art. 156. Het individuele evaluatiedossier bevat :

- 1° de identificatiefiche met identiteitsgegevens, graad en aanwijzing;
- 2° de generieke, desgevallend de specifieke functiebeschrijving en de elementen uit het planningsgesprek;
- 3° desgevallend de afgesproken prestatiedoelstellingen;
- 4° de verslagen van de functioneringsgesprekken en de activiteitenverslagen;
- 5° de door de geëvalueerde op zijn verzoek toegevoegde documenten;
- 6° de beschrijvende evaluatieverslagen;
- 7° desgevallend, de adviezen die overgemaakt werden door de overheid waarbij de ambtenaar werd gedetacheerd of in opdracht is.

Art. 157. Het evaluatiedossier van de geëvalueerde is ten allen tijde ter beschikking van de ambtenaar, van de evaluator en van de ambtenaar die de dagelijkse leiding of toezicht heeft over het functioneren van de evaluator.

Afdeling . — Evaluatieverslag met de vermelding « onvoldoende »

Onderafdeling 1. — Toekenning van de vermelding « onvoldoende »

Art. 158. Het evaluatieverslag bevat geen vermelding, behalve indien de evaluator oordeelt dat de geëvalueerde de vermelding « onvoldoende » verdient.

Art. 159. Een evaluatieverslag kan slechts een vermelding « onvoldoende » vermelden wegens manifest ondermaats functioneren van de geëvalueerde.

De vermelding « onvoldoende » wordt gemotiveerd in het evaluatieverslag over de voorbije evaluatieperiode.

Een evaluatieverslag dat afgesloten wordt met een vermelding « onvoldoende » wordt ondertekend door de evaluator en diens hiërarchische chef.

Onderafdeling 2. — Gevolgen voor de loopbaan

Art. 160. De eerste vermelding « onvoldoende » is voor de ambtenaar van de buitendiensten een waarschuwing en een uitnodiging tot beter functioneren.

De evaluator en zijn hiërarchische chef kunnen aan de directie-generaal voorstellen om de geëvalueerde over te plaatsen binnen de buitendiensten; de geëvalueerde wordt hiervan verwittigd.

De directie-generaal bepaalt de duur van de evaluatieperiode die volgt op de toekenning van de vermelding « onvoldoende »; deze periode duurt ten minste zes maanden.

Art. 161. Une mention «insuffisant» retarde l'octroi d'une promotion.

En outre, l'allocation de valorisation est réduite dans le cas où le rapport d'évaluation dans l'année précédant le paiement de l'allocation se conclut par la mention «insuffisant».

Deux mentions «insuffisant» définitives successives donnent lieu à une proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle soumise à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination.

Art. 162. L'agent a la faculté de saisir, dans les quinze jours calendrier qui suivent la notification d'une mention «insuffisant», par un envoi recommandé, la chambre de recours instituée au chapitre III du titre VIII de la première partie du présent arrêté. Le recours est suspensif.

Art. 163. Le licenciement pour inaptitude professionnelle est prononcé par l'autorité qui a le pouvoir de nomination.

Art. 164. Une indemnité de départ est accordée à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle. Cette indemnité est égale à douze fois la dernière rémunération mensuelle de l'agent si celui-ci compte au moins vingt années de service, à huit fois ou à six fois cette rémunération selon que l'agent compte dix ans de service ou moins de dix ans de service.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par «rémunération», tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

La rémunération à prendre en considération est celle qui est due pour des prestations complètes, en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

CHAPITRE II. — Evaluation des agents sous mandat

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 165. Le présent chapitre est applicable aux agents désignés pour exercer le mandat de directeur des opérations et de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière. Ils sont dénommés ci-après «agents sous mandat».

Section 2. — Cycle d'évaluation

Sous-section 1^{re}. — Durée du cycle d'évaluation

Art. 166. Les agents sous mandat sont évalués à deux reprises. Le premier cycle a une durée de trente mois et est sanctionné par une évaluation dénommée évaluation intermédiaire. Le second cycle se clôture six mois avant la fin du mandat et se conclut par une évaluation finale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un entretien d'évaluation peut avoir lieu en dehors des termes prévus à la demande de la direction générale.

Sous-section 2. — Objet de l'évaluation

Art. 167. Les évaluations se font sur la base d'un rapport établi par l'agent sous mandat portant sur :

- 1° la réalisation des objectifs définis dans la lettre de mission visée à l'article 104;
- 2° la manière dont ces objectifs ont ou n'ont pas été atteints;
- 3° la contribution personnelle de l'agent sous mandat à la réalisation de ces objectifs;
- 4° les efforts consentis en termes de développement des compétences.

Sous-section 3. — Des acteurs de l'évaluation.

Art. 168. L'évaluation du directeur des opérations est réalisée par la direction générale.

L'évaluation du commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière est réalisée par le directeur des opérations et la direction générale.

Sous-section 4. — Déroulement du cycle d'évaluation

Art. 169. Les agents sous mandat sont invités à mi-mandat et à la fin du mandat à un entretien d'évaluation sur la base du rapport qu'ils ont rédigé.

Art. 170. Au cours de chaque cycle d'évaluation, des entretiens de fonctionnement ont lieu, à l'initiative de l'agent sous mandat ou de l'un des évaluateurs, chaque fois que la nécessité s'en fait sentir.

Art. 161. Een vermelding «onvoldoende» vertraagt het toekennen van een bevordering.

Bovendien wordt de waarderingstoelage verminderd wanneer in het evaluatieverslag betreffende het jaar dat voorafgaat aan de uitbetaling van de toelage, «onvoldoende» wordt vermeld.

Twee definitieve opeenvolgende vermeldingen «onvoldoende» hebben tot gevolg dat een voorstel tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid wordt voorgelegd aan de benoemende overheid.

Art. 162. Binnen de vijftien kalenderdagen na de kennisgeving van een vermelding «onvoldoende» kan de ambtenaar per aangetekende brief, beroep instellen bij de raad van beroep opgericht in hoofdstuk III van titel VIII van het eerste deel van dit besluit. Het beroep is opschortend.

Art. 163. Tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid wordt besloten door de benoemende overheid.

Art. 164. Aan de ambtenaar die wegens beroepsongeschiktheid ontslagen is, wordt een vergoeding wegens ontslag toegekend. Deze vergoeding is gelijk aan twaalf maal de laatste maandbezoldiging van de ambtenaar indien hij ten minste twintig jaar dienst heeft, en aan acht maal of zes maal deze bezoldiging naargelang de ambtenaar tien jaar of minder dan tien jaar dienst heeft.

Voor de toepassing van dit artikel moet onder «bezoldiging» worden verstaan elke wedde of loon, of elke vergoeding ter vervanging van een wedde of loon, met inbegrip van verhogingen of verminderingen als gevolg van schommelingen van de index van de consumptieprijsen.

De bezoldiging die in aanmerking genomen moet worden is deze die verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de hard- of standplaatstoelage en die rekening houdt met de verhogingen of verminderingen als gevolg van schommelingen van de index van de consumptieprijsen.

HOOFDSTUK II. — Evaluatie van de ambtenaren onder mandaat

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 165. Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die zijn aangewezen voor de uitoefening van het mandaat van directeur van de operaties en afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid. Zij worden hierna «ambtenaren onder mandaat» genoemd.

Afdeling 2. — Evaluatiecyclus

Onderafdeling 1. — Duur van de evaluatiecyclus

Art. 166. De ambtenaren onder mandaat worden twee maal geëvalueerd. De eerste cyclus duurt dertig maanden en wordt afgesloten met een zogenaamde tussentijdse evaluatie. De tweede cyclus wordt afgesloten zes maanden voor het einde van het mandaat met een eindevaluatie.

In afwijking van het eerste lid van dit artikel, kan een evaluatiegesprek plaatsvinden buiten de vastgestelde termijnen op vraag van de directie-generaal.

Onderafdeling 2. — Voorwerp van de evaluatie

Art. 167. De evaluaties gebeuren op basis van een rapport dat wordt opgesteld door de ambtenaar onder mandaat en handelt over :

- 1° de verwezenlijking van de doelstellingen zoals omschreven in de opdrachtbrief bedoeld in artikel 104;
- 2° de wijze waarop de doelstellingen al dan niet bereikt zijn;
- 3° de persoonlijke bijdrage van de ambtenaar onder mandaat aan de verwezenlijking van deze doelstellingen;
- 4° de geleverde inspanningen op het vlak van de ontwikkeling van de competenties.

Onderafdeling 3. — De personen die een rol spelen bij de evaluatie.

Art. 168. De directeur van de operaties wordt geëvalueerd door de directie-generaal.

De afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid wordt geëvalueerd door de directeur van de operaties en de directie-generaal.

Onderafdeling 4. — Verloop van de evaluatiecyclus

Art. 169. De ambtenaren onder mandaat worden in de helft en op het einde van hun mandaat uitgenodigd voor een evaluatiegesprek op basis van het rapport dat ze hebben opgesteld.

Art. 170. Op initiatief van de ambtenaar onder mandaat of één van zijn evaluatoren, worden tijdens iedere evaluatiecyclus functioneringsgesprekken gehouden telkens dit nodig blijkt.

Art. 171. § 1^{er}. A l'issue de l'entretien d'évaluation, l'évaluateur rédige un rapport d'évaluation descriptif qui est transmis à l'agent, contre récépissé, dans les vingt jours calendriers qui suivent l'entretien d'évaluation.

§ 2. Lors de l'évaluation en cours de mandat, le rapport d'évaluation ne comporte pas de mention, sauf dans le cas où les évaluateurs estiment que l'agent sous mandat mérite la mention « insuffisant ».

§ 3. L'évaluation finale se clôture par la mention « insuffisant » ou « bon ».

§ 4. L'évaluation en cours et en fin de mandat donnent lieu à la mention « insuffisant » lorsqu'il ressort de l'évaluation que le fonctionnement de l'agent sous mandat est inférieur au niveau attendu ou que les objectifs définis dans la lettre de mission visée à l'article 104 n'ont pas été atteints ou que la manière d'atteindre ces objectifs n'a pas été optimale ou que la contribution personnelle de l'agent sous mandat à l'atteinte de ces objectifs est faible.

§ 5. L'évaluation en fin de mandat donne lieu à la mention « bon » lorsqu'il ressort de l'évaluation que les objectifs fixés ont été réalisés de manière correcte et que la contribution personnelle de l'agent sous mandat est positive.

§ 6. L'évaluation finale de l'agent sous mandat est étayée par les rapports d'évaluation descriptifs relatifs à la période écoulée pour l'évaluation à mi-mandat et à la période totale du mandat pour l'évaluation en fin de mandat.

Sous-section 5. — Dossier d'évaluation

Art. 172. Le dossier d'évaluation de l'agent sous mandat se compose des éléments suivants :

1° une fiche d'identification avec les données personnelles et l'arrêté de désignation;

2° la description de la fonction;

3° la lettre de mission visée à l'article 104 ainsi que les adaptations successives qui y ont été apportées;

4° les rapports établis par les intéressés à mi-mandat et à la fin du mandat;

5° les rapports d'évaluation établis par les évaluateurs.

L'agent sous mandat peut faire ajouter des documents dans son dossier d'évaluation.

Art. 173. L'accès au dossier d'évaluation est autorisé, à tout moment, à l'agent sous mandat et aux évaluateurs. L'agent sous mandat peut en prendre copie.

TITRE VII. — Les positions administratives

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 174. L'agent se trouve dans une des positions suivantes

1° en activité de service

2° en non-activité

3° en disponibilité.

Art. 175. Pour la détermination de sa position administrative, l'agent est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

CHAPITRE II. — L'activité de service

Art. 176. Sauf disposition formelle contraire, l'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à la promotion.

Art. 177. La suppression de l'emploi occupé par l'agent ne peut donner lieu à la perte de la qualité d'agent de l'Etat ou au licenciement.

L'agent réaffecté se trouve dans la position administrative d'activité de service.

CHAPITRE III. — La non-activité de service

Art. 178. Sauf disposition formelle contraire, l'agent qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement qu'aux conditions et dans les cas expressément prévus.

Art. 171. § 1. Na het evaluatiegesprek stelt de evaluator een beschrijvend evaluatierapport op dat binnen twintig kalenderdagen na het gesprek tegen ontvangstbewijs wordt overgemaakt aan de ambtenaar.

§ 2. Het evaluatieverslag van de tussentijdse evaluatie bevat geen vermelding, behalve indien de evaluator van mening is dat de ambtenaar onder mandaat de vermelding « onvoldoende » verdient.

§ 3. De eindevaluatie wordt afgesloten met de vermelding « onvoldoende » of « goed ».

§ 4. De vermelding « onvoldoende » bij de tussentijdse en de eindevaluatie wordt slechts gegeven indien uit de evaluatie blijkt dat de ambtenaar ondermaats functioneert of de doelstellingen vastgelegd in de opdrachtbrief bedoeld in artikel 104, niet bereikt zijn of de doelstellingen niet op optimale wijze bereikt zijn of de ambtenaar onder mandaat slechts een zwakke persoonlijke bijdrage voor het bereiken van de doelstellingen geleverd heeft.

§ 5. De eindevaluatie « goed » wordt vermeld wanneer uit de evaluatie blijkt dat de doelstellingen op correcte wijze verwezenlijkt zijn en dat de persoonlijke bijdrage van de ambtenaar onder mandaat positief is.

§ 6. De eindevaluatie van de ambtenaar onder mandaat wordt onderbouwd in de beschrijvende evaluatieverslagen over de voorbije periode voor de tussentijdse evaluatie en de hele duur van het mandaat voor de eindevaluatie.

Onderafdeling 5. — Evaluatiedossier

Art. 172. Het evaluatiedossier van de ambtenaar onder mandaat bevat volgende gegevens :

1° een identificatiefiche met persoonsgegevens en het aanwijzingsbesluit;

2° de functiebeschrijving;

3° de opdrachtbrief bedoeld in artikel 104 en de opeenvolgende wijzigingen die hieraan werden aangebracht;

4° de verslagen die de betrokken personen tussentijds en op het einde van het mandaat hebben opgesteld;

5° de evaluatieverslagen opgesteld door de evaluatoren.

De ambtenaar onder mandaat kan documenten aan zijn evaluatiedossier laten toevoegen.

Art. 173. De ambtenaar onder mandaat en de evaluatoren hebben ten allen tijde toegang tot het evaluatiedossier. De ambtenaar onder mandaat kan er een kopie van nemen.

TITEL VII. — De administratieve standen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 174. De ambtenaar bevindt zich in een van de volgende standen :

1° dienstactiviteit

2° non-activiteit

3° beschikbaarheid.

Art. 175. De ambtenaar wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in dienstactiviteit te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst.

HOOFDSTUK II. — Dienstactiviteit

Art. 176. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in dienstactiviteit recht op wedde en op bevordering in zijn weddenschaal.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering doen gelden.

Art. 177. De afschaffing van de betrekking die de ambtenaar bekleedt, kan geen aanleiding geven tot het verlies van de hoedanigheid van Rijksambtenaar of tot ontslag.

Deze ambtenaar die wordt herplaatst bevindt zich in de administratieve stand dienstactiviteit.

HOOFDSTUK III. — Non-activiteit

Art. 178. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Hij kan alleen zijn aanspraken op bevordering en op bevordering in zijn weddenschaal doen gelden onder de voorwaarden en in de gevallen die uitdrukkelijk voorzien zijn.

Art. 179. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 180. L'agent est en non-activité :

1° lorsqu'il accomplit en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, modifiée notamment par la loi du 3 juillet 1975;

2° lorsque, pour des raisons personnelles, il obtient l'autorisation de s'absenter à temps plein pour une période de longue durée;

3° lorsqu'il s'absente en raison d'une mission ayant donné lieu à l'exemption du service militaire en application de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

4° durant les absences justifiées par une autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle;

5° lorsqu'une période de son congé pour interruption de la carrière professionnelle est convertie en non-activité.

Art. 181. La suspension disciplinaire place de plein droit l'agent dans la position administrative de non-activité

Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement dans son échelle de traitement. Il ne peut subir une retenue dans son échelle de traitement supérieure à celle prévue à l'article 23 alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

CHAPITRE IV. — *La disponibilité*

Art. 182. L'agent peut être placé sans préavis en position de disponibilité :

1° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie, conformément à l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

2° pour retrait ou refus de renouvellement de l'habilitation de sécurité conformément à la loi du 11 décembre 1998 sur la classification et les habilitations, attestations et avis de sécurité.

La mise en disponibilité est prononcée :

1° par Nous pour les agents d'un grade classé dans le niveau A;

2° par le Ministre de la Justice pour les agents d'un grade classé dans le niveau B ou C.

Art. 183. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

CHAPITRE V. — *Les congés et absences*

Art. 184. L'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat est applicable aux agents en activité de service sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Art. 185. Ne sont pas applicables aux agents en activité de service, les congés visés aux articles 16, 19, 69 à 98 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 précité et par la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique ainsi que les congés visés par l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique et par l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes.

Art. 186. L'agent a droit à un congé annuel de vacances dont la durée est fixée à trente-deux jours ouvrables.

L'agent bénéficie en outre de cinq jours de congé en compensation des services prestés durant la période entre Noël et Nouvel an et qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Art. 179. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om op pensioen te worden gesteld.

Art. 180. De ambtenaar is in non-activiteit :

1° wanneer hij in vreedstijd sommige militaire prestaties verricht of voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut aangewezen wordt bij toepassing van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, inzonderheid gewijzigd door de wet van 3 juli 1975;

2° wanneer hij de toelating bekomt om voltijds afwezig te zijn voor een periode van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden;

3° wanneer hij afwezig is ingevolge een missie die aanleiding heeft gegeven tot vrijstelling van militaire dienst overeenkomstig artikel 16 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

4° wanneer hij afwezig is op grond van een machtiging om zijn ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen;

5° wanneer een periode van zijn verlof voor loopbaanonderbreking wordt omgezet in non-activiteit.

Art. 181. Tuchtchorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit.

Gedurende de periodes van tuchtchorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering en op bevordering in zijn weddenschaal niet doen gelden. Er kan hem geen hogere inhouding van wedde worden opgelegd dan die waarin wordt voorzien in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon van de werknemers.

HOOFDSTUK IV. — *De beschikbaarheid*

Art. 182. De ambtenaar kan zonder opzegging in beschikbaarheid gesteld worden :

1° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen;

2° wegens de intrekking of de weigering tot hernieuwing van de veiligheidsmachtiging overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

De ambtenaar kan in beschikbaarheid gesteld worden :

1° door Ons, voor de ambtenaren van een graad die valt onder niveau A;

2° door de Minister van Justitie, voor de ambtenaren van een graad die valt onder niveau B of C.

Art. 183. Niemand kan in beschikbaarheid gesteld of gehouden worden indien hij voldoet aan de voorwaarden om op pensioen te worden gesteld.

HOOFDSTUK V. — *De verloven en afwezigheden*

Art. 184. Het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen is van toepassing op de ambtenaren in dienstactiviteit, onder voorbehoud van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 185. De verloven voorzien in de artikelen 16, 19, 69 en 98 van voornoemd koninklijk besluit van 19 november 1998 en in de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof, zijn niet van toepassing op de ambtenaren in dienstactiviteit evenals de verloven bedoeld in het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde, ter beschikking van de Koning of de Prinsen en de Prinsessen van België gestelde personeelsleden van de Rijksdiensten en in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen.

Art. 186. De ambtenaar heeft recht op jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur is vastgesteld op tweeëndertig werkdagen.

Daarenboven geniet de ambtenaar van vijf verlofdagen als compensatie voor de diensten gepresteerd in de periode tussen Kerstmis en Nieuwjaar. Deze verlofdagen kunnen onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof genomen worden.

Le congé annuel de vacances doit être pris pendant l'année calendrier.

Sauf dérogations accordées par le directeur des opérations pour circonstances exceptionnelles, un report de dix jours de congé annuel est autorisé jusqu'au 31 mai de l'année suivante.

Art. 187. L'agent ne peut obtenir un congé pour mission d'intérêt général que dans les cas suivants :

1° l'exercice de fonctions en exécution d'une mission nationale ou internationale confiée par :

- le gouvernement fédéral ou une administration publique fédérale;
- un gouvernement étranger ou une administration publique étrangère;
- un organisme international.

2° toute mission internationale confiée par décision du Conseil des ministres dans le cadre de la coopération au développement et des relations internationales de la Belgique, des missions de paix, de la recherche scientifique ou de l'aide humanitaire.

Dans tous les cas, la direction générale donne un avis circonstancié sur les conséquences de cette mission d'intérêt général pour l'organisation des services de la Sûreté de l'Etat.

Art. 188. § 1^{er}. L'agent qui s'est vu notifier le retrait ou le refus de renouvellement de l'habilitation de sécurité conformément à l'article 182, 2° est mis en disponibilité avec maintien du droit au traitement et de l'allocation de valorisation à laquelle il a droit jusqu'à l'issue de la période de validité visée aux articles 80 et 90.

§ 2. Lorsque le retrait ou le refus de renouvellement de l'habilitation de sécurité a acquis un caractère définitif, l'agent en disponibilité est mis à la disposition du Ministre de la Justice pour être affecté à un autre emploi d'un grade ou d'une fonction équivalents s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises. Il est tenu d'occuper, dans des délais fixés par le Ministre de la Justice, l'emploi qui lui est assigné.

Si, après avoir été entendu et sans motif valable, il refuse d'occuper cet emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

L'emploi dont était titulaire au sein de la Sûreté de l'Etat l'agent en disponibilité, est considéré comme vacant.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne portent pas préjudice à l'application d'une éventuelle procédure disciplinaire.

Art. 189. Les commissaires divisionnaires et les commissaires assurant la direction d'une unité territoriale ou fonctionnelle sont exclus du bénéfice de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public

CHAPITRE VI. — *La suspension dans l'intérêt de service*

Art. 190. Lorsque l'intérêt du service le requiert, l'agent peut être suspendu de ses fonctions par le Ministre de la Justice sur la proposition de la direction générale.

Il est entendu au préalable au sujet des faits qui lui sont reprochés, et peut être assisté de la personne de son choix titulaire d'une habilitation de sécurité, si nécessaire.

Lorsque la personne qui assiste l'agent a la qualité d'avocat, il lui est donné connaissance des dispositions des articles 36 et 37 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité relatif au respect du secret professionnel.

Art. 191. S'il n'a pas été mis fin à la suspension, l'agent peut, à l'expiration d'un délai d'un mois prenant cours à la date à partir de laquelle cette mesure a produit ses effets, introduire contre elle un recours auprès de la chambre de recours.

L'avis de la chambre de recours qui est défavorable à l'agent implique une décision de maintien de la suspension.

En cas d'avis favorable de la chambre de recours, la décision appartient au Ministre de la Justice.

L'agent peut également, à la condition d'invoquer des faits nouveaux, introduire un recours chaque fois qu'un délai de trois mois s'est écoulé depuis le jour où a été prise une décision de maintien de la suspension.

Het jaarlijks vakantieverlof moet gedurende het kalenderjaar genomen worden.

Behoudens afwijkingen toegelaten door de directeur van de operaties wegens uitzonderlijke omstandigheden, is het toegestaan om jaarlijks tien dagen verlof over te dragen tot 31 mei van het daaropvolgende jaar.

Art. 187. De ambtenaar kan slechts in volgende gevallen een verlof voor opdracht van algemeen belang krijgen :

1° de uitoefening van ambten ter vervulling van een nationale of internationale opdracht die wordt toegekend door :

- de federale regering of een federaal openbaar bestuur;
- een buitenlandse regering of buitenlandse overheidsbestuur;
- een internationale instelling.

2° Iedere internationale opdracht die is toevertrouwd door een beslissing van de Ministerraad in het raam van de ontwikkelingssamenwerking en de internationale betrekkingen van België, vredesopdrachten, de wetenschappelijke vorsing of de humanitaire hulp.

In al deze gevallen geeft de directie-generaal een uitvoerig advies betreffende de gevolgen van deze opdracht van algemeen belang voor de organisatie van de diensten van de Veiligheid van de Staat.

Art. 188. § 1. De ambtenaar die in kennis is gesteld van de intrekking van of de weigering tot hernieuwing van zijn veiligheidsmachtiging overeenkomstig artikel 182, 2°, wordt in beschikbaarheid gesteld met behoud van zijn recht op wedde en op de waarderingstoeelage waarop hij recht heeft tot het verstrijken van de periode bedoeld in artikelen 80 en 90.

§ 2. Wanneer de intrekking of de weigering tot hernieuwing van zijn veiligheidsmachtiging definitief is, wordt de ambtenaar in beschikbaarheid ter beschikking van de Minister van Justitie gesteld om tewerkgesteld te worden in een andere betrekking met een evenwaardige graad of functie, indien hij over de vereiste professionele en fysieke bekwaamheden beschikt. Hij moet, binnen de door de Minister van Justitie gestelde tijd, de hem toegewezen betrekking opnemen.

Indien de ambtenaar, na gehoord te zijn en zonder geldige reden, weigert om deze betrekking op te nemen, wordt hij na tien dagen afwezigheid als ontslagnemend beschouwd.

De betrekking binnen de Veiligheid van de Staat waarvan de ambtenaar in beschikbaarheid titularis was, wordt als vacant beschouwd.

§ 3. De §§ 1 en 2 doen geen afbreuk aan de toepassing van een eventuele tuchtprocedure.

Art. 189. De afdelingscommissarissen en de commissarissen die leiding geven aan een territoriale of functionele eenheid, zijn uitgesloten van het voordeel van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

HOOFDSTUK VI. — *De schorsing in het belang van de dienst*

Art. 190. Wanneer het belang van de dienst het eist, kan de ambtenaar in zijn ambt worden geschorst door de Minister van Justitie op voorstel van de directie-generaal.

Hij wordt vooraf gehoord over de feiten die hem worden ten laste gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze titularis van een veiligheidsmachtiging, indien nodig.

Indien de persoon die de ambtenaar bijstaat, de hoedanigheid van advocaat heeft, wordt hij in kennis gesteld van de bepalingen van de artikelen 36 en 37 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen - en veiligheidsdienst, met betrekking tot het respect voor het beroepsgeheim.

Art. 191. Indien aan de schorsing geen einde is gemaakt één maand na de dag dat die maatregel uitwerking heeft gekregen, kan de ambtenaar hiertegen beroep instellen bij de raad van beroep.

Is het advies van de raad van beroep ongunstig, dan wordt de schorsing gehandhaafd.

Is het advies van de raad van beroep gunstig, dan nog wordt de beslissing door de Minister van Justitie genomen.

Indien de ambtenaar nieuwe feiten inroept, kan hij beroep indienen telkens een periode van drie maanden is verlopen sedert de dag waarop een beslissing tot handhaving van de schorsing is genomen.

Art. 192. Par dérogation à l'article 176, le Ministre de la Justice peut priver l'agent de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement et réduire son traitement dans les cas suivants :

1° lorsque l'agent fait l'objet de poursuites pénales pour des faits qui portent directement préjudice au service;

2° lorsque l'agent fait l'objet de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants.

La réduction de traitement ne peut excéder celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs; elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles l'agent aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Les mesures prévues par l'alinéa 1^{er} sont prises sur la proposition de la direction générale.

Art. 193. Dans les dix jours de la notification de la proposition prescrite par l'article 192, alinéa 3, l'agent peut introduire contre cette proposition un recours auprès de la chambre de recours. Dans tous les cas, la décision est prise par le ministre.

Art. 194. Si une fois terminé l'examen de son cas, l'agent fait l'objet d'une suspension disciplinaire, l'autorité compétente peut faire rétroagir cette suspension à une date qui ne peut cependant être antérieure à celle à laquelle les mesures prises en application de l'article 192 du présent arrêté ont produit leurs effets.

Art. 195. Une fois terminé l'examen du cas de l'agent, les mesures prises en application de l'article 192 du présent arrêté sont retirées par des décisions rétroagissant à la date à partir de laquelle ces mesures ont produit effet, sauf :

1° si, en conclusion de cet examen, l'agent fait l'objet d'une démission d'office ou d'une révocation;

2° pour la période de suspension dans l'intérêt du service imputée sur la durée de la suspension disciplinaire en application de l'article 196 du présent arrêté.

Art. 196. Lorsqu'après le retrait des mesures prises en application de l'article 192 du présent arrêté, il est établi que l'agent aurait bénéficié d'une nomination par promotion s'il n'avait pas été privé de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion, il ne peut obtenir cette promotion que s'il satisfait aux conditions requises.

Toutefois, lorsque la nomination lui est conférée, l'agent prend rang pour toute promotion ultérieure à la date à laquelle il aurait obtenu cette nomination, sans préjudice néanmoins des effets attachés à la peine disciplinaire ou à la mesure administrative qu'il a pu encourir.

Art. 197. L'agent est invité à viser les propositions et décisions tant pour les mesures de suspension dans l'intérêt du service que pour les mesures complétant cette suspension. Si l'agent refuse de le faire, il en est dressé procès-verbal par la direction générale ou la personne déléguée par elle.

Si l'agent n'est déjà plus présent dans le service, les propositions et décisions lui sont notifiées par pli recommandé à la poste.

Art. 198. Les décisions suspendant les agents dans l'intérêt du service ou prenant une des mesures complémentaires prévues par l'article 192, ne peuvent produire leurs effets pour une période antérieure à la date à laquelle la suspension ou la mesure complémentaire a été proposée.

TITRE VIII. — Régime disciplinaire

CHAPITRE 1^{er}. — Des fautes disciplinaires

Art. 199. Tout acte ou tout comportement, même en dehors de l'exercice de la fonction, qui constitue un manquement aux obligations professionnelles telles que définies au titre II et dans le code de déontologie visé à l'article 17 ou qui est de nature à mettre en péril la dignité de la fonction peut donner lieu à une sanction disciplinaire.

Art. 192. In afwijking van artikel 176, kan de Minister van Justitie de ambtenaar het recht ontzeggen om zijn aanspraken op bevordering en op verhoging in wedde te doen gelden en zijn wedde verminderen, in de volgende gevallen :

1° wanneer de ambtenaar strafrechtelijk vervolgd wordt voor feiten die rechtstreeks nadeel berokkenen aan de dienst;

2° wanneer de ambtenaar tuchtrechtelijk vervolgd wordt wegens een ernstige fout waarbij hij op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn.

De wedde mag niet meer worden verminderd dan is toegelaten bij artikel 23, tweede lid van de wet van 12 april 1965 ter bescherming van het loon van de werknemers. Zij mag evenmin worden verminderd tot een bedrag dat lager is dan de werkelijke uitkering waarop de ambtenaar recht zou hebben indien hij onder de sociale zekerheid voor werknemers zou vallen.

De maatregelen voorzien in het eerste lid worden genomen op voorstel van de directie-generaal.

Art. 193. Binnen de tien dagen na de kennisgeving van het voorstel zoals voorgeschreven door artikel 192, derde lid, kan de ambtenaar daartegen beroep instellen bij de raad van beroep. In ieder geval wordt de beslissing dan genomen door de minister.

Art. 194. Indien de ambtenaar, na afloop van het onderzoek van zijn geval, een tuchtschorsing wordt opgelegd, kan de bevoegde overheid die schorsing doen terugwerken tot een datum die evenwel de dag niet mag voorafgaan waarop de maatregelen, genomen in uitvoering van artikel 192 van dit besluit, uitwerking hebben gehad.

Art. 195. Na afloop van het onderzoek van het geval van de ambtenaar, kunnen de maatregelen die in uitvoering van artikel 192 van dit besluit genomen zijn, ingetrokken worden door beslissingen die terugwerken tot de dag met ingang waarvan die maatregelen uitwerking hebben gehad, behalve :

1° indien tot besluit van dat onderzoek, de ambtenaar van ambtswege wordt ontslagen of wordt afgezet;

2° voor de periode van schorsing in het belang van de dienst aangerekend op de duur van de genomen tuchtschorsing in uitvoering van artikel 196 van dit besluit.

Art. 196. Wanneer na de intrekking van de in toepassing van artikel 192 van dit besluit genomen maatregelen aangetoond is dat de ambtenaar een benoeming door bevordering zou hebben gekregen ware hem niet het recht ontzegd om zijn aanspraken op bevordering te doen gelden, dan kan hij die bevordering alleen verkrijgen indien hij voldoet aan de vereisten.

Wordt de ambtenaar benoemd, dan neemt hij evenwel voor iedere latere bevordering de rang in vanaf de datum waarop hij die benoeming zou hebben verkregen, onverminderd de gevolgen verbonden aan de eventueel door hem opgelopen tuchtstraf of administratieve maatregel.

Art. 197. De ambtenaar wordt verzocht de voorstellen en de beslissingen tot schorsing in het belang van de dienst en tot maatregelen ter aanvulling van die schorsing voor gezien te tekenen. Weigert de ambtenaar, dan wordt daarvan een verslag opgesteld door de directie-generaal of zijn gemachtigde.

Is de ambtenaar niet meer in dienst, dan worden de voorstellen en beslissingen hem bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

Art. 198. Beslissingen waarbij ambtenaren in het belang van de dienst worden geschorst of waarbij een van de in artikel 192 voorziene aanvullende maatregelen worden genomen, kunnen geen uitwerking hebben over een periode vóór de datum waarop de schorsing of de aanvullende maatregel is voorgesteld.

TITEL VIII. — De tuchtregering

HOOFDSTUK I. — Tuchtrechtelijke inbreuken

Art. 199. Elke handeling of gedraging, zelfs buiten de uitoefening van het ambt, die een tekortkoming aan de beroepspllichten uitmaakt zoals gedefinieerd in titel II en in de deontologische code bedoeld in artikel 17 of die van aard is de waardigheid van het ambt in het gedrang te brengen kan aanleiding geven tot het opleggen van een tuchtstraf.

CHAPITRE II. — *Des peines disciplinaires*

Art. 200. § 1^{er}. Les peines disciplinaires suivantes peuvent être prononcées :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue de traitement;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la régression barémique;
- 6° la rétrogradation;
- 7° la démission d'office;
- 8° la révocation.

§ 2. La retenue de traitement s'applique pendant un mois au plus et ne peut être supérieure à celle prévue à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

§ 3. Sans préjudice de l'article 194, la suspension disciplinaire est prononcée pour une période d'un mois au moins et de trois mois au plus.

§ 4. La régression barémique est infligée par l'attribution :

- 1° d'une échelle de traitement inférieure dans le même grade;
- 2° d'un grade du même niveau doté d'une échelle de traitement inférieure.

§ 5. La rétrogradation est infligée par l'attribution d'un grade dans un niveau inférieur.

L'agent prend rang dans ce nouveau grade à la date à laquelle l'attribution produit ses effets.

Art. 201. Toute peine disciplinaire fait l'objet d'une inscription dans le dossier d'évaluation de l'agent.

Art. 202. La peine disciplinaire est prononcée par le Ministre de la Justice en ce qui concerne les agents des niveaux B et C.

Pour les agents du niveau A, la peine est prononcée par le Ministre de la Justice, à l'exception de la rétrogradation, de la démission d'office et de la révocation qui sont prononcées par Nous.

Art. 203. § 1^{er}. Les peines disciplinaires sont prononcées après une proposition provisoire faite par le supérieur hiérarchique compétent. Celui-ci entend l'agent au préalable sur les faits qui lui sont reprochés et procède, le cas échéant, à l'audition de témoins. L'agent peut se faire assister par la personne de son choix, conformément à l'article 205, § 1^{er}, alinéas 3 et 4.

Il est établi un procès-verbal de ces auditions.

§ 2. L'agent vise le procès-verbal et le restitue dans les sept jours. S'il a des objections à présenter, il restitue le procès-verbal accompagné d'une note écrite.

§ 3. Dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai fixé par le paragraphe 2, le supérieur hiérarchique notifie à l'agent la peine disciplinaire qu'il entend proposer à son égard et transmet la proposition au conseil de discipline.

Art. 204. § 1^{er}. Le conseil de discipline est composé de :

- 1° l'administrateur général, ou en cas d'absence, l'administrateur général adjoint, qui préside;
- 2° l'administrateur général adjoint ou son suppléant;
- 3° le directeur des opérations ou son suppléant;
- 4° le membre du personnel chargé de la direction des services d'analyse ou son suppléant.

Le conseil de discipline établit son règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Le conseil de discipline ne délibère valablement que si :

- 1° au moins trois membres sont présents;
- 2° au moins un des membres présents est du même rôle linguistique que l'intéressé.

§ 3. Le secrétaire ou son suppléant est un membre du personnel de la Sûreté de l'Etat et n'a pas voix délibérative; il est du même rôle linguistique que l'intéressé.

Art. 205. § 1^{er}. Le conseil de discipline, dans un délai de cinq jours prenant cours le jour où il a été saisi de la proposition de peine disciplinaire, convoque l'agent par note avec accusé de réception ou par lettre recommandée à la poste à se présenter devant lui; l'audition de

HOOFDSTUK II. — *Tuchtstraffen*

Art. 200. § 1. De volgende tuchtstraffen kunnen worden uitgesproken :

- 1° terechtwijzing;
- 2° blaam;
- 3° inhouding van wedde;
- 4° tuchtschorsing;
- 5° lagere inschaling;
- 6° terugzetting in graad;
- 7° ontslag van ambtswege;
- 8° afzetting.

§ 2. Inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste één maand en mag niet hoger liggen dan die welke bepaald is in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

§ 3. Onverminderd artikel 194 wordt tuchtschorsing uitgesproken voor een periode van ten minste één maand en ten hoogste drie maanden.

§ 4. Lagere inschaling wordt, naargelang het geval, opgelegd door toekenning van

- 1° een lagere weddenschaal in dezelfde graad;
- 2° een graad binnen hetzelfde niveau met een lagere weddenschaal.

§ 5. Terugzetting wordt opgelegd door toekenning van een graad in een lager niveau.

De ambtenaar neemt in deze nieuwe graad rang in op de datum waarop de toekenning uitwerking heeft.

Art. 201. Elke tuchtstraf wordt in het individueel evaluatiedossier van de ambtenaar opgenomen.

Art. 202. Voor de ambtenaren van niveau B en C wordt de tuchtstraf uitgesproken door de Minister van Justitie.

Voor de ambtenaren van niveau A wordt de tuchtstraf uitgesproken door de Minister van Justitie, behalve de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege en de afzetting die door Ons worden opgelegd.

Art. 203. § 1. De tuchtstraffen worden uitgesproken na een voorlopig voorstel door de bevoegde hiërarchische meerdere. Deze hoort vooraf de ambtenaar over de feiten die hem ten laste worden gelegd en gaat, in voorkomend geval, over tot het horen van getuigen. De ambtenaar kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze op de wijze bepaald in artikel 205, § 1, derde lid en vierde lid.

Er worden notulen opgesteld van deze verhoren.

§ 2. De ambtenaar viseert de notulen en geeft ze binnen zeven dagen terug. Indien hij bezwaren heeft, geeft hij de notulen terug vergezeld van een schriftelijke nota.

§ 3. Binnen vijf dagen volgend op de beëindiging van de termijn vastgesteld in paragraaf 2 betekent de hiërarchische meerdere aan de ambtenaar de tuchtstraf die hij van plan is jegens hem voor te stellen en stuurt het voorstel naar de tuchtraad.

Art. 204. § 1. De tuchtraad is samengesteld uit :

- 1° de administrateur-generaal of in geval van afwezigheid de adjunct-administrateur-generaal, die optreedt als voorzitter;
- 2° de adjunct-administrateur-generaal of zijn plaatsvervanger;
- 3° de directeur van de operaties of zijn plaatsvervanger;
- 4° het personeelslid belast met de leiding van de analysediensdiensten of zijn plaatsvervanger.

De tuchtraad stelt het huishoudelijk reglement op.

§ 2. De beraadslaging van de tuchtraad is geldig op voorwaarde dat :

- 1° ten minste drie leden aanwezig zijn;
- 2° en waarbij er minstens een van de aanwezige leden van dezelfde taalrol is als de betrokkene.

§ 3. De secretaris, of zijn plaatsvervanger, is een lid van de Veiligheid van de Staat en is niet stemgerechtigd. Hij is van dezelfde taalrol als de betrokkene.

Art. 205. § 1. Binnen de vijf dagen vanaf de dag waarop het voorstel van tuchtstaf bij de tuchtraad aanhangig is gemaakt, wordt de ambtenaar via overhandiging met handtekening voor ontvangst of via een bij een ter post aangetekende brief opgeroepen om te verschijnen;

l'agent doit avoir lieu entre le vingtième et le trentième jour qui suivent la saisine du conseil.

La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de l'audience ainsi que le lieu et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté.

L'agent comparaît en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix, titulaire d'une habilitation de sécurité si nécessaire. Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, du conseil de discipline.

Toutefois, lorsque la personne qui assiste l'agent a la qualité d'avocat, il lui est donné connaissance des articles 36 et 37 de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité relatif au respect du secret professionnel.

Si l'agent ou la personne assurant sa défense s'abstient, sans excuse valable, de comparaître alors qu'il a été régulièrement convoqué, le conseil de discipline se prononce sur la base des pièces du dossier.

Il en va de même dès que le dossier de l'agent fait l'objet de la deuxième audience même si l'agent ou la personne assurant sa défense peut se prévaloir d'une excuse valable.

Toutefois, si le conseil de discipline formule une proposition définitive de peine plus sévère que la proposition de peine provisoire, il convoque à nouveau l'agent aux fins d'audition.

§ 2. Ne peut ni siéger ni participer à la délibération du conseil de discipline l'agent faisant l'objet de l'action disciplinaire ou tout agent qui a participé à l'intentement de l'action disciplinaire ou qui a pris part, à quelque titre que ce soit, à la procédure disciplinaire.

§ 3. Dans un délai de deux mois au plus tard prenant cours le jour de la saisine du conseil de discipline, celui-ci formule la proposition définitive et la notifie à l'agent dans les trente jours.

A défaut de cette notification dans le délai de trente jours, le conseil de discipline est réputé renoncer à la procédure pour les faits mis à charge de l'agent.

Art. 206. Dans les dix jours qui suivent la notification de la proposition définitive, l'agent peut introduire un recours contre cette proposition devant la chambre de recours.

Art. 207. § 1^{er}. A l'exception de la révocation et de la démission d'office, toute peine disciplinaire est effacée du dossier individuel de l'agent dans les conditions fixées au § 2.

Sans préjudice de l'exécution de la peine, l'effacement a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la peine disciplinaire effacée, notamment pour l'appréciation des titres à la promotion de l'agent ni lors de l'attribution de l'évaluation.

§ 2. L'effacement des peines disciplinaires se fait d'office après une période dont la durée est fixée à :

- 1° six mois pour le rappel à l'ordre;
- 2° neuf mois pour le blâme;
- 3° un an pour la retenue de traitement;
- 4° deux ans pour la suspension disciplinaire;
- 5° trois ans pour la régression barémique et la rétrogradation.

Le délai prend cours à la date à laquelle la peine a été prononcée.

Art. 208. § 1^{er}. L'autorité compétente ne peut prononcer une peine disciplinaire plus lourde que celle proposée définitivement.

Aucune peine disciplinaire ne peut produire d'effet pour une période qui précède son prononcé, sauf disposition réglementaire contraire expresse.

§ 2. Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est toutefois entamé qu'une seule procédure qui peut donner lieu au prononcé d'une seule peine disciplinaire.

Si un nouveau fait est reproché à l'agent pendant le déroulement d'une procédure disciplinaire, une nouvelle procédure peut être entamée sans que la procédure en cours soit interrompue pour autant.

§ 3. Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Quel que soit le résultat de ces actions, l'autorité administrative reste juge de l'opportunité de prononcer une peine disciplinaire.

de ambtenaar moet gehoord worden tussen de twintigste en de dertigste dag volgend op het aanhangig maken bij de tuchtraad.

De oproeping vermeldt de plaats, de dag en het uur van de zitting, alsook de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden geraadpleegd.

De ambtenaar verschijnt persoonlijk; hij mag worden bijgestaan door een persoon naar zijn keuze, titularis van een veiligheidsmachtiging indien nodig. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de tuchtraad.

Evenwel, indien de persoon die de ambtenaar bijstaat de kwaliteit van advocaat heeft, wordt hij in kennis gesteld van de artikelen 36 en 37 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen - en veiligheidsdienst, met betrekking tot het respect voor het beroepsgeheim.

Indien de ambtenaar of de persoon die zijn verdediging waarneemt, zonder geldige reden niet verschijnt, ofschoon hij regelmatig werd opgeroepen, doet de tuchtraad uitspraak op grond van de stukken van het dossier.

Hetzelfde geldt van zodra het dossier van de ambtenaar voor de tweede maal ter zitting komt, zelfs wanneer de ambtenaar of de persoon die zijn verdediging waarneemt een geldige reden kan aanvoeren.

Indien echter de tuchtraad een definitief voorstel van tuchtstraf doet dat strenger is dan het voorlopige voorstel, roept ze opnieuw de ambtenaar op voor een verhoor.

§ 2. Kan geen zitting houden noch deelnemen aan de beraadslaging van de tuchtraad, de ambtenaar tegen wie de tuchtprocedure is ingezet of elke ambtenaar die heeft deelgenomen aan het instellen van de tuchtprocedure of die in enige hoedanigheid aan de tuchtprocedure heeft deelgenomen.

§ 3. Binnen een termijn van ten hoogste twee maanden vanaf de dag dat het voorlopig voorstel bij de tuchtraad werd ingediend, doet deze het definitieve voorstel en betekent het aan de ambtenaar binnen de dertig dagen.

Bij ontstentenis van deze betekening binnen de termijn van dertig dagen, wordt de tuchtraad geacht af te zien van de procedure voor de feiten die ten laste van de ambtenaar worden gelegd.

Art. 206. Binnen tien dagen die volgen op de betekening van het definitieve voorstel, kan de ambtenaar tegen dit voorstel beroep aantekenen bij de raad van beroep.

Art. 207. § 1. Elke tuchtstraf behalve de afzetting en het ontslag van ambtswege wordt in het persoonlijk dossier van de ambtenaar uitgewist onder de in § 2 bepaalde voorwaarden.

Onverminderd de uitvoering van de straf, heeft de uitwissing tot gevolg dat met de uitgewiste tuchtstraf geen rekening meer mag worden gehouden inzonderheid bij de appreciatie van de aanspraken op bevordering van de ambtenaar, noch bij de toekenning van de evaluatie.

§ 2. De uitwissing van de tuchtstraffen geschiedt van ambtswege na een termijn waarvan de duur is vastgesteld op :

- 1° zes maanden voor de terechtwijzing;
- 2° negen maanden voor de blaam;
- 3° één jaar voor de inhouding van wedde;
- 4° twee jaar voor de tuchtschorsing;
- 5° drie jaar voor lagere inschaling en terugzetting in graad.

De termijn loopt vanaf de datum waarop de straf is uitgesproken.

Art. 208. § 1. De bevoegde overheid kan geen zwaardere tuchtstraf uitspreken dan die welke definitief is voorgesteld.

Een tuchtstraf kan geen uitwerking hebben over een periode voor de uitspraak, tenzij een reglementaire bepaling uitdrukkelijk anders luidt.

§ 2. Wanneer meer dan één feit ten laste van de ambtenaar gelegd wordt, kan dit niettemin slechts aanleiding geven tot één procedure en tot het uitspreken van één tuchtstraf.

Wanneer in de loop van een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste van de ambtenaar wordt gelegd, kan dit tot een nieuwe procedure aanleiding geven zonder dat de lopende procedure onderbroken wordt.

§ 3. Strafprocedure schorst de tuchtprocedure en tuchtuitspraak.

Ongeacht het resultaat van de strafprocedure, oordeelt alleen de administratieve overheid over de gepastheid een tuchtstraf uit te spreken.

§ 4. Sous réserve de nouveaux éléments qui justifient la réouverture du dossier et se produisent pendant le délai de prescription mentionné dans le § 5, nul ne peut faire l'objet d'une action disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés sur le plan disciplinaire.

§ 5. L'action disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou qui ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle l'action est entamée.

En cas d'action pénale et si le ministère public a communiqué la décision judiciaire définitive au Ministre de la Justice, l'action disciplinaire éventuelle doit être entamée dans les six mois qui suivent la date de la communication.

CHAPITRE III. — *De la chambre de recours*

Art. 209. La chambre de recours comprend une section d'expression française et une section d'expression néerlandaise.

Le rôle ou le régime linguistique de l'agent détermine la section devant laquelle il comparait.

Art. 210. La chambre de recours a pour mission de connaître des recours en matière disciplinaire et des recours visés aux articles 44, alinéa 3, 47, § 2, alinéa 7, 162, 191, alinéa 1^{er} et 193. Elle traite par priorité des recours visés à l'article 162 lors de la première audience qui suit la saisine de la chambre de recours.

Art. 211. § 1^{er}. La chambre de recours se compose :

1° d'un président, magistrat, honoraire ou en activité, nommé par Nous, sur la proposition du Ministre de la Justice; il assume la présidence des deux sections et doit justifier de la connaissance du néerlandais et du français;

2° par section, d'assesseurs choisis par le Ministre de la Justice parmi les membres du personnel du Service Public Fédéral Justice, qui sont, à la date de l'appel aux candidats, titulaires d'une habilitation de sécurité;

3° par section, d'un greffier-rapporteur désigné par le Ministre de la Justice;

4° de suppléants, à savoir un président, des assesseurs et des greffiers.

§ 2. Le président n'a pas voix délibérative.

§ 3. La moitié des assesseurs sont désignés par le ministre.

Pour l'autre moitié, ils sont désignés par les organisations syndicales représentatives à raison d'un assesseur par organisation dans chaque section. Ils doivent être agréés par le ministre et satisfaire à l'article 12, 3° de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre l'autorité et les syndicats du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Les organisations syndicales sont représentatives lorsqu'elles remplissent les conditions visées à l'article 13 de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre l'autorité et les syndicats du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

§ 4. Le greffier-rapporteur est un membre du personnel de la Sûreté de l'Etat; il n'a pas voix délibérative.

§ 5. Le président, les assesseurs et les greffiers suppléants sont désignés de la même manière que les effectifs.

§ 6. Dans chaque affaire, la direction générale désigne un agent de niveau A et un suppléant à celui-ci pour défendre la proposition contestée.

Art. 212. Le requérant a le droit de récuser les assesseurs. Ce droit ne peut être exercé qu'une seule fois pour une même affaire.

Le greffier-rapporteur notifie au requérant, par lettre recommandée à la poste, la liste des assesseurs effectifs et suppléants convoqués pour l'examen de l'affaire le concernant.

Dans un délai de huit jours à partir de la notification de la liste, le requérant renvoie celle-ci, par lettre recommandée à la poste, au greffe en y indiquant le nom des assesseurs qu'il récuse. La récusation doit être motivée.

Passé le délai fixé à l'alinéa 3, l'agent est censé renoncer à son droit de récuser les assesseurs.

Art. 213. Est en outre récusé, l'assesseur qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie.

§ 4. Behoudens nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen en zich voordoen binnen de verjaringstermijn vermeld in § 5, kan niemand het voorwerp van een tuchtvordering zijn voor reeds op tuchtrechtelijk vlak bestrafte feiten.

§ 5. De tuchtvordering mag alleen betrekking hebben op feiten die zich hebben voorgedaan of die zijn vastgesteld binnen een termijn van zes maanden voorafgaand aan de datum waarop de vordering wordt ingesteld.

In geval van strafvordering en indien het openbaar ministerie de einduitspraak van het gerecht ter kennis heeft gebracht van de Minister van Justitie, moet de eventuele tuchtvordering ingesteld worden binnen zes maanden na de datum van de kennisgeving.

HOOFDSTUK III. — *Raad van beroep*

Art. 209. De raad van beroep omvat een Nederlandse en een Franse afdeling.

De taalrol of het taalstelsel van de ambtenaar bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt.

Art. 210. De raad van beroep heeft als opdracht kennis te nemen van de beroepen in tuchtzaken en van de beroepen bedoeld in artikelen 44, derde lid, 47, § 2 zevende lid, 162, 191 eerste lid en 193. Ze behandelt bij voorrang de in artikel 162, bedoelde beroepen in de eerste zitting nadat de zaak bij de raad van beroep werd ingediend.

Art. 211. § 1. De raad van beroep is samengesteld uit :

1° een voorzitter, magistraat, eremagistraat of in dienst, door Ons benoemd op de voordracht van de Minister van Justitie; hij treedt op als voorzitter van de twee afdelingen; hij moet de kennis van het Nederlands en het Frans bewijzen;

2° per afdeling, assessoren gekozen door de Minister van Justitie uit de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Justitie die, op datum van de oproep, titularis van een veiligheidsmachtiging zijn;

3° per afdeling, een griffier-rapporteur, aangewezen door de Minister van Justitie;

4° plaatsvervangers, namelijk een voorzitter, assessoren en griffiers.

§ 2. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

§ 3. De helft van de assessoren wordt aangewezen door de minister.

De andere helft wordt per organisatie aangewezen door de representatieve vakbonden naar rato van één assessor in elke afdeling. Zij moeten erkend worden door de minister en voldoen aan de vereisten gesteld in het artikel 12, 3° van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

De vakbonden zijn representatief voor zover zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 13 van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

§ 4. De griffier-rapporteur is een lid van de Veiligheid van de Staat en is niet stemgerechtigd.

§ 5. De plaatsvervangende voorzitter, assessoren en griffiers worden op dezelfde manier aangewezen als de gewone leden.

§ 6. - In elke zaak wijst de directie-generaal een ambtenaar van niveau A aan en een plaatsvervanger om het betwiste voorstel te verdedigen.

Art. 212. De verzoeker heeft het recht de assessoren te wraken. Dit recht kan slechts eenmaal tijdens een zelfde zaak worden uitgeoefend.

De griffier-rapporteur geeft bij een ter post aangetekende brief kennis aan de verzoeker van de lijst van de gewone of plaatsvervangende assessoren die zijn opgeroepen voor het onderzoek van de hem betreffende zaak.

Binnen een termijn van acht dagen vanaf de bekendmaking van de lijst verzendt de verzoeker bij een ter post aangetekende brief deze lijst naar de griffie met vermelding van de naam der assessoren die hij wraakt. De wraking moet gemotiveerd worden.

Wanneer de in het derde lid vastgelegde termijn verstreken is, wordt de ambtenaar geacht af te zien van zijn recht om assessoren te wraken.

Art. 213. Gewraakt wordt bovendien de assessor die naar het oordeel van de voorzitter als rechter in eigen zaak beschouwd zou kunnen worden.

Art. 214. En toute circonstance, l'agent dispose, pour manifester son intention de saisir de son recours la chambre de recours, d'un délai de dix jours prenant cours à la date à laquelle il a visé la proposition de mesure ou de peine.

Art. 215. La chambre de recours est saisie de l'affaire par les soins du ministre ou de son délégué. Celui-ci transmet le dossier complet de l'affaire.

Ce dossier contient toutes les pièces relatives aux faits mis à charge.

Art. 216. En cas de retard dans la date de la fixation de l'audience qui doit avoir lieu au plus tard un mois après la saisine de la chambre de recours, le président avise le ministre des motifs qui ont entraîné ce retard.

Art. 217. La chambre de recours ne peut délibérer que si la majorité des assesseurs convoqués à l'audience est présente.

Les assesseurs désignés par le ministre et ceux désignés par les organisations syndicales, qui prennent part au vote, doivent être en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs assesseurs, après tirage au sort.

Si les assesseurs ont une cause légitime d'empêchement, ils sont tenus d'aviser, par écrit, le président des motifs de leur absence dans les trois jours qui suivent la date de la convocation.

Art. 218. La chambre peut recommander des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer deux assesseurs qui ont assisté aux délibérations; ceux-ci, hors les cas où aucun assesseur n'est désigné par les organisations syndicales, sont choisis l'un parmi les assesseurs désignés par le ministre, l'autre parmi les assesseurs désignés par une organisation syndicale.

Après examen, la chambre de recours envoie le dossier au Ministre de la Justice et lui fait connaître son avis motivé au plus tard dans le mois qui suit la date de l'audience. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis. En cas de non-respect du délai fixé par le présent alinéa, le président avise le Ministre de la Justice des motifs qui ont entraîné ce retard.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le requérant et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au greffe de la chambre de recours, de l'avis émis.

Art. 219. L'agent comparaît en personne devant la chambre de recours; il peut se faire assister par la personne de son choix, titulaire d'une habilitation de sécurité si nécessaire. Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, de la chambre de recours.

Toutefois, lorsque la personne qui assiste l'agent a la qualité d'avocat, il lui est donné connaissance des articles 36 et 37 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité relatifs au respect du secret professionnel.

L'agent communique au greffe de la chambre le nom de son défenseur dans les trois jours qui suivent la date de la convocation à l'audience.

Dans ce dernier cas, le défenseur est également convoqué à l'audience.

Art. 220. Si l'agent ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître alors qu'il a été régulièrement convoqué, le président considère la chambre comme dessaisie et transmet le dossier au ministre.

La chambre se prononce sur la base des pièces du dossier, même si l'agent ou son défenseur peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience.

Art. 221. Le ministre motive toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours. Il ne peut évoquer d'autres faits que ceux ayant motivé l'avis de la chambre de recours.

Le ministre décide dans un délai de quinze jours à partir de la notification de l'avis de la chambre de recours. Le Ministre de la Justice ou son délégué communique sa décision sans délai à l'agent et à la chambre de recours.

Art. 222. Les indemnités pour frais de séjour et de parcours calculées suivant les dispositions réglementaires, sont accordée aux assesseurs, au défenseur s'il est agent de l'Etat, ainsi qu'au requérant si l'avis de la chambre lui est favorable.

Art. 214. Om zijn voornemen te kennen te geven beroep in te stellen bij de raad van beroep beschikt de ambtenaar hoe dan ook over een termijn van tien dagen ingaande op de dag waarop hij het voorstel van maatregel of straf heeft geïmprimeerd.

Art. 215. De zaak wordt bij de raad van beroep aanhangig gemaakt door toedoen van de minister of zijn gemachtigde. Deze zendt het volledig dossier van de zaak door.

Dit dossier bevat alle stukken betreffende de ten laste gelegde feiten.

Art. 216. In geval van vertraging bij het vastleggen van de datum van de zitting die moet plaatsvinden uiterlijk een maand nadat de zaak bij de raad van beroep aanhangig werd gemaakt, deelt de voorzitter aan de minister de reden van deze vertraging mee.

Art. 217. De raad van beroep kan niet beraadslagen of beslissen indien de meerderheid van de ter zitting opgeroepen assessoren niet aanwezig is.

Evenveel door de minister als door de vakbonden aangewezen assessoren moeten aan de stemming deelnemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer bij loting aangewezen assessoren.

Indien de assessoren een wettige reden van verhindering hebben, moeten zij de voorzitter schriftelijk de reden van hun afwezigheid meedelen binnen de drie dagen volgend op de datum van de oproeping.

Art. 218. De raad van beroep kan een aanvullend onderzoek aanbevelen en vragen dat daartoe twee assessoren, die de beraadslagingen hebben bijgewoond, worden afgevaardigd; behalve in gevallen waarin geen assessor is aangewezen door de vakbonden, worden deze twee assessoren gekozen, de ene uit de door de minister, de andere uit de door een vakbond aangewezen assessoren.

Na onderzoek stuurt de raad van beroep het dossier aan de Minister van Justitie en geeft hij hem kennis van zijn gemotiveerd advies uiterlijk één maand na datum van de zitting. Hij vermeldt met hoeveel stemmen, voor of tegen, de stemming werd bereikt. In het geval dat de in dit lid bepaalde termijn niet wordt geëerbiedigd, deelt de voorzitter aan de Minister van Justitie de reden van de vertraging mee.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

De verzoeker en zijn verdediger kunnen ter griffie van de raad van beroep kennis nemen van het uitgebrachte advies.

Art. 219. De ambtenaar verschijnt persoonlijk voor de raad van beroep; hij mag worden bijgestaan door een persoon naar zijn keuze titularis van een veiligheidsmachtiging indien nodig. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de raad van beroep.

Evenwel, indien de persoon die de ambtenaar bijstaat de kwaliteit van advocaat heeft, wordt hij in kennis gesteld van de artikelen 36 en 37 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen - en veiligheidsdienst, met betrekking tot het respect voor het beroepsgeheim.

De ambtenaar deelt aan de griffie van de raad de naam van zijn verdediger mee binnen drie dagen volgend op de datum van de oproeping.

In dit laatste geval wordt de verdediger eveneens ter zitting geroepen.

Art. 220. Indien de ambtenaar of zijn verdediger, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, ofschoon hij regelmatig werd opgeroepen, beschouwt de voorzitter de zaak als niet meer bij de raad aanhangig en doet hij het dossier toekomen aan de minister.

De raad doet uitspraak op grond van de stukken van het dossier, zelfs indien de ambtenaar of zijn verdediger een geldige reden kan aanvoeren, zodra de zaak voor de tweede maal ter zitting komt.

Art. 221. De minister motiveert elke met het advies van de raad van beroep niet overeenstemmende beslissing. Hij kan geen andere feiten ter sprake brengen dan die welke het advies van de raad van beroep gemotiveerd hebben.

De minister beslist binnen de vijftien dagen, te rekenen vanaf de betekening van het advies van de raad van beroep. De Minister van Justitie of zijn gemachtigde deelt zijn beslissing zonder verwijl mee aan de ambtenaar en de raad van beroep.

Art. 222. De assessoren, de verdediger, indien hij Rijksambtenaar is, en de verzoeker indien het advies van de raad hem gunstig is, ontvangen de volgens reglementaire bepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfskosten.

Art. 223. La chambre de recours établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre de la Justice.

TITRE IX. — *La cessation définitive des fonctions*

Art. 224. § 1^{er}. Perd d'office et sans préavis la qualité d'agent, l'agent des services extérieurs qui ne satisfait plus à la condition de nationalité belge.

§ 2. Perd d'office et sans préavis la qualité d'agent, l'agent des services extérieurs :

1° dont la nomination est constatée irrégulière dans le délai de recours en annulation devant le Conseil d'Etat; ce délai ne vaut pas en cas de fraude ou de dol de l'agent;

2° qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques;

3° qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou qui ne se trouve plus dans une position régulière au regard des obligations de service national dans l'Etat dont il est ressortissant;

4° dont l'inaptitude médicale a été dûment constatée;

5° qui, sans motif valable, abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours ouvrables et qui a été dûment et préalablement averti et interpellé;

6° qui se trouve dans un cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

7° qui pour des raisons disciplinaires est démis d'office ou révoqué.

Art. 225. Entraînent la cessation des fonctions :

1° la démission volontaire : dans ce cas, l'agent ne peut abandonner son service qu'après avoir notifié sa démission, par lettre recommandée à la poste à l'autorité dont il relève;

La notification visée à l'alinéa 1^{er}, 1° précède la démission de trente jours au moins, prenant cours à la date d'envoi de la lettre recommandée. Ce délai peut être réduit de commun accord;

2° la mise à la retraite;

3° une deuxième nomination définitive à temps plein dans un autre service public national et international.

Entraîne également la cessation des fonctions l'inaptitude professionnelle définitivement constatée selon la procédure fixée par les articles 160 à 164 du présent arrêté.

TITRE X. — *Titre de légitimation*

Art. 226. Les membres du personnel de la Sûreté de l'Etat des niveaux A, B et C sont porteurs d'un titre de légitimation dont le modèle est déterminé par le Ministre de la Justice.

DEUXIEME PARTIE. — STATUT PECUNIAIRE

TITRE I^{er}. — *Le régime pécuniaire*

CHAPITRE I^{er}. — *Les échelles de traitement*

Art. 227. Les échelles de traitement liées aux grades des agents sont fixées conformément aux tableaux figurant à l'annexe I.

Section 1^{re}. — *Assistants de protection*

Art. 228. § 1^{er}. L'échelle de traitement C1 est liée au grade d'assistant de protection.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 61, § 2 et 62, l'assistant de protection qui compte au moins cinq ans d'ancienneté de grade obtient l'échelle de traitement C2.

Section 2. — *Inspecteurs*

Art. 229. § 1^{er}. L'échelle de traitement B1 est liée au grade d'inspecteur stagiaire.

§ 2. L'échelle de traitement B2 est octroyée à l'inspecteur stagiaire nommé dans le grade d'inspecteur.

§ 3. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur qui est rémunéré pendant au moins trois ans dans l'échelle de traitement B2 et qui a réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement B3.

§ 4. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur qui est rémunéré pendant au moins trois ans dans l'échelle de traitement B3 et qui a réussi la mesure de valorisation n° 3 liée à ce grade, obtient au terme d'une période de quatre ans qui prend cours le premier jour du mois qui suit la date de l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus

Art. 223. De raad van beroep maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Justitie.

TITEL IX. — *De definitieve ambtsneerlegging*

Art. 224. § 1. Verliest ambtshalve en zonder vooropzeg de hoedanigheid van ambtenaar, de ambtenaar van de buitendiensten die niet meer aan de Belgische nationaliteitsvoorwaarde voldoet.

§ 2. Verliest ambtshalve en zonder vooropzeg de hoedanigheid van ambtenaar, de ambtenaar van de buitendiensten :

1° van wie de benoeming als onregelmatig werd vastgesteld binnen de termijn van het beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State; deze termijn is niet geldig in geval van arglis of bedrog vanwege de ambtenaar;

2° die niet meer van zijn burgerlijke of politieke rechten geniet;

3° die niet langer aan de wetten over de dienstplicht voldoet of die zich niet langer in een regelmatige toestand bevindt tegenover de verplichtingen inzake de nationale dienst in de Staat waarvan hij onderdaan is;

4° van wie de medische ongeschiktheid behoorlijk werd vastgesteld;

5° die zonder geldige reden zijn post verlaat en meer dan tien werkdagen afwezig blijft en die behoorlijk en op voorhand verwittigd werd en om opheldering verzocht is;

6° die zich in een geval bevindt waar de toepassing van de burgerlijke wetten en de strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

7° die om tuchtrekenen van ambtswege wordt ontslagen of afgezet.

Art. 225. Tot ambtsneerlegging geven aanleiding

1° het vrijwillig ontslag : in dit geval mag de ambtenaar zijn dienst slechts verlaten na zijn ontslag te hebben betekend, bij een ter post aangetekende brief, aan de overheid waarvan hij afhangt;

De in het eerste lid, 1°, bedoelde betekening gebeurt ten minste dertig dagen voorafgaand aan het ontslag, dat ingaat op de datum van verzending van de aangetekende brief. Deze termijn kan in onderlinge overeenstemming ingekort worden;

2° de opruststelling;

3° een tweede voltijdse benoeming in vast dienstverband in een andere nationale of internationale overheidsdienst.

Tot ambtsneerlegging geeft eveneens aanleiding, de definitieve beroepsongeschiktheid, vastgesteld volgens de procedure bepaald in de artikelen 160 tot 164 van dit besluit.

TITEL X. — *Legitimatiebewijs*

Art. 226. De leden van het personeel van de Veiligheid van de Staat van het niveau A, B, en C zijn dragers van een legitimatiebewijs waarvan het model wordt bepaald door de Minister van Justitie.

TWEDE DEEL. — *GELDELIJK STATUUT*

TITEL I. — *De bezoldigingsregeling*

HOOFDSTUK I. — *De weddenschalen*

Art. 227. De weddenschalen die verbonden zijn aan de graden van de ambtenaren worden vastgesteld in overeenstemming met de tabellen in bijlage I.

Afdeling 1. — *Beschermingsassistenten*

Art. 228. § 1. De weddenschaal C1 wordt verbonden aan de graad van beschermingsassistent.

§ 2. Onverminderd de bepalingen vervat in artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de beschermingsassistent die minstens vijf jaar graadanciënniteit heeft, de weddenschaal C2.

Afdeling 2. — *Inspecteurs*

Art. 229. § 1. De weddenschaal B1 wordt verbonden aan de graad van inspecteur stagiaire.

§ 2. De weddenschaal B2 wordt toegekend aan de inspecteur stagiaire, benoemd in de graad van inspecteur.

§ 3. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de inspecteur die gedurende ten minste drie jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal B2 en die geslaagd is in de potentieeltest, de weddenschaal B3.

§ 4. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de inspecteur die geniet van de weddenschaal B3 en die geslaagd is voor de waardemeting n° 3 verbonden aan deze graad, de weddenschaal B4a, na het verstrijken van een periode van vier jaar, die aanvangt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inschrijving van de

tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente, l'échelle de traitement B4a.

§ 5. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur qui bénéficie de l'échelle de traitement B4a qui a réussi la mesure de valorisation n° 5 liée à ce grade, obtient, au terme d'une période de quatre ans qui prend cours le premier jour du mois qui suit la date de l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente, l'échelle de traitement B4b.

§ 6. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur qui est rémunéré pendant au moins huit ans dans l'échelle de traitement B3 et qui a réussi la mesure de valorisation n° 2, et l'inspecteur bénéficiant de l'échelle de traitement B4a ou B4b obtiennent, dans la limite des emplois vacants, l'échelle de traitement de l'inspecteur divisionnaire B5, pour autant qu'ils aient réussi l'épreuve de capacité.

§ 7. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur divisionnaire qui bénéficie de l'échelle de traitement B5 et qui a réussi la mesure de valorisation n° 7 liée à ce grade obtient, au terme d'une période de quatre ans qui prend cours le premier jour du mois qui suit la date d'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente, l'échelle de traitement B6.

Section 3. — Commissaires

Art. 230. § 1^{er}. L'échelle de traitement A1 est liée au grade de commissaire stagiaire.

§ 2. L'échelle de traitement A2 est octroyée au commissaire stagiaire nommé dans le grade de commissaire.

L'échelle de traitement A2 est octroyée à l'inspecteur qui est promu au grade de commissaire à la suite de la réussite de la sélection comparative d'accession au niveau supérieur.

§ 3. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire recruté qui est rémunéré pendant au moins trois ans dans l'échelle de traitement A2 et qui a réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement A3.

Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, l'inspecteur qui a réussi la sélection comparative d'accession au grade de commissaire, qui est rémunéré pendant au moins un an dans l'échelle de traitement A2 et qui a réussi le test de potentiel, obtient l'échelle de traitement A3.

§ 4. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire qui bénéficie de l'échelle de traitement A3 et qui a réussi la mesure de valorisation n° 3 liée à ce grade obtient, au terme d'une période de quatre ans qui prend cours le premier jour du mois qui suit la date de l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente et dans la limite des emplois vacants, l'échelle de traitement A4a.

§ 5. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire qui bénéficie de l'échelle de traitement A4a et qui a réussi la mesure de valorisation n° 5 liée à ce grade, obtient au terme d'une période de quatre ans qui prend cours le premier jour du mois qui suit la date de l'inscription de l'agent à cette mesure et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la mesure de valorisation précédente, l'échelle de traitement A4b.

§ 6. Sans préjudice des articles 61, § 2 et 62, le commissaire qui est rémunéré pendant au moins huit ans dans l'échelle de traitement A3 et qui a réussi la mesure de valorisation n° 2 liée à ce grade et le commissaire bénéficiant de l'échelle de traitement A4a ou A4b, obtiennent dans la limite des emplois vacants, l'échelle de traitement de commissaire divisionnaire A5, pour autant qu'ils aient réussi l'épreuve de capacité.

§ 7. Sans préjudice de l'article 101, le commissaire divisionnaire qui est rémunéré pendant au moins cinq ans dans l'échelle de traitement A5, qui a réussi la sélection et est désigné au mandat de directeur des opérations obtient, dans la limite des emplois vacants, l'échelle de traitement A6.

CHAPITRE II. — Les allocations de valorisation

Art. 231. L'inspecteur et l'inspecteur divisionnaire rémunérés par l'échelle de traitement B3, B4a ou B5 qui ont réussi la mesure de valorisation liée à leur grade perçoivent une allocation annuelle de 2500 euros pendant quatre ans.

Art. 232. Le commissaire rémunéré par l'échelle de traitement A3 ou A4a qui a réussi la mesure de valorisation liée à son grade reçoit une allocation annuelle de 3000 euros pendant quatre ans.

ambtenaar voor deze meting en ten vroegste na het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting.

§ 5. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de inspecteur die geniet van de weddenschaal B4a, die geslaagd is voor de waardemeting n° 5 verbonden aan deze graad, de weddenschaal B4b, na het verstrijken van een periode van vier jaar, die aanvangt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste na het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting.

§ 6. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomen de inspecteur die gedurende acht jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal B3 en geslaagd is voor de waardemeting n° 2 en de inspecteur die geniet van de weddenschaal B4a of B4b voor zover er vacante betrekkingen zijn, de weddenschaal van afdelingsinspecteur B5, op voorwaarde dat zij geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef.

§ 7. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de afdelingsinspecteur die geniet van de weddenschaal B5 en die geslaagd is voor de waardemeting n° 7 verbonden aan deze graad, de weddenschaal B6, na het verstrijken van een periode van vier jaar, die aanvangt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste na het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting.

Afdeling 3. — Commissarissen

Art. 230. § 1. De weddenschaal A1 wordt verbonden aan de graad van commissaris stagiair.

§ 2. De weddenschaal A2 wordt toegekend aan de commissaris stagiair, benoemd in de graad van commissaris.

De weddenschaal A2 wordt toegekend aan de inspecteur die bevorderd wordt tot de graad van commissaris nadat hij geslaagd is voor de vergelijkende selectie van toegang tot het hoger niveau.

§ 3. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de aangeworven commissaris die gedurende ten minste drie jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal A2 en die geslaagd is voor de potentieeltest, de weddenschaal A3.

Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de inspecteur die geslaagd is voor de vergelijkende selectie van toegang tot de graad van commissaris, die gedurende ten minste een jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal A2 en die geslaagd is voor de potentieeltest, de weddenschaal A3.

§ 4. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de commissaris die geniet van de weddenschaal A3 en die geslaagd is voor de waardemeting n° 3 verbonden aan deze graad, de weddenschaal A4a, na het verstrijken van een periode van vier jaar, die aanvangt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste na het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting.

§ 5. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomt de commissaris die geniet van de weddenschaal A4a en die geslaagd is voor de waardemeting n° 5 verbonden aan deze graad, de weddenschaal A4b, na het verstrijken van een periode van vier jaar, die aanvangt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inschrijving van de ambtenaar voor deze meting en ten vroegste na het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige waardemeting.

§ 6. Onverminderd de artikelen 61, § 2 en 62, bekomen de commissaris die gedurende ten minste acht jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal A3 en geslaagd is voor de waardemeting n° 2 en de commissaris die geniet van de weddenschaal A4a of A4b, voor zover er vacante betrekkingen zijn, de weddenschaal van afdelingscommissaris A5 op voorwaarde dat zij geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef.

§ 7. Onverminderd artikel 101, bekomt de afdelingscommissaris die gedurende ten minste vijf jaar bezoldigd wordt in de weddenschaal A5, die geslaagd is voor de selectie en werd aangewezen voor het mandaat van directeur van de operaties, voor zover er vacante betrekkingen zijn, de weddenschaal A6.

HOOFDSTUK II. — De waarderingstoelagen

Art. 231. De inspecteur en de afdelingsinspecteur die bezoldigd worden met de weddenschaal B3, B4a of B5, die geslaagd zijn voor de waardemeting verbonden aan hun graad, ontvangen een jaarlijkse toelage van 2500 Euro gedurende vier jaar.

Art. 232. De commissaris die bezoldigd wordt met de weddenschaal A3 of A4a, die geslaagd is voor de waardemeting verbonden aan zijn graad, ontvangt een jaarlijkse toelage van 3000 Euro gedurende vier jaar.

Art. 233. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de valorisation est lié à l'indice pivot 138,01.

§ 2. L'allocation de valorisation est payée annuellement en une fois, au mois de septembre, sur la base des mois à prendre en compte pour la période de validité de la mesure et au prorata des prestations effectuées au cours de cette période.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les inspecteurs et les commissaires qui ont réussi respectivement la mesure de valorisation n° 6 et la mesure de valorisation n° 4, perçoivent, en application des articles 88, alinéa 3 et 96, alinéa 3, l'allocation de valorisation le premier jour du mois qui suit la nomination au grade d'inspecteur divisionnaire ou l'attribution de l'échelle barémique A4a.

L'allocation de valorisation est ajoutée à la rétribution annuelle brute pour le calcul du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année qui suivent ainsi que de la prime copernic.

Elle est également prise en compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie.

§ 3. L'agent a le droit de renoncer au paiement de l'allocation de valorisation.

§ 4. L'agent empêché de présenter une mesure de valorisation pour cause d'accident survenu au travail ou sur le chemin du travail ou pour cause de maladie professionnelle ou parce qu'il bénéficie de périodes de congé ou d'interruption de travail visées aux articles 39, 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, à l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public et à l'article 36 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat conserve, jusqu'à la première mesure de valorisation organisée après la fin de l'empêchement, le bénéfice de l'allocation de valorisation dont il bénéficiait.

§ 5 La diminution de l'allocation de valorisation visée à l'article 161 alinéa 2 s'élève à la moitié.

CHAPITRE III. — *Les allocations de fonction*

Art. 234. Le commissaire divisionnaire revêtu du mandat de responsable d'une unité particulière bénéficie pour la durée du mandat d'une allocation de fonction annuelle dont le montant est fixé à 6.000 euros.

Art. 235. Le commissaire général revêtu du mandat de directeur des opérations bénéficie d'une allocation de fonction annuelle pour la durée du mandat dont le montant est fixé à 12.000 euros.

Art. 236. Les allocations de fonction pour l'exercice d'un mandat sont dues à partir du premier jour du mois qui suit la désignation et cessent de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date de la cessation du mandat.

Ces allocations de fonction sont rattachées à l'indice pivot 138,01.

Elles sont ajoutées à la rétribution annuelle brute pour le calcul du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année qui suivent ainsi que de la prime copernic.

Elles sont payées en même temps que le traitement et dans les mêmes conditions que celui-ci.

CHAPITRE IV. — *Allocation d'attente*

Art. 237. L'allocation d'attente visée aux articles 88, alinéa 2, 96, alinéa 2 et 98, alinéa 2 est égale à la moitié de la différence entre le traitement perçu par les agents concernés et celui auquel leur donnerait droit, selon le cas, l'échelle barémique liée au grade d'inspecteur divisionnaire, de commissaire A4a et de commissaire divisionnaire s'ils satisfont aux conditions fixées par ces articles.

Le droit à l'allocation visé à l'alinéa 1^{er} ne prend cours que pour autant que, selon le cas, la nomination visée aux articles 88, alinéa 2 ou 98, alinéa 2 ne soit pas intervenue dans les trois mois qui suivent la réussite de l'épreuve de capacité ou que l'attribution de l'échelle A4a visée à l'article 96, alinéa 2 ne soit pas intervenue dans les trois mois qui suivent celui au cours duquel le commissaire aurait pu bénéficier de l'échelle barémique en cas de vacance.

Cette allocation est rattachée à l'indice pivot 138,01.

Elle est ajoutée à la rétribution annuelle brute pour le calcul du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année qui suivent ainsi que de la prime copernic.

Art. 233. § 1. Het bedrag van de waarderingstoelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 2. De waarderingstoelage wordt jaarlijks en in één maal uitbetaald in de maand september, op grond van de maanden die in aanmerking dienen te worden genomen voor de berekening van de geldigheidsduur van de meting en naar verhouding van de geleverde prestaties tijdens deze periode.

In afwijking van het eerste lid, bekomen de inspecteurs en de commissarissen die respectievelijk in de waardemeting n° 6 en de waardemeting n° 4 zijn geslaagd, bij toepassing van de artikelen 88, derde lid, en 96, derde lid, de waarderingstoelage op de eerste dag van de maand die volgt op de benoeming tot de graad van afdelingsinspecteur of de toekenning van de weddenschaal A4a.

De waarderingstoelage wordt gevoegd bij de jaarlijkse brutobezoldiging voor de berekening van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelage die erop volgen evenals de copernicuspremie.

Ze wordt ook in aanmerking genomen voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen.

§ 3. De ambtenaar heeft het recht om afstand te doen van de betaling van de waarderingstoelage.

§ 4. De ambtenaar die verhinderd is om zich aan te melden voor een waardemeting door een arbeidsongeval of een ongeval op weg van en naar het werk, of door beroepsziekte of omdat hij geniet van periodes van verlof of van werkonderbreking zoals bedoeld in artikelen 39, 42 en 43 van de wet van 16 maart 1971 betreffende de arbeid, in artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector en het artikel 36 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen, behoudt, tot de eerstvolgende waardemeting die georganiseerd wordt na de verhindering, het voordeel van de waarderingstoelage waarvan hij genoot.

§ 5 De vermindering van de waarderingstoelage bedoeld in artikel 161 tweede lid is gelijk aan de helft van het bedrag.

HOOFDSTUK III. — *De functietoelage*

Art. 234. De afdelingscommissaris, bekleed met het mandaat van verantwoordelijke voor een bijzondere eenheid, geniet voor de duur van het mandaat van een jaarlijkse functietoelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 6.000 Euro.

Art. 235. De commissaris-generaal, bekleed met het mandaat van directeur van de operaties, geniet van een jaarlijkse functietoelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 12.000 Euro.

Art. 236. De functietoelagen voor het uitoefenen van een mandaat zijn verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de aanstelling en stoppen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het beëindigen van het mandaat.

Deze functietoelagen worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Ze worden gevoegd bij de jaarlijkse brutobezoldiging voor de berekening van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelage die erop volgen evenals de copernicuspremie.

Zij worden betaald tezelfdertijd als de wedde en onder dezelfde voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *De wachttoelage*

Art. 237. De wachttoelage bedoeld in de artikelen 88, tweede lid, 96, tweede lid, en 98, tweede lid, is gelijk aan de helft van het verschil tussen de wedde die de betrokken ambtenaren ontvangen en diegene waarop zij, naargelang het geval, recht zouden hebben volgens de weddenschaal verbonden aan de graad van afdelingsinspecteur, commissaris A4a en afdelingscommissaris indien zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in deze artikelen.

Het recht op de toelage bedoeld in eerste lid is pas geldig voor zover, naargelang het geval, de benoeming bedoeld in artikelen 88, tweede lid of 98, tweede lid niet heeft plaatsgevonden binnen de drie maanden die volgen op het slagen in de bekwaamheidsproef of de toekenning van weddenschaal A4a bedoeld in artikel 96, tweede lid niet heeft plaatsgevonden binnen de drie maanden die volgen op de maand gedurende dewelke de commissaris zou hebben kunnen genieten van de weddenschaal in geval van vacature.

Deze toelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Ze wordt gevoegd bij de jaarlijkse brutobezoldiging voor de berekening van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelage die erop volgen evenals de copernicuspremie.

CHAPITRE V. — *Allocation pour exercice d'une fonction supérieure*

Art. 238. L'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure visée à l'article 100 est accordée que l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément inoccupé ou qu'il soit définitivement vacant, et à la condition que cette fonction soit exercée de façon ininterrompue pendant une période de trente jours au moins.

L'allocation est égale au montant de la différence entre le traitement dont l'agent bénéficierait s'il exerçait la fonction à titre définitif et le traitement dont il bénéficie dans son grade effectif.

Cette allocation est rattachée à l'indice pivot 138,01.

Elle est ajoutée à la rétribution annuelle brute pour le calcul du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année qui suivent ainsi que de la prime copernic.

Elle est liquidée à partir du deuxième mois de la désignation.

Si l'agent est attributaire d'une allocation de valorisation dans son grade effectif, il en conserve le bénéfice dans l'exercice de la fonction supérieure.

L'allocation d'attente ne peut être cumulée avec l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure. Seule sera perçue l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 239. Sans préjudice des dispositions fixées par le présent arrêté, l'agent est soumis à l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux.

TITRE II. — *Les allocations, indemnités et primes*CHAPITRE I^{er}. — *Les allocations et primes*

Section 1^{re}. — Allocations communes au personnel des services extérieurs et aux agents des services publics fédéraux.

Art. 240. Sans préjudice de dispositions particulières fixées par le présent arrêté, l'agent perçoit, aux mêmes conditions, les allocations et primes accordées aux agents de l'Etat.

Section 2. — Allocations pour prestation de service effectuées le week-end, un jour férié ou durant la nuit.

Art. 241. L'agent bénéficie d'une allocation pour les prestations de service effectuées le week-end, les jours fériés légaux et réglementaires.

Art. 242. Le service du week-end est celui accompli les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux et réglementaires entre 0 et 24 heures.

Toutefois ne peuvent donner lieu à l'allocation que les services effectifs accomplis dans les locaux de la Sûreté de l'Etat et ceux requis pour l'exécution d'une mission précise ordonnée par le directeur des opérations, l'administrateur général adjoint ou l'administrateur général.

Art. 243. Le taux de l'allocation prévue à l'article 241 du présent arrêté est fixé à 145 % du 1/1850^e du traitement annuel brut en vigueur au 1^{er} novembre 1993.

Art. 244. L'agent bénéficie d'une allocation pour les prestations de service effectuées durant la nuit.

Art. 245. Le service visé à l'article 244 est celui accompli entre 22 heures et 4 heures, ainsi que celui effectué entre 18 heures et 8 heures, pour autant qu'il se termine à ou après 22 heures, ou qu'il commence à ou avant 4 heures.

Art. 246. Le taux de l'allocation prévue à l'article 244 du présent arrêté est fixé à 32,5 % du 1/1850^e du traitement annuel brut en vigueur au 1^{er} novembre 1993.

Section 3. — Dispositions communes aux sections 1^{re} et 2

Art. 247. Les allocations dues pour des prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux et réglementaires ou durant la nuit sont cumulables entre elles.

Art. 248. L'allocation est payée mensuellement à terme échu.

Art. 249. La fraction d'heure que comprend le service irrégulier est arrondie à l'heure supplémentaire si elle est égale ou supérieure à trente minutes; elle est négligée si elle n'atteint pas cette durée.

HOOFDSTUK V. — *Toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt*

Art. 238. De toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt bedoeld in artikel 100 wordt toegekend ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt, en op voorwaarde dat dit ambt ononderbroken uitgeoefend wordt gedurende een periode van minstens dertig dagen.

De toelage is gelijk aan het verschil tussen de wedde waarvan de ambtenaar zou genieten indien hij het ambt definitief zou uitoefenen en de wedde waarvan hij geniet in zijn werkelijke graad.

Deze toelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Ze wordt gevoegd bij de jaarlijkse brutobezoldiging voor de berekening van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelage die erop volgen evenals de copernicuspremie.

Zij wordt betaald vanaf de tweede maand die volgt op de toewijzing.

De ambtenaar die in zijn effectieve graad van een waarderingstoelage geniet, behoudt het voordeel ervan tijdens de uitoefening van het hoger ambt.

De wachttoelage kan niet worden gecumuleerd met de toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt. Enkel de toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt wordt ontvangen.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 239. Onverminderd de bepalingen vastgesteld door dit besluit, wordt de ambtenaar onderworpen aan het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de federale overheidsdiensten.

TITEL II. — *De toelagen, de vergoedingen en premies*HOOFDSTUK I. — *De toelagen en premies*

Afdeling 1. — Toelagen gemeenschappelijk aan het personeel van de buitendiensten en de ambtenaren van de federale overheidsdiensten

Art. 240. Onverminderd de bijzondere bepalingen vastgesteld in dit besluit, ontvangt de ambtenaar onder dezelfde voorwaarden, de toelagen en premies toegekend aan de Rijksambtenaren.

Afdeling 2. — Toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd tijdens het weekend, een feestdag of tijdens de nacht

Art. 241. De ambtenaar geniet van een toelage voor dienstprestaties uitgevoerd tijdens het weekend, de wettelijke en reglementaire feestdagen.

Art. 242. De weekenddienst is diegene die werd uitgevoerd op zaterdag, zondag, de wettelijke en reglementaire feestdagen tussen 0 en 24 uur.

Voor de toelage komen echter alleen in aanmerking de ambtswerkzaamheden verricht in de lokalen van de Veiligheid van de Staat en die welke vereist worden voor de uitvoering van een bepaalde opdracht welke vooraf bevolen is door de directeur van de operaties, de adjunct-administrateur-generaal of de administrateur-generaal.

Art. 243. Het bedrag van de toelage voorzien in artikel 241 van dit besluit wordt vastgesteld op 145 % van 1/1850^{ste} van de jaarlijkse bruto jaarwedde van kracht op 1 november 1993.

Art. 244. De ambtenaar geniet van een toelage voor de prestaties gedurende de nacht uitgevoerd.

Art. 245. De dienst bedoeld in artikel 244 is deze die werd verricht tussen 22 uur en 4 uur, alsook deze die werd verricht tussen 18 uur en 8 uur, voorzover dat deze eindigt om of na 22 uur of begint om of voor 4 uur.

Art. 246. Het bedrag van de toelage voorzien in artikel 244 van dit besluit wordt vastgesteld op 32,5 % van 1/1850^{ste} van de jaarlijkse bruto jaarwedde van kracht op 1 november 1993.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen aan afdelingen 1 en 2

Art. 247. De toelagen verschuldigd voor dienstprestaties uitgevoerd op zaterdag, zondag, wettelijke en reglementaire feestdagen of gedurende de nacht zijn cumuleerbaar.

Art. 248. De toelage wordt maandelijks na vervallen termijn betaald.

Art. 249. De gedeelten van een uur onregelmatige dienst van dertig minuten of meer worden op een uur afgerond; gedeelten van minder worden verwaarloosd.

Art. 250. L'octroi des allocations prévues pour prestation de service effectuées le week-end, un jour férié légal ou réglementaire ou durant la nuit a lieu sous le contrôle du directeur des opérations, de l'administrateur général adjoint ou de l'administrateur général.

CHAPITRE II. — *Indemnités*

Art. 251. Sans préjudice de dispositions particulières fixées par le présent arrêté, l'agent perçoit, aux mêmes conditions, les indemnités accordées aux agents de l'État.

Art. 252. L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les agents des services extérieurs bénéficient de l'indemnité téléphonique forfaitaire mensuelle en défraiement des frais téléphoniques exposés en raison des exigences de disponibilité pour le service.

Le montant de l'indemnité est fixé, par agent, à 13,34 euros pour l'abonnement et à 10,76 euros pour les communications.

L'indemnité est rattachée à l'indice pivot 138,01.

Art. 253. L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les agents des services extérieurs bénéficient de l'indemnité journalière forfaitaire pour les défrayer des dépenses qu'ils font dans l'exercice de leurs fonctions.

Cette indemnité est payée pendant 11 mois par année civile. Le montant liquidé ne peut pas dépasser 275 fois l'indemnité journalière forfaitaire.

Le montant de l'indemnité journalière forfaitaire est fixé à 8,68 euros et est rattaché à l'indice pivot 138,01.

Art. 254. Les modalités de paiement et de contrôle des indemnités téléphoniques et journalières octroyées sont réglées par le Ministre de la Justice.

TITRE III. — *Disposition commune*

Art. 255. Les dispositions des titres Ier et II de la présente partie sont applicables aux stagiaires.

TROISIEME PARTIE. — MESURES TRANSITOIRES

TITRE I^{er}. — *La carrière administrative*

CHAPITRE I^{er}. — *Insertion dans les grades de la nouvelle carrière des services extérieurs*

Art. 256. Les commissaires et inspecteurs des services extérieurs qui, au 1^{er} janvier 2005, sont titulaires de l'un des grades rayés repris en annexe II dans la colonne de gauche, sont nommés d'office dans le grade figurant dans la colonne de droite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les agents titulaires du grade d'inspecteur divisionnaire 2C et commissaire divisionnaire 1C conservent la dénomination du grade d'inspecteur divisionnaire et commissaire divisionnaire.

CHAPITRE II. — *Développement de la carrière des membres des services extérieurs en service à la date du 1^{er} janvier 2005*

Art. 257. § 1^{er}. Les commissaires et inspecteurs des services extérieurs qui, au 1^{er} janvier 2005, sont titulaires de l'un des grades rayés repris dans le tableau figurant à l'annexe III dans la colonne 1, revêtus d'une échelle de traitement reprise dans la colonne 2, sont nommés d'office dans le grade repris en regard dans la colonne 3 et rémunérés par l'échelle de traitement reprise dans la colonne 4.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés en vertu du § 1^{er}, sont admissibles les services prestés dans les grades rayés dont ils étaient titulaires.

L'ancienneté pécuniaire acquise par les agents dans leur ancienne échelle de traitement est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement correspondant à leur grade.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le cas échéant, les agents conservent le bénéfice de l'échelle de traitement du grade dont ils étaient revêtus, pour autant qu'elle soit plus favorable.

§ 4. L'agent qui par mesure transitoire et avec effet rétroactif à la date du 1^{er} janvier 2005 se situe à une échelle déterminée dans son trajet de carrière, bénéficie de toutes les dispositions qui lui sont applicables et est censé remplir les conditions requises pour l'accès à cette échelle.

§ 5. L'agent qui est promu entre le 1^{er} janvier 2005 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté soit directement, soit par effet de la rétroactivité, bénéficie de la même manière des mesures transitoires que l'agent visé au § 4.

Art. 250. Het toekennen van de voorziene toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd tijdens het weekend, een wettelijke of reglementaire feestdag of gedurende de nacht geschiedt onder de controle van de directeur van de operaties, de adjunct-administrateur-generaal of de administrateur-generaal.

HOOFDSTUK II. — *Vergoedingen*

Art. 251. Onverminderd de bijzondere bepalingen door dit besluit vastgesteld, ontvangt de ambtenaar onder dezelfde voorwaarden, de vergoedingen toegekend aan de Rijksambtenaren.

Art. 252. De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de ambtenaren van de buitendiensten genieten van een maandelijks forfaitaire telefoonvergoeding als tussenkomst voor de telefoonkosten waaraan ze onderhevig zijn om te voldoen aan de vereisten om ter beschikking te staan van de dienst.

Het bedrag van deze vergoeding wordt, per ambtenaar, vastgesteld op 13,34 Euro voor het abonnement en 10,76 Euro voor de gesprekken.

De vergoeding wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 253. De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de ambtenaren van de buitendiensten genieten van een forfaitaire dagvergoeding om tussen te komen in de kosten die zij maken bij het uitoefenen van hun functie.

Deze vergoeding wordt betaald gedurende elf maanden per jaar. Het verrekende bedrag mag niet hoger liggen dan 275 keer de dagelijkse forfaitaire vergoeding.

Het bedrag van de forfaitaire dagvergoeding wordt vastgesteld op 8,68 Euro en wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 254. De betalingsmodaliteiten en de controle van de telefoon- en dagvergoeding die worden toegekend, worden geregeld door de Minister van Justitie.

TITEL III. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 255. De bepalingen van de titels I en II van dit deel zijn van toepassing op de stagiaires.

DEEL DRIE. — OVERGANGSMAATREGELEN

TITEL I. — *De administratieve loopbaan*

HOOFDSTUK I. — *Invoeging in de graden van de nieuwe loopbaan van de buitendiensten*

Art. 256. De commissarissen en de inspecteurs van de buitendiensten die, op 1 januari 2005 titularis zijn van één van de graden vervat in bijlage II linkse kolom, worden ambtshalve benoemd in de graad die voorkomt in de rechtse kolom.

In afwijking van het eerste lid behouden de titularissen van de graad van afdelingsinspecteur 2C en de afdelingscommissaris 1C hun benaming van de graad van afdelingsinspecteur en afdelingscommissaris.

HOOFDSTUK II. — *Verloop van de loopbaan van de leden van de buitendiensten in dienst op datum van 1 januari 2005*

Art. 257. § 1. De commissarissen en de inspecteurs van de buitendiensten die op 1 januari 2005 titularis zijn van één van de geschrapte graden weergegeven in de tabel van de bijlage III kolom 1, bekleed met een weddenschaal weergegeven in kolom 2, worden ambtshalve benoemd in de graad ertegenover weergegeven in kolom 3 en bezoldigd met de weddenschaal weergegeven in kolom 4.

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren benoemd krachtens § 1, worden de diensten gepresteerd in de geschrapte graden, waarvan zij titularis waren, in aanmerking genomen.

De geldelijke anciënniteit door de ambtenaren verworven in hun oude weddenschaal wordt als verworven geacht in de nieuwe weddenschaal die overeenkomt met hun graad.

§ 3. In afwijking van § 1, in voorkomend geval, behouden de ambtenaren het genot van de weddenschaal van de graad waarmee ze waren bekleed, voor zover deze gunstiger was.

§ 4. De ambtenaar die zich bij wijze van overgangsmatregel en met terugwerkende kracht op datum van 1 januari 2005 op een welbepaalde weddenschaal in zijn loopbaantraject bevindt, geniet van alle bepalingen die op hem van toepassing zijn en wordt geacht aan de voorwaarden te voldoen die nodig zijn voor de toegang tot deze weddenschaal.

§ 5. De ambtenaar die bevorderd werd tussen 1 januari 2005 en de inwerkingtreding van dit besluit, hetzij direct hetzij door het effect van de terugwerkende kracht, geniet op dezelfde wijze van de overgangsmatregelen als de ambtenaar bedoeld in § 4.

CHAPITRE III. — *Carrière des inspecteurs des services extérieurs*

Art. 258. § 1^{er}. Par mesure transitoire, les inspecteurs stagiaires rémunérés, à la date du 1^{er} janvier 2005, dans l'échelle de traitement 2A bénéficient à cette date de l'échelle B1, et sont rétribués de plein droit à dater de leur nomination définitive au grade d'inspecteur à l'échelle B2.

§ 2 Par mesure transitoire, les inspecteurs qui, à la date du 1^{er} janvier 2005, sont titulaires des grades et des échelles barémiques dans le tableau figurant à l'annexe III du présent arrêté, se trouvent, à la même date dans les situations décrites ci-après :

1° l'agent titulaire du grade d'inspecteur, revêtu de l'échelle barémique 2A, ayant une ancienneté de grade supérieure à 2 ans et inférieure à 8 ans et détenteur de la première partie du cours moyen de l'école de criminologie et de criminalistique, inséré dans l'échelle B3 est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 1 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 2 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférent;

Par dérogation à l'article 84, les inspecteurs qui sont entrés en service entre le 1^{er} mars 2004 et le 2 octobre 2006 ne sont pas soumis au test de potentiel;

2° l'agent titulaire du grade d'inspecteur, revêtu de l'échelle barémique 2B, ayant une ancienneté de grade supérieure à 8 ans et inférieure à 11 ans et détenteur de la première partie du cours moyen de l'école de criminologie et de criminalistique ou le cours du degré moyen de l'école de criminologie et de criminalistique, inséré dans l'échelle B3 est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 1 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 2 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

3° l'agent titulaire du grade d'inspecteur, revêtu de l'échelle barémique 2B, ayant une ancienneté de grade de 11 ans et plus et ne détenant pas la première partie du cours moyen de l'école de criminologie et de criminalistique ou le cours du degré moyen de l'école de criminologie et de criminalistique, inséré dans l'échelle B3 peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 1 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

4° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2C, ayant une ancienneté totale de grade dans les grades d'inspecteur et inspecteur divisionnaire supérieure à 15 ans et inférieure à 20 ans, inséré dans l'échelle B3 est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 2;

L'agent visé à l'alinéa 1^{er} obtient, à la date à laquelle il atteint une ancienneté totale de grade dans les grades d'inspecteur et inspecteur divisionnaire égale à vingt ans et au plus tard le 1^{er} janvier 2007, l'échelle B4a, et peut suivre la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 4 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

5° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2C, ayant une ancienneté totale de grade de supérieure à 20 ans dans les grades d'inspecteur et inspecteur divisionnaire et inférieure à 25 ans est inséré dans l'échelle B4a et est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 4 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 5 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

6° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2C, ayant une ancienneté totale de grade dans les grades d'inspecteur et inspecteur divisionnaire supérieure à 25 ans et inférieure à 30 ans, inséré dans l'échelle B4 a est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 4 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 5 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

Par dérogation à l'article 80§ 1, l'agent visé au 6°, alinéa 1^{er}, ayant bénéficié de l'allocation liée à la mesure de valorisation n° 5 pendant deux ans peut, dès la fin de ce terme, être promu par avancement d'échelle barémique à l'échelle B4b;

7° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2C, ayant une ancienneté totale de grade dans les grades d'inspecteur et inspecteur divisionnaire de 30 ans et plus, est inséré dans l'échelle B4b;

HOOFDSTUK III. — *De loopbaan van de inspecteurs van de buitendiensten*

Art. 258. § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel genieten de inspecteurstagiairs die op datum van 1 januari 2005 bezoldigd werden met de weddenschaal 2A, op deze datum van de weddenschaal B1 en worden op datum van hun definitieve benoeming tot de graad van inspecteur, van rechtswege bezoldigd met de weddenschaal B2.

§ 2 Bij wijze van overgangsmaatregel bevinden de inspecteurs, die op datum van 1 januari 2005 titularis zijn van de graden en de weddenschaalen die worden afgebeeld in de bijlage III van dit besluit, op dezelfde datum zich in de situaties hieronder beschreven :

1° de ambtenaar, titularis van de graad van inspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2A, die een graadanciënniteit heeft van meer dan 2 jaar en minder dan 8 jaar en houder is van het eerste gedeelte van de middelbare graad van de school voor criminologie en criminalistiek, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B3, wordt geacht de waardemeting n° 1 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming volgen voor de waardemeting n° 2 die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

In afwijking van artikel 84 worden de inspecteurs die in dienst zijn getreden in de periode tussen 1 maart 2005 tot 2 oktober 2006, niet onderworpen aan de potentieeltest;

2° De ambtenaar, titularis van de graad van inspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2B, die een graadanciënniteit heeft van meer dan 8 jaar en minder dan 11 jaar en houder is van het eerste gedeelte van de middelbare graad van de school voor criminologie en criminalistiek of de middelbare graad van de school voor criminologie en criminalistiek, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B3, wordt geacht de waardemeting n° 1 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming volgen voor de waardemeting n° 2, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

3° De ambtenaar, titularis van de graad van inspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2B, die een graadanciënniteit heeft van 11 jaar en meer en geen houder is van het eerste gedeelte van de middelbare graad van de school voor criminologie en criminalistiek of de middelbare graad van de school voor criminologie en criminalistiek, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B3 kan onmiddellijk de erkende vorming volgen om de waardemeting n° 1 te verwerven die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

4° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2C, die een totale graadanciënniteit in de graden van inspecteur en afdelingsinspecteur heeft van meer dan 15 jaar en minder dan 20 jaar, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B3 wordt geacht de waardemeting n° 2 te hebben verworven;

De ambtenaar bedoeld in het eerste lid bekommt, vanaf de datum waarop hij een totale graadanciënniteit in de graden van inspecteur en afdelingsinspecteur heeft van twintig jaar en ten laatste op 1 januari 2007, de weddenschaal B4a en kan de erkende vorming voor de waardemeting n° 4 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

5° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2C, die een totale graadanciënniteit in de graden van inspecteur en afdelingsinspecteur van meer dan 20 jaar en minder dan 25 jaar heeft, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B4a, wordt geacht de waardemeting n° 4 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 5 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

6° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2C, die een totale graadanciënniteit in de graden van inspecteur en afdelingsinspecteur van meer dan 25 jaar en minder dan 30 jaar heeft, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B4a, wordt geacht de waardemeting n° 4 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 5 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

In afwijking van artikel 80§ 1, kan de ambtenaar, bedoeld in 6°, eerste lid, die gedurende twee jaar genoten heeft van de waarderingstoelage n° 5, van zodra deze termijn verstreken is, bevorderd worden door verhoging in weddenschaal tot de weddenschaal B4b;

7°. De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2C, die een totale graadanciënniteit in de graden van inspecteur en afdelingsinspecteur van 30 jaar en meer heeft, wordt ingeschaald in de weddenschaal B4b;

Par dérogation à l'article 88, les agents visés au 4° 5°, 6° et 7° peuvent participer à la première épreuve de capacité qui sera organisée après la publication du présent arrêté;

8° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2D, et ayant réussi l'épreuve de capacité organisée en 2001, inséré dans l'échelle B5 est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 6 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour obtenir la mesure de valorisation n° 7 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

9° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2D, et ayant réussi l'épreuve de capacité organisée en 2004, est inséré dans l'échelle B5 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 6 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

Par dérogation à l'article 80 § 1, l'agent visé au 9°, alinéa 1^{er}, ayant bénéficié de l'allocation liée la mesure de valorisation n° 6 pendant deux ans, peut suivre la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 7 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

10° l'agent titulaire du grade d'inspecteur divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 2D, et ayant réussi l'épreuve de capacité organisée en 2005, inséré dans l'échelle B5, peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 6 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

Par dérogation à l'article 80 § 1, l'agent visé au 10°, alinéa 1^{er}, ayant bénéficié de l'allocation liée la mesure de valorisation n° 6 pendant trois ans, peut suivre la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 7 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente.

CHAPITRE IV. — Carrière des commissaires des services extérieurs

Art. 259. § 1^{er}. Par mesure transitoire les commissaires qui, à la date du 1^{er} janvier 2005, sont titulaires des grades et des échelles barémiques énoncés dans le tableau dans le tableau figurant à l'annexe III du présent arrêté, se trouvent, à la même date dans les situations décrites ci-après :

1° l'agent titulaire du grade de commissaire, revêtu de l'échelle barémique 1A, ayant une ancienneté de grade supérieure à 2 ans et inférieure à 8 ans, est inséré dans l'échelle A3, est censé avoir acquis la mesure de valorisation n° 2 et peut suivre immédiatement la formation agréée pour acquérir la mesure de valorisation n° 3 donnant droit à l'allocation de valorisation y afférente;

Par dérogation à l'article 98, les agents visés au 1° peuvent participer à la première épreuve de capacité après la publication du présent arrêté;

2° l'agent titulaire du grade de commissaire, revêtu de l'échelle barémique 1B, ayant 8 ans d'ancienneté de grade et plus et ayant exercé la fonction de chef de poste pendant au moins 10 ans, est insérée dans l'échelle A4b;

3° l'agent titulaire du grade de commissaire divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 1C, ayant une ancienneté de grade dans les grades de commissaire et de commissaire divisionnaire de 11 ans est inséré dans l'échelle A4b;

4° l'agent titulaire du grade de commissaire divisionnaire, revêtu de l'échelle barémique 1D est inséré dans l'échelle A5bis.

§ 2. Par dérogation à l'article 94, les commissaires lauréats de la sélection comparative d'accession au niveau supérieur en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas soumis au test de potentiel.

§ 3. Pour la première attribution du mandat de commissaire divisionnaire responsable d'une unité particulière, visé à l'article 102, 2°, les commissaires divisionnaires repris au § 1, 4° qui sont chargés de la gestion d'une unité particulière à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas soumis aux articles 104 à 114 et obtiennent d'office le mandat, moyennant la rédaction d'une lettre de mission décrivant la manière dont ils envisagent d'atteindre les objectifs du mandat, en conformité avec le plan stratégique de la Sûreté de l'Etat.

In afwijking van artikel 88, kunnen de ambtenaren bedoeld in 4°, 5°, 6° en 7° deelnemen aan de eerste bekwaamheidsproef die zal georganiseerd worden na de publicatie van dit besluit;

8° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2D, die geslaagd is voor de bekwaamheidsproef georganiseerd in 2001, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B5, wordt geacht de waardemeting n° 6 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 7 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

9° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2D, die geslaagd is voor de bekwaamheidsproef georganiseerd in 2004, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B5, kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 6 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

In afwijking van artikel 80 § 1, kan de ambtenaar, bedoeld in 9°, eerste lid, die gedurende twee jaar genoten heeft van de waarderingstoelage n° 6, de erkende vorming voor de waardemeting n° 7 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

10° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingsinspecteur, bezoldigd met de weddenschaal 2D, die geslaagd is voor de bekwaamheidsproef in 2005, die ingeschaald wordt in de weddenschaal B5, kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 6 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

In afwijking van artikel 80, § 1, kan de ambtenaar, bedoeld in 10°, eerste lid, die gedurende drie jaar genoten heeft van de waarderingstoelage n° 6, de erkende vorming voor de waardemeting n° 7 volgen, die recht geeft op de waarderingstoelage die erbij hoort.

HOOFDSTUK IV. — Loopbaan van de commissarissen van de buitendiensten

Art. 259. § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel bevinden de commissarissen, die op datum van 1 januari 2005 titularis zijn van de graden en de weddenschaalen vermeld in de tabel afgebeeld in bijlage III van dit besluit, op dezelfde datum, zich in de situaties hieronder beschreven :

1° De ambtenaar, titularis van de graad van commissaris, bezoldigd met de weddenschaal 1A, die een graadanciënniteit heeft van meer dan 2 jaar en minder dan 8 jaar, die wordt ingeschaald in de weddenschaal A3, wordt geacht de waardemeting n° 2 te hebben verworven en kan onmiddellijk de erkende vorming voor de waardemeting n° 3 volgen, die recht heeft op de waarderingstoelage die erbij hoort;

In afwijking van artikel 98, kunnen de ambtenaren bedoeld in 1° deelnemen aan de eerste bekwaamheidsproef na de publicatie van dit besluit;

2° De ambtenaar, titularis van de graad van commissaris, bezoldigd met de weddenschaal 1B, die een graadanciënniteit heeft van 8 jaar of meer en die de functie van postoverste heeft vervuld gedurende ten minste 10 jaar, wordt ingeschaald in weddenschaal A4b;

3° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingscommissaris, bezoldigd met de weddenschaal 1C, die een totale graadanciënniteit in de graden van commissaris en afdelingscommissaris van 11 jaar anciënniteit heeft, wordt ingeschaald in weddenschaal A4b;

4° De ambtenaar, titularis van de graad van afdelingscommissaris, bezoldigd met de weddenschaal 1D, wordt ingeschaald in de weddenschaal A5bis.

§ 2. In afwijking van artikel 94, zijn de commissarissen, laureaten van de vergelijkende selectie voor de overgang naar het hogere niveau die lopende is op datum van inwerkingtreding van het huidig besluit, niet onderworpen aan de potentieeltest.

§ 3. Voor de eerste toekenning van het mandaat van afdelingscommissaris verantwoordelijk voor een bijzondere eenheid, zoals bedoeld in artikel 102, 2°, zijn de afdelingscommissarissen waarvan sprake in § 1, 4° die belast zijn met het beheer van een bijzondere eenheid op de datum van inwerkingtreding van huidig besluit, niet onderworpen aan de artikelen 104 tot 114 en bekomen ambtshalve het mandaat, mits het opstellen van een opdrachtbrief waarin zij een beschrijving geven van hun zienswijze op de doelstellingen van het mandaat die ze overeenkomstig het strategisch plan van de Veiligheid van de Staat moeten verwezenlijken.

CHAPITRE V. — *Carrière du commissaire général des services extérieurs*

Art. 260. Par dérogation à l'article 99, le commissaire divisionnaire 1D en activité de service, directeur des opérations ad interim et celui qui a exercé la fonction de directeur des opérations sont nommés commissaire général à la date de publication du présent arrêté.

Les agents titulaires du grade de commissaire général sont insérés dans l'échelle A6bis.

Par dérogation à l'article 99, sont également admis à participer à la première sélection qui sera organisé au cours du second semestre 2008, les agents bénéficiant des échelles de traitement A4a, A4b, A5 et A5bis.

CHAPITRE VI. — *Le mandat de directeur des opérations*

Art. 261. Le commissaire divisionnaire 1D en activité de service, directeur des opérations ad interim à la date de publication du présent arrêté, obtient le mandat de directeur des opérations et le conserve jusqu'à la date de nomination du directeur des opérations qui sera désigné parmi les commissaires divisionnaires lauréats de la première sélection.

TITRE II. — *Dispositions administratives*

Art. 262. Les sélections comparatives et les sélections comparatives d'accession au niveau supérieur organisées ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont poursuivies sur la base des dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 263. Les inspecteurs stagiaires qui ne sont pas nommés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis aux dispositions régissant le stage en vigueur avant cette date et ne sont pas soumis à l'article 46, alinéa 1^{er}.

Art. 264. Les réserves constituées sur la base des sélections comparatives qui ont été clôturées avant ou étaient en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'à l'expiration du terme fixé pour leur validité.

Art. 265. Les procédures de promotion et les procédures disciplinaires en cours devant le conseil consultatif à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent régies par les dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 266. Les procédures de mise à la retraite en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont poursuivies sur la base des dispositions du présent arrêté.

Art. 267. L'inspecteur qui a réussi certaines épreuves mais qui n'a pas satisfait à l'ensemble de la sélection comparative d'accession au grade de commissaire organisé sur la base des articles 17 et 37 bis de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat modifié par les arrêtés royaux du 19 février 2003 et du 23 novembre 2006, est, à sa demande, dispensé des épreuves similaires si, par la suite, il participe à nouveau à une sélection comparative d'accession au grade de commissaire. Cette dispense ne peut être invoquée qu'une seule fois après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 268. Les inspecteurs principaux de première classe nommés inspecteurs divisionnaires qui, en vertu de l'article 50 de l'arrêté royal du 22 août 1998 fixant les modalités de promotion par avancement barémique et les échelles de traitement liées aux grades des Services Extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, gardaient le bénéfice de la dispense de la partie écrite de l'épreuve de capacité pour la promotion à l'échelle de traitement 2D, maintiennent, à leur demande, ce droit pour des épreuves similaires lors de la première épreuve de capacité qui sera organisée après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 269. Les commissaires divisionnaires 1C et les inspecteurs divisionnaires 2C qui avaient obtenu, en vertu de l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1999, relatif aux épreuves de capacité d'avancement barémique dans les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, le bénéfice de la réussite de la partie écrite de l'épreuve de capacité d'avancement barémique, maintiennent, à leur demande, ce droit pour des épreuves similaires lors de la première épreuve de capacité qui sera organisée après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

HOOFDSTUK V. — *Loopbaan van de commissaris-generaal van de buitendiensten*

Art. 260. In afwijking van artikel 99, worden de afdelingscommissaris 1D in dienstactiviteit, directeur van de operaties ad interim en diegene die de functie van directeur van de operaties heeft uitgeoefend, benoemd tot commissaris-generaal op datum van de publicatie van dit besluit.

De ambtenaren, titularis van de graad van commissaris-generaal worden ingeschaald in de weddenschaal A6bis.

In afwijking van artikel 99, worden de ambtenaren die genieten van de weddenschalen A4a, A4b, A5 en A5bis, eveneens toegelaten tot de eerste selectie die zal worden georganiseerd in het tweede semester van 2008.

HOOFDSTUK VI. — *Het mandaat van directeur van de operaties*

Art. 261. De afdelingscommissaris 1D in dienstactiviteit, directeur van de operaties ad interim op datum van de publicatie van dit besluit, krijgt het mandaat van directeur van de operaties toegekend en behoudt het tot op datum van de benoeming van de directeur van de operaties die aangeduid zal worden onder de afdelingscommissarissen, laureaten van de eerste selectie.

TITEL II. — *Administratieve bepalingen*

Art. 262. De vergelijkende selecties en de vergelijkende selecties voor de overgang naar het hogere niveau, georganiseerd of waarvan de organisatie lopende is op datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden verder gezet op basis van de bepalingen die van kracht zijn voor deze datum.

Art. 263. De stagiairs die niet benoemd zijn op datum van de inwerkingtreding van dit besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen die de stage regelen en die van kracht zijn voor deze datum en zijn niet onderworpen aan artikel 46, eerste lid.

Art. 264. De reserves, die werden gemaakt op basis van de vergelijkende selecties die werden afgesloten voor, of, die lopende waren op datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig tot het verstrijken van de vastgestelde geldigheidsperiode.

Art. 265. De bevorderingsprocedures en de tuchtprocedures voor de raad van advies, die op datum van inwerkingtreding van dit besluit lopende zijn, blijven onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren voor deze datum.

Art. 266. De procedures voor pensioenstelling die lopende zijn op datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden vervolgd op grond van de bepalingen van dit besluit.

Art. 267. De inspecteur die geslaagd is voor bepaalde proeven doch niet voor het geheel van de vergelijkende selectie van toegang tot de graad van commissaris van de buitendiensten, georganiseerd op basis van de artikelen 17 en 37bis van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 februari 2003 en van 23 november 2006, wordt, op zijn vraag, vrijgesteld van gelijkaardige proeven indien hij in de toekomst opnieuw deelneemt aan een vergelijkende selectie van toegang tot de graad van commissaris. Deze vrijstelling kan slechts één keer worden ingeroepen na datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 268. De eerstaanwezende inspecteurs eerste klasse, benoemd tot afdelingsinspecteurs die volgens artikel 50 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998, tot vaststelling van de nadere regels inzake bevordering door verhoging in weddenschaal en van de weddenschalen verbonden aan de graden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, het voordeel van de vrijstelling van het schriftelijk gedeelte van de bekwaamheidsproef voor de bevordering tot de weddenschaal 2D behielden, behouden, op hun vraag, dit recht voor gelijkaardige proeven bij de eerste bekwaamheidsproef die zal worden georganiseerd na datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 269. De afdelingscommissarissen 1C en de afdelingsinspecteurs 2C die volgens artikel 7, § 1 van het ministerieel besluit van 23 december 1999, betreffende de bekwaamheidsexamens voor de verhoging in weddenschaal in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, het voordeel van het slagen voor het schriftelijk gedeelte van de bekwaamheidsproef tot bevorderen in weddenschaal hadden bekomen, behouden, op hun vraag, dit recht voor gelijkaardige proeven bij de eerste bekwaamheidsproef die zal worden georganiseerd na datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 270. § 1^{er}. Les candidats à la promotion au grade de commissaire divisionnaire 1C et au grade d'inspecteur divisionnaire 2C qui satisfont à la condition du suivi des 120 heures de formation continuée prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 décembre 1998 relatif aux exigences de formation continuée pour les promotions par avancement de grade dans les services extérieurs de l'administration de la Sûreté de l'Etat et qui n'étaient pas, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les conditions d'ancienneté pour être promus à ces grades, conservent le bénéfice de ces 120 heures.

Ces 120 heures équivalent à la moitié des heures requises par le Ministre de la Justice dans le cadre d'une formation barémique visée aux articles 80, § 1^{er} et 90, § 1^{er}.

§ 2. Les agents entrés en service à partir du 1^{er} septembre 1998 et qui ont réussi la deuxième partie du cours moyen de criminologie et de criminalistique bénéficient d'un capital de 120 heures de formation qui est soumis aux conditions de l'alinéa 2.

Les modalités de prise en compte des heures de formation sont fixées par le Ministre de la Justice.

Art. 271. Les candidats à la promotion au grade de commissaire divisionnaire 1C et au grade d'inspecteur divisionnaire 2C, qui sont engagés dans une formation qui ne totalise pas les 120 heures prescrites à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 décembre 1998 relatif aux exigences de formation continuée pour les promotions par avancement de grade dans les services extérieurs de l'administration de la Sûreté de l'Etat, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conservent, à leur demande, le bénéfice des heures suivies pour autant qu'il s'agisse d'une formation complètement terminée et les complètent jusqu'à concurrence de 120 heures.

Les candidats visés à l'alinéa 1^{er} peuvent, le cas échéant, renoncer à la conservation des heures déjà suivies et s'inscrire directement dans le système des formations barémiques.

Les modalités de prise en compte des heures de formation sont fixées par le Ministre de la Justice.

Quel que soit le choix effectué, l'agent doit s'inscrire à la mesure de valorisation afin de pouvoir conserver le droit à l'allocation de valorisation y afférent.

Art. 272. Les lauréats de l'épreuve de capacité d'avancement barémique 1D conservent définitivement le bénéfice de la réussite de cette épreuve et sont assimilés aux lauréats de l'épreuve A5.

Les lauréats de l'épreuve de capacité d'avancement barémique 2D conservent définitivement le bénéfice de la réussite de cette épreuve et sont assimilés aux lauréats de l'épreuve B5.

Les lauréats visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont classés entre eux selon les dispositions de l'article 65.

Art. 273. Par mesure transitoire, les articles 61, § 2 et 62 ne sont pas applicables aux promotions par accession au niveau supérieur, par avancement barémique ou par avancement de grade octroyées à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2008.

Les promotions par accession au niveau supérieur, par avancement barémique ou par avancement de grade restent soumises à l'article 44 de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat ainsi qu'aux articles 16 à 18 de l'arrêté royal du 29 avril 1966 concernant les membres du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat.

Pour pouvoir procéder aux promotions visées à l'alinéa 1^{er}, sauf fait nouveau susceptible de modifier le dernier signalement établi en 2006, chaque agent est présumé avoir un signalement « bon » et un avis motivé favorable.

L'agent qui ne bénéficie pas d'un signalement « bon » peut demander à être réévalué au plus tôt le treizième mois après son dernier signalement.

TITRE III. — Carrière pécuniaire

Art. 274. Pour les agents titulaires du grade de commissaire en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs prestés à partir de l'âge de 25 ans.

Pour les agents titulaires du grade d'inspecteur en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs prestés à partir de l'âge de 21 ans.

Art. 270. § 1. De kandidaten voor de promotie tot de graad van afdelingscommissaris 1C en tot de graad van afdelingsinspecteur 2C die voldoen aan de voorwaarden tot het volgen van de 120 uren voortgezette vorming voorgeschreven in artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 december 1998 betreffende de vereisten inzake voortgezette opleiding voor de bevorderingen door verhoging in graad in de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat en die op datum van inwerkingtreding van dit besluit niet aan de voorwaarden inzake graadancienniteit voldeden om in deze graden bevorderd te worden, behouden het voordeel van deze 120 uren.

Deze 120 uren zijn gelijkwaardig aan de helft van de uren die vereist worden door de Minister van Justitie in het kader van de baremieke vorming bedoeld in de artikelen 80, § 1 en 90, § 1.

§ 2. De ambtenaren die in dienst zijn getreden sedert 1 september 1998 en die geslaagd zijn voor het tweede gedeelte van de middelbare graad van criminologie en criminalistiek genieten van een kapitaal van 120 uren vorming die onderworpen wordt aan dezelfde voorwaarden als voorzien in het tweede lid.

De modaliteiten voor het in aanmerking nemen van de vormingsuren worden bepaald door de Minister van Justitie.

Art. 271. De kandidaten voor de promotie tot de graad van afdelingscommissaris 1C en tot de graad van afdelingsinspecteur 2C, die een vorming hebben aangevat die niet het totaal bereikt van 120 uren voorgeschreven in artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 december 1998 betreffende de vereisten inzake voortgezette opleiding voor de bevorderingen door verhoging in graad in de buitendiensten van het bestuur van de Veiligheid van de Staat, op datum van inwerkingtreding van dit besluit, behouden, op hun vraag, het voordeel van de gevolgde uren voor zover het een volledig afgewerkte vorming betreft en werken ze af tot het aantal van 120 uren.

De kandidaten bedoeld in het eerste lid kunnen desgevallend afzien van het behoud van de reeds gevolgde uren en zich meteen inschrijven in het systeem van baremieke vormingen.

De modaliteiten voor het in aanmerking nemen van de vormingsuren worden bepaald door de Minister van Justitie.

Welke keuze de ambtenaar ook maakt, hij moet zich inschrijven voor de waardemeting ten einde het recht te behouden op de waardering-toelage die erbij hoort.

Art. 272. De laureaten van de bekwaamheidsproef voor de bevordering in weddenschaal 1D behouden definitief hun voordeel van slagen in deze proef en worden gelijkgesteld aan de laureaten van de A5-proef.

De laureaten van de bekwaamheidsproef voor de bevordering in weddenschaal 2D behouden definitief hun voordeel van slagen in deze proef en worden gelijkgesteld aan de laureaten van de B5-proef.

De laureaten bedoeld in het eerste en tweede lid worden gerangschikt volgens de bepalingen vervat in artikel 65.

Art. 273. Bij overgangsmaatregel zijn de artikelen 61, § 2 en 62 niet van toepassing op de bevorderingen door verhoging in niveau, door verhoging in barema, of door verhoging in graad toegekend vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit tot 31 december 2008.

De bevorderingen door verhoging in niveau, door verhoging in barema, of door verhoging in graad blijven onderworpen aan het artikel 44 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat evenals aan de artikelen 16 tot 18 van het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat.

Om te kunnen overgaan tot de bevorderingen bedoeld in het eerste lid, wordt iedere ambtenaar geacht een beoordeling « goed » en een gunstig gemotiveerd advies te hebben, behalve indien een nieuw feit de laatste beoordeling die in 2006 werd opgemaakt, kan wijzigen.

De ambtenaar die niet geniet van een beoordeling « goed », kan ten vroegste in de dertiende maand na zijn laatste beoordeling, een reëvaluatie vragen.

TITEL III. — Geldelijke loopbaan

Art. 274. Voor de ambtenaren die, bekleed met de graad van commissaris, in dienst zijn op datum van inwerkingtreding van dit besluit worden, voor de tussentijdse verhogingen, enkel de werkelijk gepresteerde diensten vanaf de leeftijd van 25 jaar in aanmerking genomen.

Voor de ambtenaren die, bekleed met de graad van inspecteur, in dienst zijn op datum van inwerkingtreding van dit besluit worden, voor de tussentijdse verhogingen, enkel de werkelijk gepresteerde diensten vanaf de leeftijd van 21 jaar in aanmerking genomen.

Sans préjudice des articles 2, 14 à 17 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux, pour les agents admis au stage dans le grade d'assistant de protection, d'inspecteur et de commissaire ainsi que pour les agents promus dans le grade d'inspecteur et de commissaire, tous les services antérieurs sont pris en considération.

Art. 275. Pour l'application de l'article 25 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat titulaires d'une échelle de traitement relevant du niveau A et en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les services inférieurs sont pris en compte pour former l'ancienneté A par tranches de trois années, tous les ans à la date du 1^{er} janvier.

QUATRIEME PARTIE. — DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 276. La loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement ne s'applique pas aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Art. 277. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 29 avril 1966 concernant les membres du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1968, 26 avril 1971, 22 décembre 1993, 18 juillet 1997 et 22 août 1998 à l'exception des articles 28 et 31 qui continuent à produire leurs effets pour les recours dont est saisi le conseil consultatif avant la date de publication du présent arrêté et des articles 16 à 18 qui produisent leurs effets jusqu'au 31 décembre 2008;

2° l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 19 février 2003 et 23 novembre 2006 à l'exception des articles 17 et 37 *bis* qui continuent à produire leurs effets jusqu'au 30 juin 2007, des articles 24 à 32 et 44 qui produisent leurs effets jusqu'au 31 décembre 2008;

3° l'arrêté royal du 22 août 1998 fixant les modalités de promotion par avancement barémique et les échelles de traitement liées aux grades des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat à l'exception des articles 5 à 9, 11 à 14 et 24 qui cessent de produire leurs effets au 1^{er} janvier 2005 et de l'article 18 qui produit ses effets jusqu'au 31 décembre 2008;

4° l'arrêté ministériel du 23 juin 1997 octroyant aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat une allocation pour service irrégulier;

5° le chapitre III de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 fixant les principes généraux régissant le stage des agents recrutés en qualité de commissaire ou d'inspecteur des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

6° l'arrêté ministériel du 11 décembre 1998 relatif aux exigences de formation continuée pour des promotions par avancement de grade dans les services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

7° l'arrêté ministériel du 23 décembre 1999 relatif aux épreuves de capacité d'avancement barémique dans les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Art. 278. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2006, à l'exception :

1° des articles 80 à 83, 85 à 87 et 90 à 97 qui entrent en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit la date de publication du présent arrêté;

2° des articles 62, 145 à 173 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007;

3° des articles 227 à 230, 235, 236 et 239 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2005;

4° des articles 231 à 233 qui entrent en vigueur le premier jour du onzième mois qui suit la date de publication du présent arrêté;

Onverminderd de artikelen 2, 14 tot 17 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het geldelijk statuut van het personeel van de federale overheidsdiensten, worden voor de ambtenaren die toegelaten zijn tot de stage in de graad van beschermingsassistent, inspecteur en commissaris evenals de ambtenaren bevorderd tot de graad van inspecteur en commissaris, alle werkelijke diensten in aanmerking genomen.

Art. 275. Voor de toepassing van artikel 25 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het geldelijk statuut van het personeel van de federale overheidsdiensten op de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat worden voor de begunstigen van een weddenschaal behorende tot niveau A en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de lagere diensten in aanmerking genomen om elk jaar op 1 januari de anciënniteit A te vormen per schijf van drie jaren.

DEEL VIER. — OPHEFFINGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 276. De wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd is niet van toepassing op de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

Art. 277. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1968, 26 april 1971, 22 december 1993, 18 juli 1997 en 22 augustus 1998 met uitzondering van de artikelen 28 en 31 die hun uitwerking blijven hebben voor de beroepen waarvoor de raad van advies werd gevat voor de datum van publicatie van dit besluit en de artikelen 16 en 18 die hun uitwerking blijven hebben tot 31 december 2008;

2° het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 februari 2003 en van 23 november 2006 met uitzondering van de artikelen 17 en 37 *bis* die hun uitwerking blijven hebben tot 30 juni 2007, van de artikelen 24 tot 32 en 44 die hun uitwerking blijven hebben tot 31 december 2008;

3° het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 tot vaststelling van de nadere regels inzake bevordering door verhoging in weddenschaal en van de weddenschalen verbonden aan de graden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat met uitzondering van de artikelen 5 tot 9, 11 tot 14 en 24 die ophouden met hun uitwerking te hebben op 1 januari 2005 en het artikel 18 die haar uitwerking blijft hebben tot 31 december 2008;

4° het ministerieel besluit van 23 juni 1997 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige dienst aan de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

5° het hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 10 december 1998 tot vaststelling van de algemene beginselen inzake de stage van de ambtenaren aangeworven in de hoedanigheid van commissaris of inspecteur van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

6° het ministerieel besluit van 11 december 1998 betreffende de vereisten inzake voortgezette opleiding voor de bevordering door verhoging in graad in de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

7° het ministerieel besluit van 23 december 1999 betreffende de bekwaamheidsexamens voor de verhoging in weddenschaal in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Art. 278. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2006, met uitzondering van :

1° de artikelen 80 tot 83, 85 tot 87 en 90 tot 97 die in werking treden de eerste dag van de vierde maand die volgt op de datum van publicatie van dit besluit;

2° de artikelen 62, 145 tot 173 die in werking treden op 1 januari 2007;

3° de artikelen 227 tot 230, 235, 236 en 239 die in werking treden op 1 januari 2005;

4° de artikelen 231 tot 233 die in werking treden op de eerste dag van de elfde maand die volgt op datum van publicatie van dit besluit.

Art. 279. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre du Budget et de la protection de la Consommation, Notre Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances et Notre Ministre de l'Environnement et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

La Ministre du Budget et de la protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale,
de la Politique des Grandes Villes et de l'Egalité des Chances,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

Art. 279. Onze Minister van Justitie, Onze Ministre van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Begroting en van Consumentenzaken, Onze Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, Onze Ministre van Leefmilieu en Pensioenen zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen
B. TOBBACK

Annexe I^{re} à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le Statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat

Bijlage Ia van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het Statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

Echelles de traitement de commissaire, commissaire divisionnaire et commissaire général
Weddenschalen van commissaris, afdelingscommissaris en commissaris-generaal

ECHELLES DE TRAITEMENT COMMISSAIRE-WEDDENSCHALEN COMMISSARIS									
Commissaire — Commissaris						Commissaire divisionnaire Afdelingscommissaris		Commissaire général Commissaris-Generaal	
Anc.	A1	A2	A3	A4a	A4b	A5	A5bis	A6	A6bis
0	25.880,00	28.880,00	30.380,00	33.380,00	35.380,00	38.570,00	41.570,00	40.570,00	42.570,00
1	26.360,00	29.360,00	30.900,00	33.900,00	35.900,00	39.180,00	42.180,00	41.180,00	43.180,00
2	26.840,00	29.840,00	31.420,00	34.420,00	36.420,00	39.790,00	42.790,00	41.790,00	43.790,00
3	27.320,00	30.320,00	31.940,00	34.940,00	36.940,00	40.400,00	43.400,00	42.400,00	44.400,00
4	27.800,00	30.800,00	32.460,00	35.460,00	37.460,00	41.010,00	44.010,00	43.010,00	45.010,00
5	28.280,00	31.280,00	32.980,00	35.980,00	37.980,00	41.620,00	44.620,00	43.620,00	45.620,00
6	28.760,00	31.760,00	33.500,00	36.500,00	38.500,00	42.230,00	45.230,00	44.230,00	46.230,00
7	29.240,00	32.240,00	34.020,00	37.020,00	39.020,00	42.840,00	45.840,00	44.840,00	46.840,00
8	29.720,00	32.720,00	34.540,00	37.540,00	39.540,00	43.450,00	46.450,00	45.450,00	47.450,00
9	30.200,00	33.200,00	35.060,00	38.060,00	40.060,00	44.060,00	47.060,00	46.060,00	48.060,00
10	30.680,00	33.680,00	35.580,00	38.580,00	40.580,00	44.670,00	47.670,00	46.670,00	48.670,00
11	31.160,00	34.160,00	36.100,00	39.100,00	41.100,00	45.280,00	48.280,00	47.280,00	49.280,00
12	31.640,00	34.640,00	36.620,00	39.620,00	41.620,00	45.890,00	48.890,00	47.890,00	49.890,00
13	32.120,00	35.120,00	37.140,00	40.140,00	42.140,00	46.500,00	49.500,00	48.500,00	50.500,00
14	32.600,00	35.600,00	37.660,00	40.660,00	42.660,00	47.110,00	50.110,00	49.110,00	51.110,00
15	33.080,00	36.080,00	38.180,00	41.180,00	43.180,00	47.720,00	50.720,00	49.720,00	51.720,00
16	33.560,00	36.560,00	38.700,00	41.700,00	43.700,00	48.330,00	51.330,00	50.330,00	52.330,00
17	34.040,00	37.040,00	39.220,00	42.220,00	44.220,00	48.940,00	51.940,00	50.940,00	52.940,00
18	34.520,00	37.520,00	39.740,00	42.740,00	44.740,00	49.550,00	52.550,00	51.550,00	53.550,00
19	35.000,00	38.000,00	40.260,00	43.260,00	45.260,00	50.160,00	53.160,00	52.160,00	54.160,00
20	35.480,00	38.480,00	40.780,00	43.780,00	45.780,00	50.770,00	53.770,00	52.770,00	54.770,00
21	35.960,00	38.960,00	41.300,00	44.300,00	46.300,00	51.380,00	54.380,00	53.380,00	55.380,00
22	36.440,00	39.440,00	41.820,00	44.820,00	46.820,00	51.990,00	54.990,00	53.990,00	55.990,00
23	36.920,00	39.920,00	42.340,00	45.340,00	47.340,00				
24	37.400,00	40.400,00	42.860,00	45.860,00	47.860,00				
25	37.880,00	40.880,00							
26	38.360,00	41.360,00							

Annexe I^{re}b à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le Statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat

Bijlage Ib van het koninklijk besluit van 13 december 2006

houdende het Statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

Echelles de traitement d'inspecteur et inspecteur divisionnaire — Weddenscalen van inspecteur en afdelingsinspecteur

ECHELLES DE TRAITEMENT INSPECTEUR — WEDDENSCHALEN INSPECTEUR							
Inspecteur						Inspecteur divisionnaire Afdelingsinspecteur	
Anc.	B1	B2	B3	B4a	B4b	B5	B6
0	19.260,84	20.946,22	22.380,00	23.880,00	25.130,00	26.880,00	29.380,00
1	19.572,93	21.258,31	22.825,00	24.360,00	25.610,00	27.360,00	29.900,00
2	19.885,02	21.570,40	23.270,00	24.840,00	26.090,00	27.840,00	30.420,00
3	20.197,11	21.882,49	23.715,00	25.320,00	26.570,00	28.320,00	30.940,00
4	20.197,11	21.882,49	24.160,00	25.800,00	27.050,00	28.800,00	31.460,00
5	20.509,20	22.194,58	24.605,00	26.280,00	27.530,00	29.280,00	31.980,00
6	20.509,20	22.194,58	25.050,00	26.760,00	28.010,00	29.760,00	32.500,00
7	21.015,11	22.700,49	25.495,00	27.240,00	28.490,00	30.240,00	33.020,00
8	21.015,11	22.700,49	25.940,00	27.720,00	28.970,00	30.720,00	33.540,00
9	21.772,57	23.457,95	26.385,00	28.200,00	29.450,00	31.200,00	34.060,00
10	21.772,57	23.457,95	26.830,00	28.680,00	29.930,00	31.680,00	34.580,00
11	22.530,03	24.215,41	27.275,00	29.160,00	30.410,00	32.160,00	35.100,00
12	22.530,03	24.215,41	27.720,00	29.640,00	30.890,00	32.640,00	35.620,00
13	23.488,74	25.134,06	28.165,00	30.120,00	31.370,00	33.120,00	36.140,00
14	23.488,74	25.134,06	28.610,00	30.600,00	31.850,00	33.600,00	36.660,00
15	24.447,45	26.052,71	29.055,00	31.080,00	32.330,00	34.080,00	37.180,00
16	24.447,45	26.052,71	29.500,00	31.560,00	32.810,00	34.560,00	37.700,00
17	25.406,16	26.971,36	29.945,00	32.040,00	33.290,00	35.040,00	38.220,00
18	25.406,16	26.971,36	30.390,00	32.520,00	33.770,00	35.520,00	38.740,00
19	26.364,87	27.890,01	30.835,00	33.000,00	34.250,00	36.000,00	39.260,00
20	26.364,87	27.890,01	31.280,00	33.480,00	34.730,00	36.480,00	39.780,00
21	27.323,58	28.808,66	31.725,00	33.960,00	35.210,00	36.960,00	40.300,00
22	27.323,58	28.808,66	32.170,00	34.440,00	35.690,00	37.440,00	40.820,00
23	28.282,29	29.727,31	32.615,00	34.920,00	36.170,00	37.920,00	41.340,00
24	28.282,29	29.727,31	33.060,00	35.400,00	36.650,00	38.400,00	41.860,00
25	29.241,00	30.645,96	33.505,00	35.880,00	37.130,00	38.880,00	
26	29.241,00	30.645,96	33.950,00	36.360,00	37.610,00	39.360,00	
27	30.199,71	31.564,61	34.395,00				
28	30.199,71	31.564,61					
29	31.158,42	32.483,26					
30	31.158,42	32.483,26					
31	32.117,13	33.401,91					

Annexe Ic à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le Statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat
 Bijlage Ic van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het Statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

Echelles de traitement d'assistant de protection — Weddenschalen van beschermingsassistent

ASSISTENT DE PROTECTION BESCHERMINGSASSISTENT		
Anc.	C1	C2
0	15.905,00	17.905,40
1	16.172,31	18.157,58
2	16.439,62	18.409,76
3	16.706,93	19.082,07
4	16.706,93	19.082,07
5	17.063,27	19.374,66
6	17.063,27	19.374,66
7	17.419,61	19.764,70
8	17.419,61	19.764,70
9	18.132,25	20.437,01
10	18.132,25	20.437,01
11	18.844,89	21.109,32
12	18.844,89	21.109,32
13	19.468,50	21.735,09
14	19.468,50	21.735,09
15	20.092,11	22.360,86
16	20.092,11	22.360,86
17	20.715,72	22.986,63
18	20.715,72	22.986,63
19	21.339,33	23.612,40
20	21.339,33	23.612,40
21	21.962,94	24.238,17
22	21.962,94	24.238,17
23	22.586,55	24.863,94
24	22.586,55	24.863,94
25	23.210,16	25.489,71
26	23.210,16	25.489,71
27	23.833,77	26.115,48
28	23.833,77	26.115,48
29	24.457,38	26.741,25

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

La Ministre du Budget et de la protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,
B. TOBBACK

Annexe II à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le Statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat

Bijlage II van het koninklijk besluit van 13 december 2006

houdende het Statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

GRADE RAYE	NOUVEAU GRADE
Inspecteur 2A	Inspecteur
Inspecteur 2B	
Inspecteur Divisionnaire 2C	
Inspecteur Divisionnaire 2D	Inspecteur Divisionnaire
Commissaire 1A	Commissaire
Commissaire 1B	
Commissaire Divisionnaire 1C	
Commissaire Divisionnaire 1D	Commissaire Divisionnaire
Commissaire Divisionnaire 1D irecteur des Opérations ad interim ou ex - Directeur des Opérations	Commissaire Général

GESCHRAPTE GRAAD	NIEUWE GRAAD
Inspecteur 2A	Inspecteur
Inspecteur 2B	
Afdelingsinspecteur 2C	
Afdelingsinspecteur 2D	Afdelingsinspecteur
Commissaris 1A	Commissaris
Commissaris 1B	
Afdelingscommissaris 1C	
Afdelingscommissaris 1D	Afdelingscommissaris
Afdelingscommissaris 1D Directeur van de Operaties ad interim of ex- Directeur van de Operaties	Commissaris - generaal

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

La Ministre du Budget et de la protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,
B. TOBBACK

**Annexe III à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le Statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat
Bijlage III van het koninklijk besluit van 13 december 2006
houdende het Statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat**

Grade rayé Geschrapte graad	Echelle AR 22.08.1998 Schaal KB 22.08.1998	Nouveau grade Nieuwe graad	Echelle Schaal
Inspecteurs stagiaires 2A (art. 258§ 1) Inspecteurs stagiair 2A (art. 258§ 1)	17.905,40-26.993,43	Inspecteur B1	19.260,84-32.117,13
Inspecteurs stagiaires 2A nommés entre le 1 ^{er} mars 2006 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté (art. 258 § 1) Inspecteurs stagiair 2A benoemd tussen 1 maart 2006 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit (art. 258§ 1)	17.905,40-26.993,43	Inspecteur B2	20.946,22-33.401,91
Inspecteur 2A ayant une ancien- neté de grade supérieure à 2 ans et inférieure à 8 ans (art 258 § 2 1°) Inspecteur 2A met graadancien- niteit van meer dan 2 en minder dan 8 jaar. (art 258 § 2 1°)		Inspecteur B3	22.380-34.395
Inspecteur 2B ayant une ancien- neté de grade supérieure à 8 ans et inférieure à 11 ans et détenteur de la première partie du cours moyen de l'école de criminologie et de criminalistique ou le cours du degré moyen de l'école de criminologie et de criminalisti- que (art 258 § 2, 2°) Inspecteur 2B met graadancien- niteit van meer dan 8 en minder dan 11 jaar en houder is van het eerste gedeelte van de middel- bare graad van de school voor criminologie en criminalistiek of de middelbare graad van de school voor criminologie en cri- minalistiek. (art 258 § 2, 2°)	19.260,84-32.117,13	Inspecteur B3	22.380-34.395
Inspecteur 2B ayant une ancien- neté de grade de 11 ans et plus et ne détenant pas la première par- tie du cours moyen de l'école de criminologie et de criminalisti- que ou le cours du degré moyen de l'école de criminologie et de criminalistique (art 258 § 2, 3°) Inspecteur 2B met graadancien- niteit van 11 jaar en meer en geen houder is van het eerste gedeelte van de middelbare graad van de school voor criminologie en cri- minalistiek of de middelbare graad van de school voor crimi- nologie en criminalistiek. (art 258 § 2, 3°)	19.260,84-32.117,13	Inspecteur B3	22.380-34.395

Grade rayé Geschrapte graad	Echelle AR 22.08.1998 Schaal KB 22.08.1998	Nouveau grade Nieuwe graad	Echelle Schaal
Inspecteur divisionnaire 2C ayant une ancienneté de grade comprise entre 15 et 20 ans (art 258 § 2, 4 °, al.1) Afdelingsinspecteur 2C met graadanciënniteit tussen 15 en 20 jaar (art 258 § 2, 4 °, lid 1)	20.946,22-33.401,91	Inspecteur B3	22.380-34.395
Inspecteur divisionnaire 2C ayant une ancienneté de grade comprise entre 15 et 20 ans inséré au plus tard le 01.01.07 (art 258 § 2, 4 °, al.2) Afdelingsinspecteur 2C met graadanciënniteit tussen 15 en 20 jaar inschaling ten laatste op 01.01.07 (art 258 § 2,4 °, lid 2)	20.946,22-33.401,91	Inspecteur B4a	23.880-36.360
Inspecteur divisionnaire 2C ayant une ancienneté de grade comprise entre 20 et 25 ans (art 258 § 2, 5°) Afdelingsinspecteur 2C met graadanciënniteit tussen 20 en 25 jaar (art 258 § 2, 5°)	20.946,22-33.401,91	Inspecteur B4a	23.880-36.360
Inspecteur divisionnaire 2C ayant une ancienneté de grade comprise entre 25 et 30 ans (art 258 § 2, 6°) Afdelingsinspecteur 2C met graadanciënniteit tussen 25 en 30 jaar (art 258 § 2, 6°)	20.946,22-33.401,91	Inspecteur B4a	23.880-36.360
Inspecteur divisionnaire 2C ayant une ancienneté de grade de 30 ans et plus (art 258 § 2, 7°) Afdelingsinspecteur 2C met graadanciënniteit van 30 jaar en meer (art 258 § 2, 7°)	20.946,22-33.401,91	Inspecteur B4b	25.130-37.610
Inspecteur divisionnaire titulaire de l' échelle barémique 2D (art 258 § 2, 8°,9° et 10°) Afdelingsinspecteur met weddenschaal 2D (art 258 § 2, 8°,9° et 10°)	22.362,15-34.817,84	Inspecteur divisionnaire B5 Afdelingsinspecteur B5	26.880-39.360
Commissaire 1A- promu Commissaris 1A- bevorderd	24.901,05-36.333,61	Commissaire A2 Commissaris A2	28.880-41.360

Grade rayé Geschrapte graad	Echelle AR 22.08.1998 Schaal KB 22.08.1998	Nouveau grade Nieuwe graad	Echelle Schaal
Commissaire 1A ayant une ancienneté de grade supérieure à 2 ans et inférieure à 8 ans (art 259 § 1, 1°) Commissaris 1A met graadancienniteit van meer dan 2 en minder dan 8 jaar (art. 259 § 1,1°)	24.901,05-36.333,61	Commissaire A3 Commissaris A3	30.380-42.860
Commissaire 1B ayant 8 ans d'ancienneté et plus et ayant exercé la fonction de chef de poste pendant au moins 10 ans (art 259 § 1, 2°) Commissaris 1B met graadancienniteit van 8 jaar en meer die de functie van postoverste gedurende 10 jaar heeft uitgeoefend. (art. 259 § 1, 2°)	27.451,88-40.350,44	Commissaire A4b Commissaris A4b	35.380-47.860
Commissaire divisionnaire 1C ayant 11 ans d'ancienneté (art 259 § 1, 3°) Afdelingscommissaris 1C met 11 jaar graadancienniteit (art 259 § 1, 3°)	30.701,85-43.905,68	Commissaire A4b Commissaris A4b	35.380-47.860
Commissaire divisionnaire titulaire de l'échelle barémique 1 D (art 259 § 1, 4°) Afdelingscommissaris met weddenschaal 1D (art. 259 § 1, 4°)	31.563,89-50.225,80	Commissaire divisionnaire A5 bis Afdelingscommissaris A5 bis	41.570-54.990
Commissaire divisionnaire titulaire de l'échelle barémique 1D, en activité de service, ayant exercé la fonction de Directeur des opérations (art 260) Afdelingscommissaris met weddenschaal 1D, in dienstactiviteit, die de functie van directeur der operaties heeft uitgeoefend. (art. 260)	31.563,89-50.225,80	commissaire général A6 bis Commissaris-generaal A6 bis	42.570 - 55.990
Commissaire divisionnaire titulaire de l'échelle barémique 1D, en activité de service et exerçant la fonction de Directeur des opérations(art 260) Afdelingscommissaris met weddenschaal 1D, in dienstactiviteit en die de functie van directeur der operaties uitoefent.(art. 260)	31.563,89-50.225,80	Commissaire général A6 bis Directeur des opérations Commissaris-generaal A6 bis Directeur der operaties	42.570 - 55.990

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

La Ministre du Budget et de la protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,
B. TOBBACK